

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

DE LA PUBLICITÉ DU MARIAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris,
le Samedi 19 Janvier 1907, à une heure.*

PAR

H. SINGER

Président : M. WEISS, Professeur.

Suffragants : { MM. PLANIOL, Professeur.
BARTIN, Professeur.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

DE LA PUBLICITÉ DU MARIAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris,
le Samedi 19 Janvier 1907, à une heure.*

PAR

H. SINGER



Président : M. WEISS, Professeur.

*Suffragants : { MM. PLANIOL, Professeur.
BARTIN, Professeur.*

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1907

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Annuaire de Législation étrangère*, années 1871, 1874, 1875, 1882, 1891, 1892, 1895.
- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français, 4^{me} édition, tome V.
- BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE. — Traité théorique et pratique de Droit Civil, tome II : Des Personnes.
- BEUDANT. — Cours de Droit Civil Français, tome I : L'État et la capacité des personnes.
- CLUNET. — *Journal de Droit international privé*, année 1896.
- DALLOZ. — Répertoire général méthodique et alphabétique de doctrine et de jurisprudence, tome XXXI et son supplément.
— Recueil de Jurisprudence.
- DE LE COURT. — Codes Belges, collationnés et annotés.
- DELVINCOURT. — Cours de Code Civil, tome I.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, tome III : Du Mariage.
- DURANTON. — Cours de Droit Français, tome II.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code Civil, tome II.
- HUC et ORSIER. — Le Code Civil Italien et le Code Napoléon, étude de Législation comparée, 2^{me} édition.
- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique de Droit Français, tome XXVII.
— Code Civil annoté, tome I.
- LAURENT. — Principes de Droit Civil, tomes II et III.
- RAOUL DE LA GRASSERIE. — Code Civil Allemand et Loi d'Introduction, traduit et annoté.

- LEPELLETIER. — Code Civil Portugais, traduit et annoté.
LOCRÉ. — Législation civile, commerciale et criminelle de la France, tomes I, III, IV.
MERLIN. — Répertoire de Jurisprudence, tome X.
MARCADÉ et PAUL PONT. — Explication théorique et pratique du Code Civil, tome I.
MOURLON. — Répétitions écrites sur le Code Civil, tome I.
Pandectes Françaises. — Nouveau répertoire de Doctrine, de Législation et de Jurisprudence : Mariage, tomes I et II.
PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit Civil, 2^{me} éd., tomes I et III.
POTHIER. — Œuvres de Pothier. — Traité du Contrat de Mariage, tome VI. Ed. Bugnet.
ROGUIN. ER. — Traité de Droit Civil comparé : Le Mariage, tome I.
SAMSON. — Des conflits de loi relatifs à la formation du mariage des français à l'étranger et des étrangers en France. Thèse Nancy, 1902.
SIREY. — Recueil de Lois et Arrêts.
WEISS. — Droit international privé, tome III : Conflits de Lois.
-

INTRODUCTION

But et utilité de la Publicité du Mariage.

Le mariage est certainement le plus important de tous les actes de la vie civile, il intéresse à la fois le bonheur des familles et la conservation de la société, aussi la loi l'a réglementé minutieusement.

Nous nous proposons, dans ce modeste travail, d'étudier une partie des dispositions du Code civil relatives au mariage, celles qui en concernent la publicité.

Celle-ci, en effet, pourra révéler, même aux parties qui l'ignorent, l'existence d'un empêchement dirimant (1).

La société elle aussi est intéressée à prévenir des

(1) Huc. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, tome II, p. 106.

unions que la loi réprouve et annule. La publicité, de plus, assure la stabilité des mariages, il importe que ceux-ci soient célébrés à la face de la société, afin qu'ils soient à l'abri des passions mobiles de l'homme.

Enfin, il est de toute importance de rendre publics les mariages, pour faire connaître aux tiers le changement de capacité que subit la femme. Avant son mariage, en effet, elle n'était frappée d'aucune incapacité, elle est au contraire, frappée d'incapacité juridique après son mariage. Le mari acquiert des droits sur les biens de sa femme, mais par contre, ses biens propres sont frappés d'une hypothèque légale au profit de sa femme (art. 2121). Les tiers ont donc le plus grand intérêt à connaître d'abord le changement de capacité survenu en la personne de la femme, et ensuite la restriction apportée dans l'intérêt de cette dernière. aux pouvoirs d'aliénation du mari.

Nous verrons en quoi consiste la publicité du mariage, et quels en sont les éléments, c'est ce qui fera l'objet du chapitre premier qui sera, naturellement, le plus long et qui aura pour titre :

Des éléments qui constituent la publicité du mariage.

La publicité du mariage peut être envisagée à un

triple point de vue. Il y a d'abord une publicité antérieure au mariage et celle-ci a pour but d'en révéler le projet au public, puis une publicité concomitante du mariage lui-même, en ce sens que le mariage doit être célébré dans la maison commune par un officier public en présence de témoins. Enfin, certaines formalités de publicité sont postérieures à la célébration. Nous ferons de ces trois publicités trois sections différentes.

Nous verrons ensuite dans le chapitre second la sanction du défaut de publicité, et nous distinguerons la sanction du défaut de publications, ce qui fera l'objet de la section première ; et la sanction de la célébration clandestine, qui fera l'objet de la section deuxième.

Nous dirons ensuite dans le chapitre troisième quelques mots de la publicité du mariage dans certains pays étrangers ; et nous serons amenés alors tout naturellement à nous demander, dans le chapitre quatrième, quelles formalités nos nationaux qui se marient à l'étranger doivent remplir pour que leur mariage, valable aux yeux de la loi étrangère, le soit aussi d'après la loi française.

Nous ferons suivre ce chapitre d'un court appendice sur la publicité du mariage des étrangers qui se marient en France.

Aperçu Historique (1)

On trouve les premières traces de la publicité du mariage dans le très ancien Droit romain, car on comprend qu'en raison des effets importants qu'il entraîne, il ait été accompagné de formalités destinées à affirmer et à rendre publique la volonté des époux. Tel était le but de la *confarreatio* et de la *coemptio*.

La *confarreatio* avait pour éléments essentiels l'offrande à Jupiter d'un pain d'épeautre, la prononciation de certaines paroles sacramentelles devant dix témoins, le grand pontife et le grand flamine de Jupiter. C'était un véritable mariage religieux, peut-être le seul à l'origine de Rome qui paraît avoir été réservé aux patriciens, et qui entraînait nécessairement acquisition de la *manus*. Les dix témoins représentaient probablement les dix curies constituées par chaque tribu ethnique avant la fondation de la Rome en trente curies.

La seconde forme solennelle de mariage était la

(1) Nous ne dirons ici que quelques mots sur l'histoire, et le verrons plus en détail au cours de notre étude en étudiant les différents éléments de publicité.

coemptio, qui semble avoir été réservée aux plébéiens qui ne pouvaient user de la *confarreatio*. Cet acte, qui n'était qu'une espèce de mancipation, et auquel prenaient part au moins cinq témoins et un *libripens* ou porte-balance, faisait acquérir au mari la puissance sur sa femme, la faisait tomber *in manum mariti*.

Pendant la période classique, le mariage n'est pas un acte solennel, il ne suppose pour sa validité ni la prononciation par les époux de paroles sacramentelles, ni la rédaction d'un écrit, ni la présence de témoins, ni l'intervention d'un représentant de l'autorité civile ou religieuse. Ce qui est essentiel, c'est la volonté réciproque des époux de se traiter comme mari et femme (1) de fonder une famille. Cette volonté se manifestait par l'introduction de la femme dans la maison du mari.

L'absence des formes, soit civiles, soit religieuses, présentait des inconvénients auxquels les mœurs et les usages remédiaient ordinairement, on entourait le mariage de pompes extérieures, *nuptiarum festivitas*, qui lui assuraient une publicité de fait. Quelquefois les époux rédigeaient un écrit pour constater soit la dot de la femme, soit les autres conventions matrimoniales. Mais, ni ces cérémonies extérieures,

(1) CUG. *Institutions juridiques des Romains*, tome II, p. 85.

ni cet écrit n'étaient requis pour la validité du mariage. En l'absence d'un mode officiel de constatation de mariage, il fallait pour le prouver avoir recours au témoignage des personnes qui avaient été présentes aux cérémonies d'usage et établir, par ce moyen, qu'il y avait bien eu *maritalis affectio*, c'est-à-dire que les époux avaient voulu contracter des *justae nuptiae* et non une liaison passagère.

Si ces éléments de preuve faisaient défaut, on était réduit aux présomptions de fait. D'après les empereurs Théodose et Valentinien, entre personnes de même condition et également honorables, la vie commune emportait présomption de mariage. Plus tard Justinien exigea la rédaction d'un écrit (*instrumentum dotale*) pour la validité du mariage de toutes les personnes ayant le rang « *d'illustres* » ou un rang plus élevé.

Après la chute de l'Empire, l'Eglise parvint peu à peu à s'emparer du pouvoir législatif, et pour que l'on pût distinguer facilement les mariages légitimes des unions libres, transporta dans le droit barbare la règle de droit du Bas-Empire, qui exigeait pour la validité du mariage des personnes d'un certain rang la rédaction d'un *instrumentum dotale*.

Le procédé à l'aide duquel elle avait créé sa compétence en matière de mariage était très simple ;

dès que le débat touchait à une question d'ordre religieux, l'Eglise prétendait intervenir, comme ayant seule la garde des principes de la religion. Vers le milieu du X^e siècle, elle avait acquis compétence exclusive pour les causes matrimoniales (1).

C'est à cette époque que l'autorité ecclésiastique, comme nous le verrons plus loin, pour remédier à l'abus des mariages clandestins, obligea les fiancés à faire annoncer publiquement leur union au moyen des *denonciationes* ou *banni*.

Le Concile de Latran, et plus tard le Concile de Trente ratifièrent cette disposition ; et ce dernier fit de la célébration du mariage un acte solennel, en décidant qu'elle devait avoir lieu, à peine de nullité, en présence du propre curé de l'une des parties, et de deux ou trois témoins.

Le Concile de Trente, par une dernière disposition de haute importance, astreignit le curé à tenir un registre des mariages, où il devait inscrire les noms des parties, ceux des témoins, la date et le lieu de la célébration.

Cependant la justice séculière reprit à partir du XVII^e siècle le pouvoir qui avait appartenu long-

(1) ESMEIN. *Cours élémentaire d'Histoire du Droit Français*, page 281.

temps à l'Eglise. Deux causes très différentes l'aidèrent puissamment : ce fut d'abord la Réforme qui fit perdre au clergé catholique son pouvoir de juridiction, que tantôt elle transporta aux ministres ou aux organes représentatifs de la nouvelle religion, et que tantôt elle partagea avec les tribunaux civils ; puis les légistes qui voulurent rendre à la royauté le domaine dont elle s'était elle-même si longtemps laissé exclure.

C'est ainsi que l'Ordonnance de Blois ordonna aux fiancés de faire publier leurs bans et de s'épouser publiquement, et prescrivit aux curés de tenir un registre des mariages.

Les ministres du culte catholique étaient encore à cette époque considérés comme les délégués des princes pour procéder à la célébration des mariages. Il y avait à cela un inconvénient ; c'est que les Réformés, après la Révocation de l'Édit de Nantes, étaient réduits, pour contracter une union légitime, à recourir au ministère des prêtres d'une religion qui n'était pas la leur, et souvent faire le simulacre d'une abjuration. Cet état de choses dura un siècle, et l'Édit du 28 novembre 1787 autorisa les Réformés à se marier devant les officiers de justice de leurs domiciles ; il créa donc un mariage civil ou de nécessité à l'usage des protestants seuls, puisque

les catholiques demeuraient obligés de s'unir selon le droit de leur Église (1).

La Constitution de 1791 déclara que la loi ne considérait plus le mariage que comme contrat civil et elle ajouta : « Le pouvoir législatif établira pour tous les habitants sans distinction, le mode par lequel, les naissances, mariages et décès seront constatés ; et il désignera les officiers publics qui en recevront et en conserveront les actes. » C'est pourquoi la loi des 20 et 25 septembre 1792 donna aux officiers de l'état-civil, qu'elle institua en les prenant dans les municipalités des communes, la mission de procéder à la célébration des mariages (2).

Depuis cette époque toutes les questions relatives au mariage sont du domaine exclusif de la loi civile.

(1) Ernest ROGUIN. *Traité de Droit civil comparé*. Le Mariage, tome I, page 126.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE. *Traité théorique et pratique de Droit civil*, tome II, page 74.

CHAPITRE PREMIER

Des éléments qui constituent la publicité du mariage.

SECTION PREMIÈRE

PUBLICITÉ ANTÉRIEURE AU MARIAGE.

LES PUBLICATIONS.

I. — *Origine des Publications.*

Les publications qui doivent précéder le mariage ont une origine fort ancienne. Elles portaient autrefois le nom de « bans de mariage ». C'étaient, dit Pothier (1), « des dénonciations publiques, qui se faisaient aux prônes des églises paroissiales, du mariage que les parties dénommées par lesdites dénonciations entendaient contracter, avec injonction à ceux qui sauraient des empêchements audit mariage de les révéler ».

(1) POTHIER. Tome VI, n° 66 et ssq.

Il en est déjà fait mention dans une épître décrétale adressée au commencement du XIII^e siècle, par le Pape Innocent III, à l'évêque de Beauvais, dans laquelle se trouvent ces mots « *Secundum consuetudinem Ecclesiæ Gallicanæ* », ce qui démontre que c'était déjà à cette époque l'usage de faire précéder les mariages par des publications de bans.

Ce même pape fit consacrer par le Concile de Latran, dont les prescriptions furent renouvelées par le Concile de Trente, l'obligation pour toute l'Eglise d'observer cet usage.

Ce fut l'Ordonnance de Blois qui, la première, fit des bans de mariage une institution de droit civil. Elle convertit en loi la disposition par laquelle le Concile de Trente ordonnait que les promesses de mariage fussent lues à haute voix dans les églises. Son article 40 disait en effet : « Pour obvier aux abus et inconvénients qui adviennent des mariages clandestins, ordonnons que nos sujets, de quelque état et condition qu'ils soient, ne pourront valablement contracter mariage sans proclamation précédente de bans, faite par trois divers jours de fête, avec intervalle compétent dont on ne pourra obtenir dispense sinon après la première publication faite, et ce seulement pour quelque urgente et légitime cause, et à la réquisition des plus proches parents

et amis des parties contractantes; après lesquels bans, seront épousés publiquement ».

La loi du 20 septembre 1792 (titre IV, section deuxième, article 3) remplaça la dénomination de ban par celle de publication, et n'en prescrivit qu'une seule au lieu de trois. « Le mariage sera précédé d'une publication faite le dimanche à l'heure de midi, devant la porte extérieure et principale de la maison commune, par l'officier public, le mariage ne pourra être contracté que huit jours après cette publication ».

Le Code civil, dans son article 63, conserve la nécessité des publications. « Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état-civil fera deux publications, à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune..., etc... »

Le Code a ainsi pris un moyen terme entre l'Ordonnance de Blois qui en exigeait trois, et la loi de 1792 qui se contentait d'une seule.

Elles consistent, comme nous venons de le voir, en une proclamation ou annonce verbale du projet de mariage.

II. — *Qui peut les faire, et comment on les demande?*

Anciennement, les publications étaient faites par les curés des paroisses, leurs vicaires, ou un prêtre

par eux commis. Depuis que la sécularisation du mariage a été consommée par la Constitution du 3 septembre 1791 (titre 2, art. 7) et la loi du 20 septembre 1792, le mariage est devenu un contrat purement civil, et par suite, le soin de faire les publications incombe depuis cette époque aux officiers de l'état-civil. Aucun autre officier public n'a le droit d'y procéder.

Mais, par contre, l'officier de l'état-civil est tenu de déférer à la réquisition qui lui est adressée par les parties, lorsque, bien entendu, celle-ci est régulière.

Pour cela, plusieurs conditions sont nécessaires :
1° Il faut d'abord que la demande de publications soit faite du consentement des deux futurs époux. Tel était déjà l'ancien droit, car Pothier nous dit que « les bans de mariage ne doivent se publier que du consentement des deux parties qui se sont réciproquement promis de s'épouser ; c'est pourquoi, si l'une des parties apporte à son curé des bans de mariage à publier, le curé ne doit pas procéder à la publication, sans s'être auparavant assuré que l'autre partie y consent » (1).

Cette même règle fut consacrée par la loi du 20 septembre 1792, qui dans l'article premier de la section deuxième du chapitre quatrième « impose

(1) POTHIER. Tome VI, n° 76.

aux futurs époux l'obligation de faire publier leurs promesses réciproques. »

Dans le silence du Code civil, que faut-il décider à cet égard ? Doit-on considérer comme existant encore la disposition de la loi de 1792 ? L'opinion commune est que les officiers de l'état-civil doivent veiller à ce que la demande de publications soit faite du consentement des deux futurs époux, car il ne peut pas être permis à une personne de disposer du nom d'une autre personne sans son assentiment. Toutefois, comme il n'existe à cet égard aucune disposition législative, l'officier de l'état-civil pourrait se contenter de la réquisition d'une seule des parties, mais alors il ferait les publications sous sa responsabilité personnelle, par suite, s'il les faisait sur la demande d'une seule des parties, sans s'être assuré du consentement de l'autre, celle-ci pourrait le désavouer et réclamer des dommages-intérêts contre celui qui aurait disposé de son nom sans son consentement, et même contre l'officier de l'état-civil qui se serait rendu coupable de la même faute.

2° Les parties qui requièrent les publications doivent ensuite remettre à l'officier de l'état-civil les notes et renseignements nécessaires pour dresser l'acte de publication et l'affiche. Mais, est-ce à dire

que l'officier de l'état-civil puisse, dès ce moment, exiger les pièces mêmes qui constatent l'exactitude de ces renseignements?

Dans notre ancien droit le curé devait, du moins lorsque l'un des futurs époux était enfant de famille, se faire représenter le consentement des père, mère, tuteur ou curateur avant de procéder à la publication des bans. La déclaration du 26 novembre 1639 était formelle à cet égard. Elle disait dans son article premier : « La proclamation de bans sera faite par le curé de chacune des parties contractantes, avec le consentement des père, mère, tuteur ou curateur, s'ils sont enfants de famille ou en la puissance d'autrui » (1).

Mais aujourd'hui le peut-il? Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point. Les uns, parmi lesquels Hutteau d'Origny, autorisent l'officier de l'État civil à demander dès ce moment même aux parties la justification des conditions requises, non seulement du consentement de leurs ascendants ou de leur famille, si elles sont mineures, mais même aussi des actes respectueux auxquels elles pourraient être forcées de recourir.

(1) Aucun article du Code n'a renouvelé cette disposition; c'est regrettable, et il convient que les officiers de l'état-civil s'assurent avant de faire les publications, de l'assentiment des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

Pour appuyer son système, Hutteau d'Origny (1) cite deux lettres du ministre de la Guerre, du 5 thermidor an VIII et du 30 pluviôse an XIII, portant « qu'il convient d'exiger des militaires avant la publication de leurs bans, un certificat du conseil d'administration de leur corps, constatant la déclaration qu'ils lui ont faite de leur prochain mariage, et que le conseil ne leur connaît pas d'autre engagement de cette nature ».

D'autres auteurs (2), suivant en cela l'exemple de l'ancien Droit permettent à l'officier de l'état-civil d'exiger des futurs époux mineurs quant au mariage, la preuve des consentements nécessaires, mais ne l'autorisent pas, quand les futurs époux sont majeurs, à surseoir aux publications jusqu'à ce que les actes respectueux aient été faits, et c'est en cela qu'ils diffèrent des précédents. Ils donnent comme argument, que si les futurs époux pouvaient forcer l'officier de l'état-civil à faire leurs publications sans devoir lui représenter la preuve du consentement de leurs ascendants ou de leur famille, ce serait manquer gravement à la déférence et au

(1) *Pandectes françaises*. Répertoire au mot « Mariage », tome I, n° 897.

(2) COIN-DELISLE, art. 63, n° 4. — RICHELLOT, tome I, p. 239, note 2.

respect que la loi commande aux enfants envers leurs ascendants (article 371) (1).

Enfin, une troisième opinion qui rallie la plupart des auteurs enseigne que les futurs époux ne sont pas tenus, pour être en droit de requérir les publications, de justifier à ce moment, par la remise des pièces, l'exactitude des notes qu'ils présentent, et que l'officier de l'état-civil ne peut exiger ces pièces que pour procéder à la célébration même du mariage (2).

Aucun texte, en effet, ne soumet les parties à cette condition ; au contraire, les articles qui parlent de la remise des pièces (69-73) sont placés à la suite de ceux qui règlent la forme des publications (63 et ssq), ils supposent donc implicitement que ces pièces ne sont nécessaires à produire qu'au moment de la célébration. La seule pièce que l'officier de l'état-civil peut exiger avant de faire ces publications est l'acte de naissance des futurs époux, l'article 63 veut en effet que les publications énoncent la qualité de majeur ou de mineur des futurs époux, dès lors, l'officier de l'état-civil doit

(1) Article 371. « L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère. »

(2) AUBRY et RAU. Tome V, § 465, p. 104.

Huc. *Traité théorique et pratique du Code civil*, tome II, p. 108.

être à même de pouvoir contrôler leur dire sur ce point, ce qu'il ne peut faire qu'en exigeant la représentation de leur acte de naissance.

Ce même article n'exigeant pas d'autres énonciations, celle par exemple que les futurs époux mineurs ont obtenu les consentements nécessaires, l'officier de l'état-civil n'est pas encore fondé à demander, dès ce moment, la preuve de l'accomplissement de cette condition.

L'article 168 déclare, de plus, que « si les parties contractantes, où l'une d'elles sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront encore faites à la municipalité du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent. »

Cet article, par ces publications supplémentaires, veut informer les ascendants de ces futurs époux, de leur projet de mariage, ce qui suppose qu'ils peuvent l'ignorer, et que par conséquent, ils n'ont pas dû nécessairement y consentir. Cette solution, beaucoup plus juridique que les précédentes, ayant, nous l'avons vu, un appui dans les textes, a, du reste, été formellement consacrée par un avis du Conseil d'État en date des 19-30 mars 1808 (1).

(1) FUZIER-HERMAN. *Op. cit. Répertoire Général alphabétique de Droit Français*, tome XXVII, au mot : Mariage. n° 598.

LOCRE. *Législ. civile de la France*, tome III, pages 390 et 391.

« Les formalités susdites (rectification des actes de l'état-civil) ne sont exigibles que lors de l'acte de célébration, et non pour les publications, qui doivent toujours être faites conformément aux notes remises par les parties aux officiers de l'état-civil. »

III. — *Que doivent contenir les publications ?*

L'article 63 du Code civil nous indique ce que doivent contenir les publications et l'acte qui doit en être dressé. « Elles énonceront, dit-il, les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux, leur qualité de majeurs ou de mineurs, et les prénoms, noms, professions et domiciles de leurs pères et mères ».

La qualité de majeur ou de mineur des futurs époux, dont l'énonciation dans les publications et dans l'acte qui en est dressé est prescrite, doit s'entendre de la majorité ordinaire de vingt-un ans, et non de la majorité spéciale pour le mariage.

Mais pourquoi la loi n'exige-t-elle pas l'indication de l'âge, et se contente-t-elle de la mention que les futurs époux sont majeurs ou mineurs ? n'est-ce pas contraire à l'article 34 qui traite des dispositions générales relatives aux actes de l'état-civil, et qui dit « qu'ils énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, noms, âge, profession et domicile de tous ceux qui y seront dénommés ? »

C'est dit-on, soit parce que les pièces qui le constatent peuvent n'être pas encore réunies, soit peut-être afin d'appeler plus directement l'attention sur cette circonstance de la minorité, fait qui intéresse surtout les personnes qui ont le droit de former opposition.

Laurent pense avec raison que la loi aurait mieux fait d'exiger l'énonciation de l'âge, car pour les fils il y a une majorité spéciale pour le mariage (1). Si elle ne l'a pas fait, dit-il (2), c'est pour ménager la délicatesse de ceux qui se marient à un âge plus ou moins avancé.

L'officier de l'état-civil ne doit insérer dans les publications, et par suite dans l'acte, que ce qui est utile, et il doit s'abstenir de toute énonciation qui serait, sans aucune nécessité, fâcheuse pour les parties. Il fera donc bien, en général, de ne pas emprunter aux actes de naissance les qualifications d'enfant naturel reconnu, et moins encore celle d'enfant né de père et mère inconnus.

Pour soutenir cette opinion, Demolombe (3) tire

(1) Article 148 du Code civil : « Le fils qui n'a pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leur père et mère. »

Pour les filles, la majorité ordinaire et la majorité matrimoniale sont donc les mêmes.

(2) LAURENT: *Principes de Droit civil*, tome II, p. 539.

(3) DEMOLOMBE. Tome III, n° 181.

argument de l'article 85 du Code civil, ainsi conçu :
« Dans tous les cas de mort violente, ou dans les prisons ou maisons de réclusion, ou d'exécution à mort, il ne sera fait sur les registres, aucune mention de ces circonstances, et les actes de décès seront simplement rédigés dans les formes prescrites par l'article 79. » Cet article indique les énonciations que doit contenir l'acte de décès ordinaire (1).

Toutefois, on ne saurait poser à cet égard de règle absolue, car il faut voir, avant tout, le but que poursuit la loi en ordonnant les publications, qui est de faire connaître exactement au public la personnalité des futurs époux. Ainsi donc, quand certaines qualifications, fussent-elles malsonnantes, sont nécessaires pour arriver à ce but, l'officier de l'état-civil devra les énoncer.

L'acte de publication doit énoncer, en outre, les jours, lieux et heures où elles auront été faites. Cet acte, dressé par l'officier de l'état-civil, doit, selon l'article 63 du Code Civil, « être inscrit sur un seul

(1) Article 79. « L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession et domicile de la personne décédée, les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée, ou veuve; les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des déclarants; et, s'ils sont parents, leur degré de parenté.

» Le même acte contiendra, de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère du décédé, et le lieu de sa naissance. »

registre qui est déposé, chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement. »

Ce registre, dit « des publications », est comme les autres registres de l'état-civil, « en papier timbré, et comme eux, coté par première et dernière, et paraphé sur chaque feuille par le président du Tribunal de première instance ou par le juge qui le remplace », ce qui prévient toutes suppression, addition ou substitution de feuillets.

Mais le registre de publications n'est pas comme les autres tenu en double, parce que les actes qu'il contient n'offrent que peu d'intérêt après la célébration du mariage, et que leur conservation n'a pas, par suite, la même importance que celle des autres actes de l'état-civil.

A la fin de chaque année, ce registre est clos et arrêté par l'officier de l'état-civil qui écrit la mention de clôture immédiatement après le dernier acte inscrit, de manière à empêcher l'addition d'actes supposés. Il est ensuite déposé au greffe du Tribunal d'arrondissement.

Les actes de publications de mariage dressés par l'officier de l'état-civil ont, comme les actes de l'état-civil, le caractère d'actes authentiques et publics, par suite les fausses déclarations qui y seraient faites par les parties, et qui porteraient sur

les énonciations essentielles de ces actes, par exemple sur celles relatives au domicile soit des futurs époux, soit de leurs pères et mères, constituent le faux en écritures publiques, prévu et puni par l'article 147 du Code pénal (1). C'est ainsi que la Cour de cassation l'a décidée par son arrêt du 28 mai 1857 (2).

IV. — *Comment se font les Publications ?*

Aux termes de l'article 63, « l'officier de l'état-civil doit faire avant la célébration du mariage, deux publications, à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune ».

Les rédacteurs du Code civil ont choisi un jour déterminé, parce que, comme le disait Thibaudeau, à la séance du 14 fructidor an 9, « le but des publications est de donner de la publicité au mariage avant qu'il soit célébré. Le mariage serait clandestin, il ne pourrait y être formé d'opposition si le public n'était instruit d'avance par la loi du jour auquel les publications doivent être faites exclusivement (3) ».

Ils ont choisi le dimanche parce que c'est le jour où la population se répand le plus au dehors et s'enquiert des nouvelles.

(1) Art. 147 du Code pénal. « Seront punis des travaux forcés à temps toutes personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publique, etc... »

(2) Cassation, 28 mai 1857. SIREY, 57-1-616. DALLOZ, 57-1-317.

(3) LOCRÉ. *Lég. civile de la France*, tome 5, page 79.

Les publications doivent se faire devant la porte de la maison commune, ou à défaut de maison commune, devant la porte de la maison qui en tient lieu, plutôt que, comme on le dit parfois, devant l'habitation de l'officier de l'état-civil, qui ne sert pas nécessairement en ce cas de maison commune.

Les rédacteurs du Code civil ont pris de préférence cet endroit, parce que, ordinairement, la mairie se trouve placée, dans chaque commune, au point le plus central et le plus habité.

L'article 63 n'indique pas l'heure à laquelle doivent se faire ces publications, son choix appartient à l'officier d'état-civil. C'est un bon usage observé dans les rares communes où elles se font encore oralement, de les faire à la sortie de l'office divin.

Pour satisfaire complètement au vœu de la loi, les publications devraient être faites verbalement, c'est-à-dire au moyen d'une annonce proclamée à haute voix, un jour de dimanche devant la porte de la mairie, car elles remplacent au point de vue civil, les bans publiés jadis verbalement au prône des églises.

Dans les petites communes, les proclamations de ce genre peuvent produire une publicité efficace, mais elles n'en peuvent produire aucune dans les

grandes villes, où très peu de personnes se réuniraient pour entendre ces annonces. Aussi l'usage en a-t-il été abandonné dans les grandes villes, et finalement à peu près partout ; de sorte que la publicité résulte uniquement de ce qu'un extrait de l'acte de publications reste affiché pendant un certain temps à la porte de la maison commune.

C'est ce que veut d'ailleurs l'article 64 du Code civil : « Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison commune, pendant les huit jours d'intervalle de l'une à l'autre publication. »

Le jurisconsulte Laurent s'est montré très sévère pour cette dérogation à la loi. En fait, dit-il (1), il n'y a pas de publication, car l'officier de l'état-civil se borne à afficher un extrait de l'acte. Cela est tout à fait irrégulier, car l'acte n'est autre chose qu'un écrit constatant la publication. Dès lors, on ne conçoit pas un acte sans que des publications aient été faites. L'usage l'a emporté sur la loi. Cependant le législateur attachait une grande importance aux publications, c'est le premier élément de la publicité dont il veut entourer le mariage, elles sont surtout indispensables pour porter le projet de

(1) LAURENT. *Principes de Droit Civil*, tome II, n° 418.

mariage à la connaissance de ceux qui ont le droit d'y former opposition.

Voilà pourquoi la loi veut que les publications aient lieu le dimanche.

A quoi servent les affiches pour ceux qui ne savent pas lire ? Et le nombre malheureusement en est grand. Ce à quoi Huc a répondu : « A quoi servent les publications orales pour ceux qui ne se trouvent pas à la porte de la maison commune quand elles sont faites ? (1). »

V. — *Combien doit-on faire de Publications ?*

Le nombre de publications a varié plusieurs fois dans notre législation. Trois étaient nécessaires d'après l'ordonnance de Blois, qui disait dans son article 40 : « Pour obvier aux abus qui adviennent des mariages clandestins, avons ordonné que nos sujets ne pourront valablement contracter mariage sans proclamations précédentes de bans, faites par trois divers jours de fête, avec intervalle compétent ».

On entendait par jours de fête, tant les dimanches que les autres jours fêtés par le peuple (2).

Quant à l'intervalle qui devait exister entre les différentes publications, il n'était pas réglé par

(1) HUC. *Commentaire théorique et pratique du Code Civil*, tome II, n° 86.

(2) POTHIER. *Traité du Contrat de mariage*, tome VI, n° 74.

l'ordonnance et pouvait varier avec les diocèses. Dans plusieurs d'entre eux il suffisait qu'il fût d'un seul jour (1).

Cet état de choses dura jusqu'à la loi du 20 septembre 1792, qui déclara que le mariage serait précédé d'une seule publication faite le dimanche, à l'heure de midi, devant la porte extérieure et principale de la maison commune.

Enfin, dans notre droit actuel, l'officier de l'état-civil est tenu d'en faire deux à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune ou la maison qui en tient lieu légalement.

La loi exige que les deux publications soient faites à huit jours d'intervalle, en réalité l'intervalle n'est que de sept jours, car les publications ne pouvant avoir lieu qu'un jour de dimanche, se font deux dimanches consécutifs.

Qu'arriverait-il si une opposition était signifiée à l'officier de l'état-civil après la première publication? Celui-ci n'en devrait pas moins procéder à la seconde publication, le seul effet que l'article 68 (2) attribue à l'existence d'une opposition est de mettre

(1) POTHIER. *Traité du Contrat de mariage*, tome VI, n° 75.

(2) Article 68 du Code civil. « En cas d'opposition, l'officier de l'état-civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui en ait remis la mainlevée, sous peine de trois cents francs d'amende et de tous dommages-intérêts ».

obstacle à la célébration du mariage, mais non à la continuation des publications. Si d'ailleurs la seconde publication ne pouvait avoir lieu qu'après la mainlevée de l'opposition, il serait nécessaire de les recommencer toutes les deux (1) puisqu'elles doivent se faire à huit jours d'intervalle.

Deux publications sont donc nécessaires en principe avant la célébration de tout mariage. Nous devons toutefois remarquer qu'en réalité la seconde publication n'a pas lieu, nous venons de voir en effet, que dans la pratique l'officier de l'état-civil ne fait point d'annonce verbale, la publication consistant en une affiche. Or, cette affiche n'est pas renouvelée, on se contente de la laisser subsister pendant tout le temps prescrit par la loi.

L'article 64 paraît n'exiger que l'affiche de la première publication, il serait cependant très utile, étant donnée la grande importance de l'affiche au point de vue de la publicité, d'afficher également l'acte de la seconde publication. Il y a même des cas où cela devrait être absolument exigé, par exemple, quand, avant l'expiration du délai prescrit par l'article 64, l'affiche a été accidentellement détruite ou rendue illisible (2).

(1) DEMOLOMBE. Tome 3, n° 183.

(2) MOURLON. *Répétitions écrites sur le Code civil*, tome 1^{er}, n° 571.

La règle relative à la nécessité de deux publications n'est cependant pas absolue, car l'article 169 porte « qu'il est loisible au Président de la République ou aux officiers qu'il préposera à cet effet de dispenser pour des causes graves de la seconde publication ».

L'Ordonnance de Blois réglait déjà les cas pour lesquels il était permis aux évêques d'accorder ces dispenses de bans, quand elle disait « qu'on ne pourra obtenir dispense qu'après la première publication faite, et ce seulement pour quelque urgente et légitime cause, et à la réquisition des principaux et plus proches parents des parties contractantes ». Mais Pothier fait observer dans son *Traité sur le Contrat de mariage* que cette disposition de l'Ordonnance n'était guère bien observée, car on tolérait que les évêques ou leurs grands vicaires accordent la dispense même des trois bans (1).

Actuellement, c'est au Président de la République et aux officiers qu'il prépose à cet effet d'accorder cette dispense. La loi confère à ces derniers ce même droit, parce que s'il avait fallu s'adresser directement au Chef de l'État, comme pour obtenir les dispenses d'âge et de parenté, cette formalité aurait exigé beaucoup plus de temps que la publi-

(1) POTHIER. *Traité du Contrat de mariage*, tome VI, n° 79.

cation elle-même dont on voulait obtenir la dispense.

Les formalités à remplir pour obtenir cette dispense sont réglées par un arrêté du 20 prairial an XI, qui dit, dans son article 3, que « les dispenses de la seconde publication de bans sont accordées au nom du Gouvernement par son Commissaire près le Tribunal de première instance (1) de l'arrondissement dans lequel les impétrants se proposent de célébrer leur mariage, et qu'il sera rendu compte par le Commissaire au grand Juge, ministre de la Justice, des causes graves qui auront donné lieu à chacune de ces dispenses. »

L'article 4 du même arrêté ajoute : « La dispense d'une seconde publication de bans sera déposée au secrétariat de la commune où le mariage sera célébré. Le Secrétaire en délivrera une expédition dans laquelle il sera fait mention du dépôt, qui demeurera annexée à l'acte de célébration du mariage. »

L'article 169 nous dit que cette dispense de la seconde publication ne peut être accordée que pour des « causes graves. »

La discussion de cet article au Conseil d'Etat nous en a donné plusieurs exemples (2). Tronchet cite le

(1) Les commissaires près les tribunaux de première instance sont remplacés aujourd'hui par les procureurs de la République.

(2) Locré. *Législation de la France*, tome IV, page 345.

cas pour lequel on aura le plus souvent besoin d'une dispense, c'est celui du mariage *in extremis*. Réal cite celui d'un militaire, d'un ambassadeur, d'autres fonctionnaires, qu'un ordre du Gouvernement force à partir sans délai lorsqu'ils sont près de se marier.

Il peut se trouver enfin d'autres cas, où les mœurs et l'honnêteté publique exigent aussi quelquefois qu'un mariage accéléré prévienne des scandales, par exemple quand on veut empêcher un accouchement avant le mariage, et la nécessité d'une légitimation.

L'appréciation de ces causes est confiée au Procureur de la République chargé d'en accorder les dispenses, et les tribunaux n'ont aucun moyen de contrôler les motifs pour lesquels le ministère public a cru devoir accorder la dispense de publication (1).

Le même article 109 termine en disant qu'on ne peut accorder de dispense que pour la seconde publication, sinon il y aurait dispense de publicité, or l'importance de la publicité domine tout autre intérêt.

VI. — *Dans quelles communes doivent se faire les Publications ?*

La réponse nous en est donnée par les articles

(1) Aix, 18 août 1870. S. 1872.2.69. D. 1871.2.249.

166-167 et 168 (1). Le premier de ces articles nous dit que les publications doivent d'abord se faire dans la commune où chacun des futurs époux a son domicile ordinaire, c'est-à-dire dans la commune où ils ont leur principal établissement. L'article 166 est formel à cet égard, et avec raison, nous semble-t-il, car c'est à ce domicile que les futurs époux sont presque toujours le mieux connus, c'est là, par conséquent, que les publications seront le plus utiles. Si donc les futurs époux n'ont pas le même domicile, les publications devront être faites dans la commune où chacun d'eux aura son domicile.

Cet article 166 prévoit l'hypothèse qui est de nature à se représenter le plus souvent, car ordinairement le domicile de fait se confond avec le domicile de droit. Mais il peut arriver que les parties, tout en conservant leur domicile de droit, aient acquis par six mois de résidence dans une autre commune un domicile spécial pour le mariage, qui

(1) Article 166. — Les deux publications ordonnées par l'article 63, au titre des actes de l'état-civil, seront faites à la municipalité du lieu où chacune des parties contractantes aura son domicile.

Article 167. — Néanmoins, si le domicile actuel n'est établi que par six mois de résidence, les publications seront faites, en outre, à la municipalité du dernier domicile.

Article 168. — Si les parties contractantes, ou l'une d'elles, sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront encore faites à la municipalité du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent.

devient dès lors un nouveau domicile (1). C'est l'hypothèse prévue par l'article 167.

La publicité ne serait pas complète si les publications ne devaient se faire qu'à ce nouveau domicile. C'est pourquoi la loi exige qu'elles soient également faites au lieu de leur dernier domicile, c'est-à-dire dans la commune où les parties ont leur domicile de droit.

Nous avons supposé jusqu'ici que les futurs époux, en même temps qu'ils ont acquis un nouveau domicile spécial pour le mariage, ont conservé leur ancien domicile. Il peut se faire aussi qu'ils aient transporté leur domicile de droit dans le lieu où ils ont résidé six mois, dans ce cas l'article 167 cesse d'être applicable, et les publications ne devront plus se faire que dans la commune où ils ont acquis leur nouveau domicile.

Une autre hypothèse peut enfin se présenter. Les parties peuvent avoir transporté leur domicile de droit dans une autre commune, et vouloir se marier dans cette commune sans y avoir habité six mois. Où devront, dans ce cas, se faire les publications ? Une circulaire du Ministre de la Justice du

(1) Article 174. — Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des époux aura son domicile. Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune.

21 décembre 1871 a décidé qu'elles devaient se faire également à la municipalité de leur dernier domicile.

Ces publications seront souvent les seules exigées, il arrive assez rarement, en effet, que les parties mineures de vingt-et-un ans ont un domicile propre et distinct de celui de leurs ascendants, car aux termes de l'article 108, le mineur a son domicile chez ses père et mère. Mais il peut arriver qu'elles aient un domicile autre que celui de leurs ascendants, et c'est alors que s'applique l'article 168 qui exige des publications supplémentaires (1). « Si les parties contractantes, ou l'une d'elles, sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront encore faites à la municipalité du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent. » Les ascendants ont, en effet, un grand intérêt à connaître le projet de mariage de leurs descendants, car ils ont le droit d'y former opposition.

Mais quand peut-on dire que les parties sont sous la puissance d'autrui, relativement au mariage ? Est-ce seulement lorsqu'elles n'ont pas la majorité

(1) L'article 168 s'applique au mineur émancipé qui s'est choisi un domicile spécial et distinct de celui de ses ascendants, et aussi au mineur non émancipé qui est placé sous la tutelle d'une personne autre que son père ou sa mère, dans ce cas le mineur a le domicile de son tuteur, mais le droit de consentir à son mariage appartient à son père ou à sa mère.

matrimoniale fixée à vingt-cinq ans pour le futur époux et à vingt-un ans pour la future épouse? ou bien est-ce encore quand la loi les oblige à requérir conseil de leurs ascendants?

Quelques auteurs, entre autres Marcadé (1), soutiennent cette deuxième opinion. N'est-ce point être sous la puissance d'autrui, dit-il, que d'être légalement obligé de lui demander conseil? Les ascendants d'ailleurs, à défaut d'actes respectueux, ont le droit de former opposition, il importe donc pour l'efficacité de ce droit, qu'ils soient informés du projet de mariage par des publications faites à leur domicile.

Un grand nombre d'auteurs admettent l'opinion contraire, et disent que seuls sont sous la puissance d'autrui, ceux qui n'ont pas encore leur majorité matrimoniale.

Comment, en effet, peut-on dire que ceux qui ont cette majorité sont sous la puissance de leurs ascendants, puisqu'ils peuvent se marier même contre leur volonté?

Déjà dans l'ancien droit les parties mineures devaient faire les publications au lieu du domicile de leurs ascendants. « Lorsque les parties sont mineures, leurs bans doivent être publiés, non

(1) MARCADÉ et PAUL PONT. *Explication du Code civil*, tome I, page 446, n° 578.

seulement dans le lieu de leur résidence qui est leur domicile de fait, mais encore dans celui de la demeure de leurs père, mère, tuteur ou curateur, qu'on appelle à cet égard domicile de droit » (1).

Le droit de former opposition, à défaut d'actes respectueux, a pu paraître suffisamment garanti à l'ascendant, par la nécessité imposée à l'enfant de représenter le consentement ou l'acte de décès de son ascendant (2).

Les publications doivent être faites en conséquence au domicile de chacun des ascendants, dont le consentement doit être demandé, en quelque nombre qu'ils soient, ce qui peut obliger à les faire dans plusieurs communes.

Une circulaire du Ministre de la Justice, du 14 mars 1831, ordonne même aux personnes qui se trouvent relativement au mariage sous la puissance de personnes domiciliées à l'étranger, de faire faire à ce domicile les publications prescrites par l'article 168. Mais ces publications doivent se faire suivant les formes usitées dans chaque pays, conformément à la règle *Locus regit actum*.

Prenons enfin un dernier cas, celui d'un enfant mineur qui n'a plus d'ascendant. Il a, par conséquent,

(1) POTHIER. *Traité du Contrat de mariage*, tome VI, n° 72.

(2) DEMOLOMBE. Tome III, n° 190.

un conseil de famille, et nous savons que pour se marier il a besoin d'avoir le consentement de ce conseil (1). L'article 168 du Code civil s'appliquera-t-il dans cette hypothèse ? Proudhon a enseigné la négative, en disant que, d'une part le mineur n'est point sous la puissance de chacun des membres du conseil de famille pris individuellement, et que, d'autre part, le conseil de famille n'a point de domicile (2). Mais il est plus généralement admis que ces publications supplémentaires doivent se faire dans la commune où siège le conseil de famille, c'est-à-dire au domicile du juge de paix qui le préside, car le conseil de famille se réunit à la justice de paix.

L'article 168 doit recevoir son application, car l'enfant est bien sous la puissance de son conseil de famille relativement au mariage puisqu'il doit obtenir son consentement.

Comme le conseil de famille s'assemble très souvent au domicile du mineur, l'article 168 ne reçoit son application que bien rarement.

(1) Mais les futurs époux qui n'ont plus d'ascendant ne doivent requérir le consentement de leur conseil de famille que jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans, conformément à l'article 160 du Code civil : « S'il n'y a ni père, ni mère, ni aïeuls, ni aïeules, ou s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt-et-un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille. »

(2) PROUDHON. Tome I, p. 333.

Disons en terminant, qu'il est possible que les publications de mariage soient nécessaires dans huit communes différentes. Chacune des parties peut en effet avoir un domicile réel et une résidence de six mois en deux communes différentes, puis deux ascendants également domiciliés séparément, ce qui peut porter à quatre pour chacune des parties, et par conséquent à huit pour elles deux, les communes où les publications doivent être faites (1).

VII. — *Des Oppositions.*

A) A QUI APPARTIENT CE DROIT? — Nous avons vu plus haut que les publications de mariage ont pour but principal d'en porter le projet à la connaissance des tiers et de provoquer ainsi les oppositions dont nous allons faire une courte étude.

L'opposition est l'acte par lequel une personne, parente en général de l'un des futurs époux, signale à l'officier de l'état-civil l'existence d'un empêchement au mariage; acte qui met obstacle à la célébration, jusqu'à ce qu'il en ait été donné mainlevée.

Les rédacteurs du Code civil ont, contrairement à l'ancien Droit (2), limité le nombre des personnes

(1) PROUDHON. Tome I, p. 333.

(2) Dans l'ancien Droit, l'opposition était, en quelque sorte, une action populaire. Toute personne pouvait en former et pour n'importe quelle cause. Bien souvent c'était un moyen

auxquelles appartient le droit d'opposition. Elle le donne au conjoint de l'une des parties contractantes, à leurs ascendants, à certains collatéraux et enfin au tuteur et au curateur.

Le droit de former opposition à la célébration du mariage, dit l'article 172, appartient à la personne engagée par mariage avec l'une des parties contractantes. L'époux qui la forme défend son titre; donc, celui qui ne peut invoquer qu'une promesse de mariage ne peut pas former opposition, car il n'est pas encore engagé dans les liens du mariage. Il en est de même de l'époux divorcé, il ne peut plus former opposition, car s'il a été conjoint, il ne l'est plus après le jugement qui a prononcé le divorce.

Les ascendants peuvent aussi former opposition au mariage de leurs descendants, et la loi les appelle dans l'ordre où ils doivent consentir au mariage. Ils sont donc appelés successivement et non pas concurremment. C'est ce que dit l'article 173: « Le père, et à défaut du père, la mère, et à défaut de la mère, les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, encore que ceux-ci aient vingt-cinq ans accomplis. »

de vexation au service des intérêts blessés, des espérances déçues ou des mécontentements de toutes sortes que suscite très souvent un projet de mariage.

Ils peuvent exercer ce droit d'opposition alors même que leurs enfants ont atteint la majorité matrimoniale ; de plus, la loi les dispense d'indiquer dans l'acte les motifs sur lesquels ils fondent leur opposition. Cette dérogation s'explique facilement, car le législateur a pensé que les ascendants, en formant opposition, n'ont en vue que le bonheur de leurs enfants, et qu'ils ne le feraient pas s'ils n'avaient aucun motif sérieux pour le faire. Il en était autrement avant le Code civil, c'est ainsi que sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792, l'opposition des ascendants au mariage de leurs enfants devait être motivée. Une autre particularité existe encore, c'est qu'en cas de mainlevée judiciaire les ascendants ne sont pas condamnés à des dommages-intérêts.

Contrairement à ce qu'ils ont fait pour les ascendants, les rédacteurs du Code ont limité les cas pour lesquels les collatéraux peuvent former opposition. Ils ne peuvent le faire que ; 1° lorsque le consentement de la famille requis par l'article 160 n'a pas été obtenu et 2° lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux ; cette opposition, dont le tribunal pourra prononcer mainlevée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge par l'opposant de provoquer l'interdiction, et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par

jugement. Pour agir, les collatéraux doivent être majeurs, et la loi n'a établi aucune hiérarchie entre eux, de sorte qu'ils peuvent former opposition soit collectivement, soit individuellement.

Le tuteur ou curateur peut aussi former opposition au mariage du futur époux, et pour les deux mêmes causes que les collatéraux, mais il ne peut agir qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

Les dispositions des articles 172 à 175 sont limitatives en ce qui concerne les personnes qui peuvent former opposition, et les causes légales d'opposition. C'est ainsi que les enfants ne peuvent pas former opposition au mariage que leurs ascendants se proposent de contracter, car ce serait manquer gravement au respect et à la déférence qu'ils leur doivent. Il en est de même des neveux et nièces des futurs époux. Les alliés, quelque proches qu'ils soient, ne peuvent pas former opposition au mariage de leurs alliés.

Mais une question controversée est celle de savoir si le ministère public jouit de la faculté d'opposition. L'intérêt pratique n'est pas bien grand, car les officiers de l'état-civil étant sous la dépendance du ministère public, un avis que ce dernier leur adresserait, serait presque toujours considéré comme un ordre et produirait le même résultat qu'une opposition.

L'opinion dominante en doctrine et en jurisprudence est que le ministère public peut former une opposition dans les cas où il pourrait demander la nullité du mariage. L'argument que l'on peut donner en faveur de cette opinion est qu'il vaut mieux prévenir le mal que de le réparer. Il y a tout au moins un cas où le ministère public peut former opposition. L'article 296 dit que la femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois après que son divorce sera devenu définitif. Si la femme était majeure et n'avait plus d'ascendants, elle pourrait se marier avant l'expiration du délai de dix mois, sans qu'aucune opposition soit possible. L'article 296 resterait lettre morte si le ministère public n'avait pas le droit de former opposition.

B) EN QUELLE FORME SE FAIT L'OPPOSITION ? — La loi a réglé minutieusement les formes suivant lesquelles devait se faire l'opposition dans l'article 176. « Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former ; il contiendra élection de domicile dans le lieu où le mariage devra être célébré, il devra également, à moins qu'il ne soit fait à la requête d'un ascendant, contenir les motifs de l'opposition ; le tout à peine de nullité, et de l'interdiction de l'officier ministériel qui aura signé l'acte contenant opposition. »

Toutes ces formalités ont été exigées pour prévenir les abus du droit d'opposition. Les actes d'opposition doivent être signés sur l'original et la copie par l'opposant ou son fondé de procuration spéciale et authentique, et cela dans le but d'empêcher les oppositions faites sous un nom d'emprunt, ou en une qualité qui n'appartiendrait pas à l'opposant. Siceelui-ci signe d'un nom qui n'est pas le sien il est passible de la réclusion, par suite du faux en écritures publiques.

L'acte d'opposition doit, en outre, indiquer la qualité de l'opposant et les motifs sur lesquels il fonde son opposition, sauf quand elle est formée par les ascendants, parce que, comme nous l'avons déjà dit plus haut, on ne peut pas supposer qu'ils se laissent guider par un intérêt autre que celui de leurs enfants.

Il doit enfin contenir élection de domicile dans le lieu où le mariage sera célébré ; comme l'opposant ne connaît pas toujours cette commune, il peut élire domicile dans chacune des communes où la célébration est possible, il suffirait cependant qu'il le fasse dans une de ces communes, car les officiers de l'état-civil des communes où peut être célébré le mariage doivent fournir à celui qui le célébrera un certificat de non-opposition.

L'huissier qui dresse l'acte d'opposition est intéressé à ce qu'il soit bien régulier en la forme, sinon la loi en prononcerait la nullité, et de plus son interdiction. Il pourrait refuser son ministère à celui qui lui demanderait d'en faire un illégal, qui ne contiendrait pas, par exemple, la qualité de l'opposant ou les motifs d'opposition. Il doit le signifier à la personne ou au domicile des parties et à l'officier de l'état-civil qui doit mettre son visa sur l'original.

La loi exige la signature de l'officier de l'état-civil pour éviter le conflit toujours regrettable entre deux officiers ministériels, entre l'huissier qui prétendrait avoir signifié l'acte, et l'officier de l'état-civil qui soutiendrait n'en avoir pas reçu la signification. Quand elle a été signifiée à ce dernier, il doit sans délai faire une mention sommaire de l'opposition sur le registre des publications.

C) EFFETS DE L'OPPOSITION. — Ils nous sont donnés par l'article 68. « En cas d'opposition, l'officier de l'état-civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui en ait remis la mainlevée, sous peine de trois cents francs d'amende et de tous dommages-intérêts. » Il n'y a pas d'autre sanction, le mariage n'est pas nul pour avoir été célébré au mépris d'une opposition, à moins que les causes de l'opposition

ne soient elles-mêmes de nature à entraîner la nullité du mariage.

L'officier de l'état-civil doit-il surseoir à la célébration quand il se trouve en présence d'une opposition quelconque ? (1) irrégulière, nulle en la forme, formée par des personnes sans qualité ou pour une cause non reconnue par la loi ? Il nous semble que l'officier de l'état-civil ne doit s'arrêter que devant une opposition régulière en la forme et émanant d'une personne ayant qualité, car les auteurs du Code, en déterminant les personnes pouvant faire opposition, les causes d'opposition et les formes suivant lesquelles elles devaient être reçues, voulaient mettre fin aux abus de l'ancien droit. Or, si l'on admettait que l'officier de l'état-civil doive s'abstenir devant toute opposition, les abus que l'on voulait prévenir renaîtraient vite. Mais en pratique, les officiers de l'état-civil ne procèdent pas à la célébration du mariage quand une opposition régulière

(1) Dans l'ancien droit, l'opposition quelque mal fondée qu'elle paraisse empêchait le curé de passer outre à la célébration du mariage jusqu'à ce qu'il ait été donné mainlevée ou par la partie opposante ou par le juge. Il en fut autrement pendant la période intermédiaire, la loi du 20 septembre 1792 disait en effet que « Toutes oppositions formées hors les cas, les formes, et par toutes personnes autres que celles désignées, seront regardées comme non avenues, et l'officier public pourra passer outre à l'acte de mariage. »

ou non se produit, car il arrive rarement qu'ils soient à même d'en contrôler la validité.

Que faut-il donc pour que l'officier de l'état-civil puisse célébrer le mariage quand il se trouve en présence d'une opposition ? L'article 68 nous l'indique en disant qu'il ne peut le faire avant qu'on lui ait remis la mainlevée de cette opposition, qui peut être volontaire ou judiciaire. La mainlevée volontaire est celle qui est librement consentie par l'opposant ; ce sera souvent le cas pour l'ascendant, qui, voyant son fils persister dans son projet de mariage, et n'ayant aucune raison sérieuse d'opposition, en donne mainlevée amiable. La loi n'a pas réglé la forme de cette mainlevée, mais il résulte de l'article 67 qu'elle doit être contenue en un acte authentique comme l'opposition elle-même qui lui a donné naissance ; et cela, afin que l'officier de l'état-civil ne célèbre pas le mariage sur une mainlevée qui pourrait ensuite être contestée.

Quant l'opposant ne veut pas donner mainlevée volontaire de l'opposition, le futur époux contre qui elle est dirigée doit en demander mainlevée à la justice, et lui seul est compétent pour former cette demande. Mais devant quel tribunal sera-t-elle portée ? Quelques arrêts ont décidé qu'elle devait l'être devant le tribunal du domicile de l'opposant,

mais on est généralement d'accord, et la plupart des arrêts rendus sur cette matière sont en ce sens, pour donner compétence au tribunal du domicile élu dans l'acte d'opposition. L'élection de domicile est en principe attributive de juridiction, il en est ainsi pour l'élection de domicile volontaire (1) (article 111) il en doit être de même pour celle qui est prescrite par la loi, car elle ne change pas de nature pour être légale. Cette attribution de compétence au tribunal du domicile élu n'est d'ailleurs que facultative, et le demandeur en mainlevée d'opposition a le choix entre ce tribunal et celui du domicile général de l'opposant.

Comme les demandes en mainlevée requièrent en général célérité, la loi les a exceptées de la règle de procédure, qui veut qu'en principe les affaires soient jugées à tour de rôle, et a décidé que le tribunal de première instance devait prononcer dans les dix jours sur les demandes en mainlevée. S'il y a appel, la Cour doit statuer aussi dans les dix jours de la citation. Les demandes en mainlevée

(1) Article 111. — Lorsqu'un acte contiendra, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte, pourront être faites au domicile convenu, et devant le juge de ce domicile.

sont en outre dispensées du préliminaire de conciliation.

En matière d'opposition comme en toute autre matière les parties peuvent aller en Cassation, et une question intéressante se pose à ce sujet. Le pourvoi est-il suspensif ? En d'autres termes, les futurs époux qui ont eu gain de cause en appel, peuvent-ils se marier alors que l'opposant a formé un recours en Cassation ? Certains auteurs le nient, en disant que le législateur ne devait pas donner aux parties une garantie illusoire, ce qui arriverait si le mariage pouvait être célébré. L'opinion contraire a cependant prévalu, car le législateur s'est surtout préoccupé de favoriser les mariages, et de les dégager des entraves qui pourraient en retarder la célébration. Il fallait de plus se défier de l'entêtement et du dépit qui anime ordinairement les opposants, et se garder de les favoriser en donnant au pourvoi en Cassation un effet suspensif.

Mais que décider alors si l'arrêt qui a donné mainlevée à l'opposition vient à être cassé, et que le mariage a été célébré dans l'intervalle ? Suivant certains auteurs l'arrêt de Cassation doit entraîner la nullité de la célébration, car, dit Marcadé, la cessation d'un arrêt, met cet arrêt au néant, et le fait réputer non-venu, il opère donc nullité de tout

ce qui a été fait en vertu de l'arrêt cassé. Or, le mariage a été célébré en vertu de l'arrêt qui a prononcé la mainlevée, donc il doit tomber avec cet arrêt (1).

Un grand nombre d'auteurs (2) admet cependant l'opinion contraire, et décide que ce mariage doit être assimilé à celui qui a été célébré au mépris d'une opposition non-levée; le mariage ne serait donc pas forcément nul, il ne le serait qu'autant que l'opposition serait fondée sur un empêchement dirimant dont l'existence aurait été reconnue par la Cour d'appel saisie de l'affaire sur renvoi de la Cour de cassation.

VIII. — *Quand peut-être célébré le mariage?*

Les futurs époux ne peuvent pas se marier dès que les publications ont été faites, car il faut donner aux oppositions le temps d'apparaître, aussi la loi a-t-elle fixé un délai avant l'expiration duquel le mariage ne peut pas être célébré. « Le mariage, dit l'article 64, ne pourra être célébré avant le troisième jour, depuis et non compris le jour de la seconde publication. »

Il doit s'écouler deux jours francs entre la deuxième publication et le mariage, celui-ci ne pourra

(1) MARCADÉ. *Sur l'article 178, numéro 2*, tome I, p. 447.

(2) LAURENT. Tome II, n° 205. — PLANIOL. Tome III, page 44, n° 151.

donc être célébré au plus tôt que le mercredi qui suit la seconde publication.

La célébration peut se faire d'ailleurs à une heure quelconque du mercredi, sans que l'on ait à se préoccuper de l'heure à laquelle ont été faites les publications le dimanche précédent. En vain objecte-t-on que les actes de publications et les actes de mariage portent tous deux l'indication de l'heure, car la loi compte en principe par jour et non par heure. Nous avons, en outre, un argument de texte dans l'article 64. Celui-ci défend de célébrer le mariage avant le troisième jour, n'est-ce pas dire implicitement qu'il en permet la célébration le troisième jour ?

Marcadé, s'autorisant du silence de la loi à cet égard, pense qu'en cas de nécessité absolue, par exemple, de mariage *in extremis*, l'officier de l'état-civil peut procéder à la célébration du mariage après un délai de 24 heures seulement (1). Mais la presque unanimité (2) des auteurs est d'un avis contraire et enseigne que, même dans ce cas, le mariage ne pourra être célébré au plus tôt que le mercredi

(1) MARCADÉ et PAUL PONT. *Explication du Code civil*, tome I, n° 581.

(2) *Contra* : Reiff, qui soutient qu'en cas de dispense d'une publication, le mariage ne peut être célébré qu'à l'expiration des huit jours pendant lesquels la publication a dû rester affichée.

qui suit la publication unique. La dispense de la seconde, en effet, doit avoir pour seul résultat de supprimer l'intervalle prescrit par la loi entre la première et la seconde publication. Les choses doivent donc se passer comme si la seconde publication avait été réellement faite, et le mariage ne peut être célébré que le troisième jour conformément à l'article 64.

D'ailleurs, si en cas de dispense d'une publication, le mariage pouvait être célébré aussitôt ou même vingt-quatre heures après la publication, comment les personnes armées du droit d'opposition pourraient-elles en user ? Comment les personnes connaissant un empêchement pourraient-elles le révéler, puisque le plus souvent le mariage serait déjà célébré avant même qu'elles en aient eu connaissance ?

Quand des publications ont été faites dans plusieurs communes, à des dates différentes, le délai avant lequel le mariage ne peut pas encore être célébré court seulement du jour de la publication la plus tardive.

L'article 65, au contraire, donne une règle absolument différente, en indiquant le moment à partir duquel un mariage ne peut plus être célébré sans que de nouvelles publications aient lieu. « Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année à compter

de l'expiration du délai des publications, il ne pourra plus être célébré qu'après que de nouvelles publications auront été faites dans la forme ci-dessus prescrite. »

On comprend facilement dans ce cas la nécessité de nouvelles publications. Les personnes qui ont le droit de former opposition, et celles qui peuvent connaître un empêchement quelconque à la formation de ce mariage, peuvent croire que le projet en est abandonné, quand un si long espace de temps s'est écoulé depuis que les publications en ont été faites. Et d'ailleurs des empêchements qui n'existaient pas à l'époque où elles ont été faites ont pu surgir et rendre, par suite, le mariage impossible.

Mais comment calculer ce délai d'une année ? Le *dies a quo*, c'est-à-dire le mercredi à partir duquel on peut procéder à la célébration du mariage, doit-il entrer dans le calcul de l'année ?

Plusieurs auteurs ne le comptent pas, et décident, en conséquence, que le mariage qui aurait pu être célébré le 18 octobre 1906 pourrait l'être encore le 18 octobre 1907 (1).

L'interprétation contraire nous semble préférable. Que faut-il entendre en effet par ces mots « délai

(1) DELVINCOURT. Tome I, page 66, note 1. — DURANTON. Tome II, n° 229.

des publications » ? C'est assurément le temps pendant lequel le mariage ne peut pas être célébré, or il peut l'être le mercredi qui suit la seconde publication ou la publication unique. Il semble donc qu'on doive le compter dans le calcul de l'année et, en conséquence, le mariage ne pourra plus être célébré, en reprenant comme exemple les dates précédentes, le 18 octobre 1907 sans de nouvelles publications (1).

S'il en était autrement, le mariage pourrait être célébré, non seulement pendant une année, mais pendant une année et un jour.

Si les publications ont été faites dans plusieurs communes à des dates différentes, la péremption agirait individuellement sur chacune d'elles, de sorte qu'il pourrait très bien se faire que certaines seulement dussent être renouvelées.

(1) En ce sens : DEMOLOMBE. Tome III, n° 187. — BAUDRY-LACANTINERIE. *Des Personnes*, tome II, n° 1582.

SECTION DEUXIÈME

PUBLICITÉ CONCOMITANTE DU MARIAGE

I. — *Dans quelle commune le mariage doit-il être célébré ?*

Les futurs époux ne peuvent pas faire célébrer leur mariage dans une commune de leur choix, la loi veut qu'ils se marient dans la commune qu'ils habitent, parce qu'ils y sont plus connus que partout ailleurs, et que c'est là surtout que les oppositions apparaîtront, ou que les empêchements se révéleront.

Cette règle était déjà admise dans notre ancien droit (1). Le prêtre compétent pour la célébration des mariages était le curé de l'un des conjoints, la compétence à cet égard était déterminée par le domicile des époux.

Dans notre droit actuel, la détermination de la commune ou des communes dans lesquelles le mariage peut être célébré a donné lieu à une grande

(1) POTHIER. Tome VI, n° 355.

controverse. Elle tient à ce que le Code a traité cette question en deux endroits différents, une première fois au titre des Actes de l'état-civil, dans l'article 74 : « Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des époux aura son domicile ; le domicile quant au mariage s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune ». Une seconde fois au titre du Mariage, article 165 : « Le mariage sera célébré publiquement, devant l'officier civil du domicile de l'une des deux parties ».

Ces deux articles posent donc comme une règle absolue que le mariage doit se célébrer dans la commune où l'un des époux a son domicile. Mais l'article 74 contient une phrase qui ne se retrouve pas dans l'article 165, à savoir que le domicile, quant au mariage, s'établit par six mois d'habitation dans la même commune. Tout l'intérêt de la controverse est de savoir si l'article 165, qui parle du domicile sans rien préciser, se réfère à l'article 74 ou à l'article 102 qui parle du domicile ordinaire ?

Si l'on prétend que l'article 165 vise le domicile de l'article 74, toute personne ne pourra se marier que dans la commune où elle réside effectivement depuis au moins six mois. Si au contraire on prétend, comme le font certains auteurs, que l'article

165 vise l'article 102, toute personne pourra se marier au lieu de son domicile réel, bien qu'elle n'y ait pas une résidence de six mois.

Nous allons examiner les deux principales théories qui se rattachent à cette question : « Dans quelles communes peut être célébré le mariage ? »

L'article 165 se réfère à l'article 74, disent certains auteurs (1), et par suite le mariage ne peut jamais avoir lieu que dans la commune où l'un des époux aura une résidence d'au moins six mois ; et voici sur quels motifs ils fondent leur opinion.

L'article 74 porte : « Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des époux aura son domicile. » La loi dit *sera*, elle emploie donc le style impératif, c'est un commandement qui ne laisse rien à l'arbitraire des parties. Si le législateur avait eu la pensée qu'on lui prête, d'accorder aux futurs époux une simple faculté, il lui aurait été facile de s'exprimer autrement et de dire, par exemple : « Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des époux aura son domicile ; ce domicile *pourra* s'établir, etc. »

Le même article dit ensuite clairement ce qu'il entend par ce domicile : « Ce domicile quant au

(1) LAURENT. *Principes du droit civil*, tome II, nos 412 et ssq.
MARCADÉ. *Explication du Code civil*, tome I, n° 588.

mariage s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune ». Ce domicile spécial quant au mariage est donc un domicile différent de celui de l'article 102, par suite, en combinant la définition que l'article 74, donne du domicile quant au mariage, avec le principe posé dans le même article sur le lieu où le mariage doit être célébré, on aboutit nécessairement à cette conséquence que le mariage doit être célébré dans la commune où l'un des époux a une habitation continue de six mois (1).

Il y a, de plus, disent ces auteurs, un intérêt majeur à ce que la loi n'autorise pas la célébration du mariage en un lieu où l'un des époux a son domicile réel, sans que ni l'un, ni l'autre, y ait une résidence d'une certaine durée. La loi veut qu'il soit célébré là où l'un des époux au moins est connu. Or, ceux-ci peuvent très bien n'être pas connus au lieu de leur domicile réel, ce leur serait un moyen trop facile d'éluder la loi d'aller s'y marier pour éviter les oppositions qui pourraient surgir, s'ils se mariaient dans une commune où ils sont connus.

Ils invoquent aussi l'autorité de l'ancien Droit. Pothier nous dit en effet que : « Lorsqu'une personne a transporté sa demeure d'un lieu dans un autre,

(1) LAURENT. Tome II, n° 412.

pour que le curé du lieu de sa demeure actuelle soit compétent pour la marier, il faut qu'il y ait au moins six mois qu'elle y soit demeurante, lorsqu'elle sort d'une paroisse du même diocèse ; ou un an entier, lorsqu'elle sort d'un autre diocèse » (1).

Enfin, disent-ils, la loi du 20 septembre 1792 confirme également cette théorie : « Le domicile, quant au mariage, est fixé par six mois d'habitation dans le même lieu ».

Telle est aussi l'interprétation qui résulte d'un avis du Conseil d'État, approuvé le quatrième jour complémentaire an XIII, et qui porte « que les militaires en France sont soumis à la loi commune, que, par conséquent, ils ne peuvent se marier que par-devant les officiers de l'état-civil des communes où ils ont résidé sans interruption pendant six mois, ou devant l'officier de l'état-civil de la commune où leurs futures épouses ont acquis le domicile fixé par l'article 74 du Code Napoléon. » La question soumise au Conseil d'État ne concernait que les militaires, mais il est visible qu'il leur a fait l'application du droit commun.

Malgré ces arguments, dont on ne peut contester la gravité, cette opinion n'a pas prévalu dans la pratique, et la majorité des auteurs admet que le

(1) POTHIER. Tome VI, n° 356.

mariage peut, au gré des parties, se célébrer soit au lieu de leur domicile réel, soit au lieu du domicile matrimonial de l'un ou l'autre d'entre eux, ce domicile s'acquérant, comme nous l'avons vu, par six mois de résidence (1).

Le système précédent a, en effet, un grave inconvénient pratique, il peut avoir pour résultat de rendre pendant un certain temps la célébration du mariage impossible. Il suffit de supposer que deux personnes transportent en même temps leur domicile de Lille à Paris, elles ont fait les déclarations prescrites, et habitent actuellement Paris depuis deux mois. Où ces personnes peuvent-elles se marier ? Dans le système précédent, elles ne le pourront ni à Lille ni à Paris. Elles ne le pourront pas à Lille parce qu'elles n'y ont plus ni domicile ni résidence ; ni à Paris parce qu'elles n'y ont qu'une résidence de deux mois.

Elles devraient donc avant de pouvoir se marier attendre quatre mois entiers.

Cette conséquence est inadmissible et absolument contraire au but de la loi qui, en établissant deux

(1) VALETTE SUR PROUDHON. Tome I, p. 383. — AUBRY et RAU. Tome V, p. 406. — BAUDRY-LACANTINERIE, *Traité théorique et pratique du Droit civil*, tome II, pp. 209 et 319. — DEMOLOMBE. Tome III, nos 196-203. — BEUDANT, *Droit civil français*, tome I, p. 358. — HUC. Tome II, nos 90 et 91. — PLANIOL, *Traité élémentaire du Droit civil*, tome I, p. 289.

domiciles, a voulu faciliter et favoriser la célébration (1).

Il est vrai que cette hypothèse se présentera rarement, car il faut que le changement récent de domicile se réalise en même temps pour les deux époux, sans cela on aurait toujours la ressource de célébrer le mariage dans la commune de l'époux qui n'a pas changé; mais il suffit que l'hypothèse puisse se présenter pour rejeter le système qui l'admet.

L'article 74, il est vrai, semble favorable à l'opinion contraire; mais il est de règle que tous les actes de l'état-civil peuvent être faits au domicile des parties, entendu au sens qu'il a dans l'article 102.

L'article 165 ne fait-il pas précisément au mariage l'application de cette règle? Ne résulte-t-il pas de cet article, comparé aux articles 166 et 167, que le mot domicile y est employé dans son acception technique pour désigner le vrai domicile, le domicile général et ordinaire? L'article 74 commence par poser ce principe et accorde ensuite aux futurs époux une faveur, celle de pouvoir se marier là où ils n'auront simplement qu'une résidence de six mois (2).

(1) DEMOLOMBE. Tome III, n° 200, 3°.

(2) *Ibid.*, n° 200, 2°.

Si l'on attribue une autre portée à l'article 74, l'article 167 serait inexplicable : « Néanmoins, dit ce texte, si le domicile actuel n'est établi que par six mois de résidence, les publications seront faites, en outre, à la municipalité du dernier domicile. » Le mot *néanmoins*, nous semble-t-il, indique que cet article ne devra pas souvent recevoir son application, or, dans l'opinion précédente, cette nécessité des publications au dernier domicile deviendra, au contraire, la règle générale.

Quant à l'autorité de l'ancien Droit, nous pouvons l'invoquer à plus juste titre que les auteurs qui soutiennent le premier système.

Il était en effet possible au curé de marier une personne qui n'avait pas dans sa paroisse une résidence de six mois ou un an, suivant qu'elle venait d'une paroisse du même diocèse ou d'un diocèse différent. Il suffisait pour cela que la personne apportât à son curé actuel un certificat de publications de bans du curé de la paroisse d'où elle était sortie (1).

Quant à l'article 1^{er} de la loi du 20 septembre 1792, disant que le domicile quant au mariage est fixé par six mois d'habitation dans le même lieu, il a été interprété par un décret du 22 germinal an II,

(1) POTHIER. Tome VI, n^o 356.

dans le sens que nous défendons, en décidant que cet article ne faisait pas obstacle à ce que le mariage fut célébré au lieu du domicile ordinaire, sous la condition seulement de faire des publications au lieu de la dernière résidence. Enfin, cette doctrine acceptée par la majorité des auteurs, et à laquelle nous nous rallions, peut invoquer en sa faveur, une décision, sinon une interprétation législative. Après la funeste guerre de 1870-1871, et le démembrement de la France qui la suivit, les députés de l'Alsace et de la Lorraine déposèrent à l'Assemblée Nationale une proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les habitants des territoires cédés à l'Allemagne, qui avaient opté pour la nationalité française, et étaient venus fixer leur domicile en France, à se marier au lieu de leur nouveau domicile après une résidence d'un mois.

Une commission spéciale fut nommée pour examiner cette proposition et reconnut que les textes du Code Civil autorisaient la célébration du mariage au lieu du domicile réel, alors même qu'on n'y avait pas une résidence de six mois, et que par conséquent cette proposition de loi était inutile et pouvait être retirée.

Cette interprétation a été ratifiée par l'Assemblée Nationale, et recommandée aux Procureurs Génér-

raux par une circulaire du Ministre de la Justice du 21 décembre 1871.

Cette règle que nous venons d'établir, à savoir que le mariage peut être célébré, au gré des parties, au lieu de leur domicile réel ou de leur domicile spécial quant au mariage, s'applique certainement aux majeurs et aux mineurs émancipés. Mais s'applique-t-elle aux mineurs non émancipés ? ou, en d'autres termes, les mineurs non émancipés peuvent-ils acquérir ce domicile spécial de l'article 74 ? Cette question a été longtemps discutée. On avait essayé de soutenir que l'article 74 n'était relatif qu'aux majeurs et aux mineurs émancipés, que par conséquent les mineurs non émancipés ne pouvaient acquérir un domicile pour le mariage, par six mois de résidence, et qu'ils n'avaient d'autre domicile pour le mariage que le domicile de leur père, de leur mère ou de leur tuteur. Mais cette opinion est aujourd'hui abandonnée. La majorité des auteurs enseigne que ceux-ci peuvent aussi l'acquérir par une résidence de six mois.

L'article 74 est général, absolu, il ne fait pas de distinction. La loi qui leur reconnaît la faculté de se marier, n'a pu vouloir les priver de ce bénéfice. La solution contraire exposerait à de graves inconvénients, notamment quand il s'agirait d'ouvriers,

de domestiques, qui sont peut-être allés exercer leur métier à de grandes distances du domicile paternel. Du reste, cette solution ne diminue en rien la publicité de leur union, puisque les publications doivent aussi se faire au domicile des parents.

II. — *Lieu où doit être célébré le mariage.*

En principe, le mariage doit être célébré dans la maison commune, c'est-à-dire à la mairie, c'est ce que nous dit l'article 75 ainsi conçu : « Le jour désigné par les parties après le délai des publications, l'officier de l'état-civil dans la maison commune, etc.. »

Dans le projet soumis aux délibérations du Conseil d'État, se trouvait un article ainsi conçu : « En cas d'empêchement, le sous-préfet pourra autoriser l'officier de l'état-civil à se transporter au domicile des parties, pour recevoir leurs déclarations et célébrer le mariage ».

La section avait pensé que l'officier de l'état-civil devait pouvoir se déplacer, mais qu'une autorité supérieure à cet officier devait être juge de cette nécessité. Elle avait préféré le sous-préfet au préfet parce que celui-ci est le plus souvent trop éloigné.

Le consul Cambacérès, prétendant qu'il est des cas tellement urgents, que les parties n'ont pas même le temps d'aller prendre une autorisation,

demandait que l'on exigeât cette autorisation que dans les cas où il n'y avait pas empêchement. Finalement, cet article n'a pas été maintenu par le Conseil d'État, probablement parce que l'on n'avait encore rien décidé sur la validité des mariages *in extremis*.

On conclut généralement de cette suppression que l'officier de l'état-civil ne peut pas être forcé d'aller célébrer le mariage ailleurs que dans la maison commune, au domicile des parties, par exemple. La règle est donc que la célébration du mariage doit se faire à la maison commune, ou dans la maison qui en tient lieu.

Pour donner plus de publicité encore à la célébration du mariage, le Code civil, par son article 165, veut qu'elle ait lieu publiquement : « Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier civil du domicile de l'une des deux parties ». Cela veut dire que les portes de la mairie doivent être ouvertes, pendant le temps de la célébration, afin que toute personne qui le désire, puisse assister à la cérémonie.

Mais à cette règle que le mariage doit être célébré à la mairie, n'y a-t-il pas des exceptions ?

Aucun texte de loi n'interdit à l'officier de l'état-civil, en cas de nécessité urgente, de se déplacer et de se rendre au domicile des parties, pour procéder à

la célébration. Aussi, tous les auteurs lui reconnaissent ce droit pour le cas de mariage *in extremis*, car alors il est impossible à l'une des parties, tout au moins, de se rendre à la maison commune.

La doctrine et la jurisprudence (1) admettent que l'officier de l'état-civil peut se rendre au domicile des parties quand l'un des conjoints est atteint d'une maladie grave, inspirant des craintes sérieuses de mort.

L'officier de l'état-civil apprécie lui-même les cas pour lesquels il peut se déplacer, mais il faut que ce soit pour cause de nécessité impérieuse, sinon il se rendrait, ainsi que les futurs époux, passible des peines portées par les articles 192 et 193 du Code civil, c'est-à-dire qu'il serait condamné à une amende qui ne pourrait pas excéder 300 fr., tandis que les parties seraient condamnées à une amende proportionnée à leur fortune. Il est en effet bien certain que le mariage célébré au domicile privé des parties reçoit une publicité bien moins effective que celui célébré à la maison commune, où tout le monde peut entrer, tandis que l'on ne peut s'introduire dans la maison d'un simple particulier qu'avec l'assentiment de son propriétaire.

Quand, par exception, la célébration du mariage

(1) Langres, 5 février 1868. SIREY. 1868.2.191.

doit se faire dans la maison de l'un des futurs époux, l'officier de l'état-civil fera bien de faire connaître au public l'endroit où le mariage sera célébré, et de laisser les portes de l'habitation ouvertes pendant le temps de la cérémonie.

Lorsque l'officier de l'état-civil célèbre le mariage au domicile des parties, il doit apporter avec lui le registre des mariages, afin de pouvoir dresser aussitôt l'acte de célébration. Cet acte doit, dans ce cas, faire mention que les portes du lieu où le mariage a été célébré sont restées ouvertes, et indiquer en outre les causes qui ont motivé cette dérogation aux prescriptions de la loi (1).

III. — *Jour et heure.*

Les futurs époux choisissent eux-mêmes le jour où doit être célébrée leur union, cela résulte de l'article 75 du Code civil : « Le jour désigné par les parties, etc. » Cependant, ils ne pourraient pas contraindre l'officier de l'état-civil à célébrer leur mariage un dimanche ou un jour de fête légale, mais rien ne pourrait empêcher l'officier de l'état-civil, si celui-ci y consent, de le célébrer ces jours-là.

On conclut du silence de l'article 75 à l'égard de l'heure de la célébration, que son choix appartient à l'officier de l'état-civil. Il convient que celui-ci

(1) Circulaire du garde des sceaux, 15 octobre 1852.

choisisse une heure qui, en même temps, assure une publicité suffisante à la célébration et satisfait les convenances personnelles des époux (1).

Le vœu de la loi est certainement que le mariage soit célébré le jour, mais rien ne s'oppose à ce qu'il soit célébré la nuit. C'est ce qu'a décidé la Cour d'appel de Paris par son arrêt rendu le 13 août 1851 (2), réformant une décision du Tribunal de la Seine en date du 22 mai 1851 (3), qui avait prononcé la nullité d'un mariage célébré la nuit. La publicité de ces mariages y sera certainement moins grande, cela se comprend aisément, aussi est-il plus régulier et plus prudent de procéder à la célébration le jour plutôt que la nuit.

IV. — *Personnes qui prennent part à la célébration du mariage.*

Nous nous proposons d'examiner maintenant les différentes personnes qui prennent part à la célébration du mariage, ou qui en sont les témoins.

Nous parlerons d'abord de l'officier de l'état-civil,

(1) M. PLANIOL fait observer que l'heure doit être indiquée par l'officier de l'état-civil, d'après les besoins du service et non d'après ses convenances personnelles, car on a vu des maires fixer à minuit moins un quart (pour ne pas sortir du jour fixé par les parties) la célébration du mariage d'un adversaire politique. (Tome III, page 54, note 3.)

(2) Paris, 13 août 1851. — SIREY, 1851.2.465.

(3) SIREY, 1851.2.467.

et nous verrons lequel est compétent pour célébrer le mariage, puis nous parlerons des parties, et nous nous demanderons à ce sujet si l'on peut se marier par procureur ; nous dirons enfin quelques mots des témoins.

A. — DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT-CIVIL

Le mariage est actuellement un acte purement civil, et ne peut plus être célébré que par un officier de l'état-civil. C'est ce que dit l'article 165 : « Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier civil du domicile de l'une des deux parties. »

Tout autre fonctionnaire, tout autre individu, revêtu ou non d'un caractère public, serait sans qualité pour procéder à la célébration du mariage.

C'est donc à l'officier de l'état-civil du domicile de l'une des parties qu'il appartient de célébrer le mariage.

Mais celui-ci pourra-t-il se transporter dans une commune autre que la sienne pour marier un de ses administrés ?

Par exemple, deux personnes veulent se marier, l'une est domiciliée à Lille, l'autre à Amiens. Elles peuvent se marier soit à Lille, soit à Amiens, et les officiers de l'état-civil de ces deux villes sont compé-

tents *ratione personarum*. Mais si elles se marient à Lille, le maire d'Amiens peut-il venir les y marier ?

En d'autres termes, l'officier de l'état-civil du domicile de l'une des parties peut-il se transporter dans une commune autre que la sienne pour y célébrer le mariage ?

La plupart des auteurs enseignent que la compétence des officiers de l'état-civil est territoriale et, par conséquent, que ceux-ci ne peuvent instruire que dans leur commune. C'est d'ailleurs le droit commun pour les officiers publics qui n'ont, en général, qu'une compétence territoriale. En dehors de sa commune, en effet, les pouvoirs du maire ou de son adjoint expirent, aussi bien comme officier de l'état-civil que comme officier de police judiciaire. On ne l'admettrait certes pas à recevoir un acte de naissance ou de décès hors de sa commune, il semble qu'il n'en peut être autrement pour un acte de mariage.

L'opinion contraire a cependant été soutenue et même consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, qui remonte à 1824 (1). Pour la soutenir, on s'est appuyé sur l'article 165 du Code civil qui donne, en effet, compétence à l'officier de l'état-civil du domicile de l'une des parties, sans rien exiger

(1) Cass., 31 août 1824. SIREY, 1824.1.360.

de plus. Pourquoi, dès lors, ne pourrait-il pas célébrer leur mariage dans une commune autre que la sienne? A cela on peut répondre que les auteurs du Code civil ont sous-entendu les règles du droit commun relatives à la compétence territoriale des officiers publics.

Les partisans de la compétence personnelle des officiers de l'état-civil, en matière de mariage, invoquent aussi la tradition. Dans l'ancien Droit, disent-ils, le mariage pouvait être célébré dans une paroisse quelconque, pourvu qu'il le soit par le propre curé des parties *a proprio contrahentium parochia*, n'est-ce pas ce que l'article 165 répète en substituant réellement l'officier de l'état-civil au prêtre? La réponse est encore ici facile. Dans l'ancien Droit, le prêtre célébrait le mariage en vertu de son caractère de prêtre, caractère qu'il avait partout, dans une autre paroisse aussi bien que dans la sienne, tandis que maintenant l'officier de l'état-civil ne célèbre les mariages qu'en vertu de ses fonctions qui sont purement locales (1).

Concluons donc que l'officier de l'état-civil ne peut pas se transporter en dehors de sa commune pour marier un de ses administrés, car s'il est

(1) BEUDANT. Tome I, n° 254.

compétent *ratione personarum*, il ne l'est pas *ratione loci*.

B. — PARTIES ELLES-MÊMES.

Est-il nécessaire que le jour fixé par les parties pour la célébration, celles-ci se présentent en personne devant l'officier de l'état-civil? Ne leur est-il pas possible de se marier par procureur?

Cela leur était permis en Droit romain; nous trouvons en effet au Digeste (1) une loi qui donnait aux futurs époux cette facilité. *Mulierem absenti per litteras ejus, vel per nuntium posse nubere placet, si in domum ejus deduceretur*. Il est décidé qu'une femme peut se marier à un absent, en recevant de lui une lettre ou un envoyé, si elle fait ensuite son entrée dans la maison de son mari.

Il en était de même dans notre ancien Droit, les parties n'étaient pas obligées de se présenter en personne pour la célébration, elles pouvaient se faire représenter valablement par un procureur, mais certaines conditions étaient exigées dans ce cas.

Il fallait d'abord que le procureur ait eu pour mission d'épouser telle personne que lui désignait le mandant. De plus, le procureur qui avait reçu le

(2) *Digeste*. Livre 23, titre II, *De Ritu nuptiarum*, loi 5.

pouvoir d'épouser telle personne au nom de son mandant, devait le faire par lui-même, il ne pouvait pas se substituer une autre personne pour le faire à sa place, à moins qu'une clause expresse de l'acte ne lui ait donné ce pouvoir. Il fallait, en dernier lieu, que la procuration n'ait pas été révoquée avant la célébration du mariage, sinon le mariage contracté par procureur n'aurait pas été valable, même si le procureur et la personne que l'on devait épouser ignoraient la révocation.

Lorsque ces trois conditions étaient remplies, le mariage célébré par procuration était valable, et si, plus tard, les deux parties étant en présence, voulaient renouveler la cérémonie de la célébration, ce n'était pas cette dernière célébration qui donnait au mariage sa perfection, mais la première, celle qui avait été faite par procureur (1).

Le principe de la comparution personnelle des époux est déjà impliqué dans la loi du 20 septembre 1792. La section 4^e du titre 4^e contient, en effet, ces dispositions.

Article 3. — Les *parties* se rendront dans la salle publique de la Maison commune avec quatre témoins majeurs, parents ou non parents, sachant signer,

(1) POTHIER. Tome VI, n^o 367.

s'il peut s'en trouver aisément dans le lieu, qui sachent signer.

Article 4. — Il sera fait lecture en *leur présence* par l'officier public, des pièces relatives à l'état des parties et aux formalités du mariage, telles que les actes de naissances, le consentement des père et mère, l'avis de la famille, les publications, oppositions et jugement de main-levée.

Article 5. — Après cette lecture, le mariage sera contracté par la déclaration que fera *chacune des parties*, à haute voix, en ces termes : « *Je déclare prendre X... en mariage.* »

Article 6. — Aussitôt après cette déclaration faite par les parties, l'officier public, *en leur présence* et en celle des mêmes témoins, prononcera au nom de la loi, qu'elles sont unies en mariage.

Article 8. — Cet acte sera signé par *les parties*, etc., etc.

Certains auteurs ont enseigné que, même sous le Code civil, le mariage par procureur était encore permis. En règle générale, disent-ils (1), tout homme peut, à moins que la loi ne lui interdise spécialement, faire par un fondé de pouvoirs, ce qu'il peut faire par lui-même. Le Code civil n'ayant aucune

(1) COIN-DELISLE. Sur l'article 36. — TOULLIER. Tome I, n° 574.

disposition spéciale exigeant la comparution personnelle des époux, ils en ont conclu que le mariage par procureur, qui était permis autrefois, l'était encore aujourd'hui, car ils n'admettent pas que la présence des futurs époux soit de l'essence du mariage, alors qu'elle ne l'a pas été pendant un aussi long temps.

La presque unanimité des auteurs enseigne au contraire, que le mariage par procureur n'est plus possible aujourd'hui. Sans doute, il n'y a pas dans le Code civil de disposition visant expressément ce mode de mariage, mais on peut, par l'étude des textes qui visent le mariage en général, et par les discussions qui les ont précédés, très bien voir quelle a été l'intention du législateur à ce sujet.

Si nous consultons, en effet, les travaux préparatoires, nous voyons que, dans la séance du 24 frimaire an X, consacrée à l'examen du titre du mariage, la comparution personnelle des époux a été implicitement exigée, le Premier Consul ayant dit que le mariage « ne pouvait plus avoir lieu qu'entre personnes présentes ».

En outre, les articles du Code civil, qui ont rapport à la célébration du mariage, supposent toujours la présence des époux en personne. C'est ainsi que l'article 74 porte que « le mariage sera célébré dans

la commune où *l'un des deux époux* aura son domicile ». Il en est de même de l'article 75 : « L'officier de l'état-civil, dans la maison commune, en présence de quatre témoins, parents ou non parents, fera lecture *aux parties*..... Il interpellera *les futurs époux*..... Il recevra *de chaque partie*, l'une après l'autre, la déclaration *qu'elles veulent* se prendre pour mari et femme..... etc., etc. ».

Un dernier argument de texte nous est fourni par l'article 36, au titre des actes de l'état-civil. Cet article nous dit que « dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique ». Au temps de la promulgation du Code, il y avait donc plusieurs cas pour lesquels les parties ne pouvaient se faire représenter. L'article 294 ancien nous en donnait un exemple pour le cas de divorce. Aux termes de cet article, les parties qui voulaient obtenir le divorce devaient se présenter ensemble et en personne devant l'officier de l'état-civil. Tout permet de croire qu'on trouvait un autre cas dans la célébration du mariage, car on ne peut guère supposer que le législateur se soit montré moins sévère pour la formation du bien conjugal que pour sa dissolution.

En dehors de ces raisons théoriques qui militent en faveur de la comparution personnelle des époux, il y a aussi une raison pratique. La présence des futurs époux est, en effet, la plus puissante garantie de la liberté du consentement. Celui qui n'a pas donné au mariage son libre consentement aura, devant l'officier de l'état-civil, le courage de dire que ce mariage se fait malgré lui, alors qu'il n'a pas osé le faire quand il se trouvait au milieu des siens. Si le mariage pouvait se faire par procureur, cette garantie disparaîtrait et il arriverait assez souvent que l'on se verrait marié malgré soi.

La jurisprudence s'est prononcée en faveur de notre système, en 1849, et elle a déclaré que, si dans l'ancien Droit on admettait le mariage par procureur, ces mariages étaient nuls dans notre Droit actuel (1).

De ce que le mariage ne peut plus avoir lieu par procureur, il suit que l'officier de l'état-civil, requis de procéder à un mariage de ce genre, devrait s'y refuser et que les tribunaux ne pourraient pas l'y contraindre.

C. — TÉMOINS.

L'article 75 veut que le mariage soit célébré en présence de quatre témoins, il en faut donc deux

(1) Bastia, 2 avril 1849. SIREY. 49.2.338.

pour chaque époux (1). Ils peuvent être parents ou non des parties, mais ils doivent être âgés de 21 ans au moins. Avant la loi du 7 décembre 1897, les témoins dans les actes de l'état-civil, et par suite dans l'acte de mariage, devaient être du sexe masculin, mais cette loi a ajouté à l'article 37 du Code, ces mots : « sans distinction de sexe », de sorte que les femmes peuvent maintenant être témoins dans tous les actes de l'état-civil. Toutefois, le mari et la femme ne peuvent pas être témoins ensemble dans le même acte de mariage.

Contrairement à la déclaration de 1736, l'article 39 porte qu'il n'est pas nécessaire que les témoins sachent signer, mais si l'un d'eux ne signe pas, l'officier de l'état-civil doit, dans l'acte de mariage, mentionner la cause de l'absence de signature.

La présence de témoins au mariage est un des éléments de publicité exigés par la loi. Elle a encore cet autre avantage de protéger la liberté des parties, enfin elle est une garantie de l'observation régulière des formalités prescrites par la loi.

(1) Le Concile de Trente n'en avait exigé que deux, outre le curé, considéré lui-même comme un troisième témoin.

SECTION TROISIÈME

PUBLICITÉ POSTÉRIEURE A LA CÉLÉBRATION

Nous nous proposons dans cette troisième section de passer en revue les formalités de publicité postérieures à la célébration du mariage. Trois textes du Code civil s'y réfèrent, l'article 75 *in fine*; le dernier paragraphe de l'article 76 ajouté par la loi du 17 août 1897, et l'article 171.

A) Article 75 *in fine* : « Il recevra de chaque partie l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme, il prononcera au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage », *et il en dressera acte sur le champ.*

L'officier de l'état-civil doit donc dresser cet acte, aussitôt qu'il a déclaré les époux unis par le mariage; il en résulte que l'officier public qui se transporte en dehors de la maison commune pour célébrer un mariage doit emporter le registre des actes

de mariage, afin d'y mentionner celui qu'il vient de célébrer (1).

L'acte de mariage a une grande importance pour la vie future des époux. C'est lui en effet qui leur fournit la preuve légale de leur mariage (2). Il doit donc mentionner tous les éléments qui établissent la validité du mariage, c'est-à-dire faire connaître l'identité des époux, l'accomplissement des différentes conditions de capacité requises par la loi, et enfin l'accomplissement des formalités exigées par la loi pour la célébration. C'est ce que nous dit l'article 76 du Code Civil. « On énoncera dans l'acte de mariage :

1° Les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissance et domiciles des époux ;

2° S'ils sont majeurs ou mineurs ;

3° Les prénoms, noms, professions et domiciles des pères et mères ;

4° Le consentement des pères et mères, aïeuls et aïeules, et celui de la famille, dans les cas où ils sont requis ;

5° Les actes respectueux s'il en a été fait ;

(1) DEMOLOMBE. Tome III, n° 211.

(2) Article 194 du Code civil : « Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état-civil, sauf les cas prescrits par l'article 46, au titre des actes de l'état-civil.

6° Les publications dans les divers domiciles ;

7° Les oppositions, s'il y en a eu, leur main-levée ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition ;

8° La déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union par l'officier public. »

La loi du 10 juillet 1850 a exigé une nouvelle énonciation, mais celle-ci ne se rapporte pas au mariage lui-même, mais au contrat de mariage. Elle a décidé que l'acte de mariage devait indiquer si les époux avaient fait un contrat de mariage, quelle en était la date, et quel était le nom et la demeure du notaire qui l'avait reçu. Comme le contrat de mariage règle les intérêts pécuniaires des époux, il importait que les tiers qui sont en relations d'affaires avec les futurs époux fussent avertis du changement de capacité qui peut s'être produit chez ces derniers, ils le seront grâce à cette dernière énonciation, et à la publicité des actes de l'état-civil.

L'acte de mariage est-il requis pour l'existence ou pour la validité du mariage ? Dans l'ancien Droit (1), on décidait que le mariage était parfait, lorsque les parties avaient donné leur consentement en présence de leur curé. La rédaction de l'acte de

(1) POTHIER. *Traité du Contrat de mariage*, tome III, n° 378.

mariage ne faisait donc pas partie intégrante de la célébration, elle n'était requise que pour la prouver.

Que décider sous l'empire du Code civil ? A-t-il entendu poser d'autres principes ? Les auteurs sont unanimes à décider le contraire, car ni le texte, ni l'esprit de la loi ne font de l'acte de célébration une condition requise pour la validité du mariage.

Mais alors, comment remplacera-t-on la preuve qui résulte ordinairement de l'acte de mariage ? Zachariae, Demolombe (1), sont d'avis d'appliquer par analogie l'article 46 qui dit que « lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins ; et dans ces cas, les mariages, naissances et décès pourront être prouvés tant par les registres et papiers émanés des pères et mères décédés que par témoins ».

La même solution devrait être donnée quand, pour une raison ou pour une autre, l'officier de l'état-civil n'aura pas dressé l'acte de mariage.

B) Une deuxième formalité de publicité postérieure à la célébration nous est indiquée par le dernier paragraphe de l'article 76, paragraphe qui a été ajouté à cet article par la loi du 17 août 1897, et qui est ainsi

(1) DALLOZ. *Jurisprudence générale*, tome XXXI, au mot « mariage », n° 379. — DEMOLOMBE. Tome III, page 315, n° 213.

conçu : « Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance ».

Cette loi eut pour origine une proposition de M. Michelin, dont l'objet était seulement d'assurer la publicité du mariage par la mention de la célébration en marge de l'acte de naissance, dans le but de prévenir la bigamie et le dol dans les contrats. Un individu marié pouvait très bien, dans la législation antérieure, dissimuler son mariage aux personnes avec lesquelles il contractait et leur causer ainsi un grand préjudice, en leur opposant par exemple l'hypothèque légale de sa femme, opposable aux tiers sans inscription et qui a, de plus, cet avantage de primer les hypothèques inscrites. Il pouvait aussi tromper l'officier de l'état-civil qui n'avait aucun moyen de contrôler si les futurs époux n'étaient déjà pas engagés dans les liens d'une première union. Des oppositions, il est vrai, pouvaient se produire, mais les personnes qui avaient qualité pour les former, pouvaient rester inactives ou ignorer le projet du second mariage. Des cas assez fréquents de bigamie s'étaient produits à cette époque, il importait au législateur de prendre certaines mesures pour prévenir ce crime. Le meilleur moyen était de prescrire la mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance de chacun

des époux. Tous les intérêts sont ainsi sauvegardés, car la personne qui voudra contracter avec une autre pourra se faire représenter son acte de naissance; par la mention en marge, elle saura si cette personne est mariée et, par suite, toute fraude sur la dissimulation de l'état et de la capacité sera impossible.

Par ce moyen, l'officier de l'état-civil connaîtra exactement la situation des futurs époux, et ne procédera au mariage des personnes dont l'acte de naissance portera en marge la mention de l'existence d'un premier mariage qu'autant qu'elles lui apporteront la preuve que le premier mariage est dissous par la mort du premier conjoint ou le divorce.

D'après l'article 49 ancien du Code civil (1), quand une mention d'un acte relatif à l'état-civil devait avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, elle devait être faite à la requête des parties intéressées; la loi de 1897 décida au contraire que ces mentions seraient faites d'office par l'officier de l'état-civil. « Dans tous les cas où la mention d'un

(1) Ancien article 49. « Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état-civil devra avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, elle sera faite à la requête des parties intéressées, par l'officier de l'état-civil sur les registres courants, etc... »

acte relatif à l'état-civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office. L'officier de l'état-civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention, effectuera cette mention dans les trois jours, sur les registres qu'il détient. Dans le même délai, il adressera un avis au procureur de la République de son arrondissement, et celui-ci veillera à ce que la mention soit faite d'une façon uniforme, sur les registres existant dans les archives des communes ou des greffes, ou dans tous autres dépôts publics ».

Nous avons vu plus haut que les futurs époux doivent présenter à l'officier de l'état civil leur acte de naissance. Il aurait pu arriver que ceux-ci produisent à l'officier de l'état-civil une expédition de leur acte de naissance qui serait antérieure à leur premier mariage. Pour rendre cette fraude impossible, cette même loi du 17 août 1897 a décidé dans son article 4 que les extraits devraient porter la date de leur délivrance, et dans son article 5 que l'acte de naissance qui devait être remis à l'officier de l'état-civil avant les publications, ne devrait pas avoir été délivré depuis plus de trois ou six mois selon qu'il l'a été en France ou aux colonies (1). La

(1) Il s'agit ici de trois mois ou de six mois qui précèdent le jour de la célébration du mariage (Circulaire du garde des sceaux du 1^{er} octobre 1897).

loi a fixé ce délai parce qu'il est peu probable que la même personne contracte mariage deux fois pendant un intervalle aussi court.

C'est donc maintenant à l'officier de l'état-civil qu'incombe le soin de faire la mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux, et c'est avec raison, croyons-nous, car si la loi avait laissé aux parties intéressées le soin de la requérir, bien souvent la mention n'aurait pas été faite par suite des nombreuses formalités qui y donnaient lieu auparavant, et qui entraînaient des dépenses et des pertes de temps. Les parties devaient, en effet, avant la loi du 17 août 1897, réclamer une expédition de l'acte donnant lieu à transcription, la soumettre à la formalité de l'enregistrement et la produire ensuite avec une réquisition à la mairie de la commune qui possédait dans ses archives le registre sur lequel la mention devait être inscrite.

Quelle serait, pour l'officier de l'état-civil, la sanction de l'inobservation de cette formalité? Le rapporteur de la loi, M. Guérin, avec l'assentiment de M. Darlan, alors Garde des Sceaux, l'a indiqué au Sénat en disant « qu'il n'y avait pas de sanction autre que celle portée au Code Civil pour les actes de l'état-civil (1). » Cette peine consiste en une

(1) *Journal Officiel* du 23 juin 1897. Débats parlementaires du Sénat, page 1026.

de quatre témoins remplissant les conditions légales, et enfin l'admission du public pendant le temps de la cérémonie. Tous ces éléments doivent être réunis pour satisfaire au vœu de la loi qui exige que le mariage soit public.

Mais l'absence de l'une de ces formalités suffit-elle pour faire considérer le mariage comme clandestin et faire prononcer la nullité du mariage? Doit-on dire qu'en l'absence de l'un de ces éléments la publicité n'existe plus? C'est ce que nous allons étudier dans ce chapitre, et pour donner à cette matière le plus de clarté possible, nous allons faire ce que nous avons fait pour le chapitre précédent, et traiter d'abord dans une première section, de la sanction du défaut de publications; puis dans une seconde section, de la sanction de la célébration clandestine.

Nous terminerons ce chapitre en disant dans un appendice quelques mots des mariages secrets, et nous montrerons les différences qui existent entre ces mariages et les mariages clandestins.

SECTION PREMIÈRE

SANCTION DU DÉFAUT DE PUBLICATIONS

En commençant ce travail nous avons vu en quoi consistent les publications, quel en est le but et le nombre. Nous allons voir maintenant si leur absence ou la violation des formes suivant lesquelles elles doivent se faire constitue une cause de nullité de mariage.

Dans le droit intermédiaire, un mariage contracté sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792 n'était pas nul par cela seul qu'il avait été célébré sans publications préalables au domicile de l'une des parties. Il y a un arrêt du Tribunal de Cassation en ce sens du 13 fructidor, an X (1).

Merlin, qui remplissait dans cette affaire le rôle de commissaire du gouvernement, fit à cette occasion un commentaire de la loi de 1792, qui distinguait, disait-il, les conditions prescrites à peine de nullité, et les solennités dont l'observation était prescrite moins sévèrement, c'est-à-dire n'emportait pas

(1) SIREY. 1791, an XII, 1, p. 688.

nullité. Parmi ces dernières, il faisait rentrer les publications, car, ajoutait-il, ce qui constitue essentiellement la publicité du mariage, c'est l'intervention de l'officier public.

Un autre arrêt du Tribunal de Cassation du 12 prairial an XI (1), a donné la même solution en déclarant que « sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792, un mariage contracté sans publications de bans était néanmoins valable. »

Quelle solution adopter sous l'empire du Code civil ?

La presque unanimité des auteurs (2) enseigne que le Code civil a suivi les mêmes principes. Dans les premiers projets du Code se trouvait, en effet, un article ainsi conçu : « Le mariage qui n'a point été précédé des deux publications requises, et lors duquel il n'a point été obtenu la dispense permise par la loi, ou dans les publications ou célébration duquel on n'a point observé les interstices prescrits par la loi, ne peut être attaqué de nullité que dans les cas où il contient d'ailleurs une contravention à quelque une des dispositions du chapitre premier (3), et il ne peut l'être, en ce cas, que par les personnes auxquelles

(1) SIREY. 1791; an XII, 1, page 804.

(2) *Contra* : PROUD'HON. Tome 1, pp. 409 et 441.

(3) Le titre premier traite « des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage ».

l'action en nullité est accordée dans la distinction précédente (1). »

Les rédacteurs du Code civil estimaient que le défaut de publications ne suffisait pas à lui seul pour faire prononcer la nullité du mariage, puisqu'il devait venir s'y ajouter une contravention aux règles prescrites par l'article premier. Aussi, prévoyant que bien souvent les parties n'observeraient pas les formes des publications, ils avaient proposé que, dans ce cas, pour maintenir l'autorité de la loi, le ministère public ferait ordonner aux parties de faire réhabiliter leur mariage. Mais sur cette observation du membre du Conseil d'État Tronchet, disant qu'on ne respecterait pas plus le jugement qu'on n'avait respecté la loi, ils ont placé la garantie dans les peines dont l'officier public était menacé s'il ne s'assurait que les publications ont été régulièrement faites, et dans l'amende prononcée contre les parties.

Il a été, en outre, déclaré au Conseil d'État, qu'il n'y avait pas nullité pour défaut de publications par cela seul qu'on ne la prononçait pas.

Nous trouvons, dans le Code civil, plusieurs arguments de texte qui nous font encore conclure que le mariage ne doit pas être annulé pour défaut de

(1) LOCRÉ. *Lég. civile*, tome IV, p. 409.

publications. Les articles 191 et 193, combinés avec l'article 165, ne prononcent la nullité que du mariage qui n'a pas été « célébré » publiquement (article 165) « contracté » publiquement (article 191).

Les mots célébré et contracté, indiquent bien qu'il s'agit du moment même où le mariage est célébré, car c'est seulement alors que le contrat se forme par le consentement des deux parties ; comme les publications sont antérieures et absolument étrangères à cette célébration, à ce contrat, leur défaut ne peut constituer à lui seul le vice de clandestinité (1).

Mais nous verrons plus loin dans la section consacrée à la sanction de la célébration clandestine que le défaut de publications peut entrer en ligne de compte pour faire prononcer la nullité du mariage.

Presque tous les auteurs admettent cette opinion, Proud'hon (2) est de l'avis contraire et enseigne que le mariage est nul quand il n'a été précédé d'aucune des publications prescrites. Pour soutenir son opinion il s'appuie sur un passage de l'exposé des

(1) Il est bien entendu que nous ne visons ici que le mariage célébré en France, nous verrons dans un chapitre suivant, la solution à donner pour le cas de défaut de publications en France d'un mariage célébré à l'étranger.

(2) PROUD'HON. Tome I, pages 408 et ssq.

motifs de la loi relative au mariage, que fit le Conseiller d'Etat Portalis à la séance du 16 ventôse an XI. « On place encore parmi les mariages clandestins ceux qui n'ont point été précédés des publications requises, ou qui n'ont point été célébrés devant l'officier civil que la loi indiquait aux époux, ou dans lesquels le consentement des père et mère, aïeuls ou aïeules et des tuteurs n'est point intervenu. Comme toutes ces précautions ont été prises pour prévenir la clandestinité, il y a lieu au reproche de clandestinité quand on a négligé ces précautions. La nullité des mariages clandestins est évidente » (1).

Nous sommes forcés d'admettre que ce passage est favorable à son opinion, mais le Conseiller d'État Portalis n'avait pas l'intention d'appliquer spécialement cette proposition aux mariages qui n'avaient pas été précédés des publications requises. Nous en avons la preuve dans le passage suivant du même exposé des motifs. « Les publications qui précèdent le mariage ont été introduites pour qu'on puisse être averti, dans un temps convenable, des empêchements qui pourraient rendre le mariage nul. L'omission de ces publications et l'inobservation des délais dans lesquels elles doivent être faites,

(1) LOCRÉ. *Législation civile*, tome IV, page 506.

peuvent opérer la nullité d'un mariage dans certains cas (1) ».

C'est donc que Portalis lui-même admettait très bien que la nullité du mariage n'en résultait pas nécessairement, mais seulement dans certains cas, quand les autres formalités de publicité n'avaient pas été remplies.

La jurisprudence se prononce également dans le même sens que la doctrine. C'est ainsi que la Cour de Riom a jugé, le 10 juillet 1829 (2), que le défaut de publications n'entraînait pas nécessairement la nullité du mariage.

De même un arrêt de la Cour de Cassation du 15 juin 1887 (3), a décidé que le défaut de publications à la mairie du domicile de l'un des contractants, n'était pas une cause de nullité du mariage célébré devant l'officier de l'état-civil du lieu du domicile de l'autre époux où les publications ont été régulièrement faites.

Enfin, un arrêt récent de la Cour de Paris, du 3 mars 1897 (4), a statué également dans le même sens en décidant que « l'absence des publications prescrites par la loi ne pouvait à elle seule, cons-

(1) LOCRÉ. *Législation civile*, tome IV, page 515.

(2) SIREY. 1829, 2, 297.

(3) SIREY. 90.1.446. D. 1888.1.412.

(4) DALLOZ. 99.2.439.

tituer la clandestinité du mariage, et ne saurait entraîner qu'une amende à la charge de l'officier de l'état-civil ».

A plus forte raison, l'irrégularité des publications ou l'inobservation des délais n'entraînerait pas la nullité du mariage.

SECTION DEUXIÈME

SANCTION DE LA CÉLÉBRATION CLANDESTINE

Avant d'étudier la sanction de la célébration clandestine, nous allons voir ce qu'est la clandestinité, et quels en sont les éléments constitutifs, nous serons amenés ensuite tout naturellement à voir quelle en est la sanction.

Le mariage clandestin est celui qui n'a pas été célébré ou contracté publiquement, la clandestinité est l'absence de publicité dans la célébration. Nous avons vu que cette publicité comprend plusieurs éléments qui doivent se trouver réunis au moment de la célébration pour satisfaire complètement au vœu de la loi.

Le législateur a réglé d'une manière complète ces divers éléments, parce que la société a un très grand intérêt à savoir si un mariage a été valablement contracté. Portalis nous en a donné les raisons dans son exposé des motifs. « Le mariage, disait-il, soumet les conjoints à de grandes obligations envers ceux auxquels ils doivent l'être, il faut que l'on puisse connaître ceux qui sont tenus de remplir ces obligations... La société elle aussi contracte des obligations envers les époux dont elle doit respecter l'union, et les protéger contre la licence et l'entreprise des tiers » (1).

Voilà pourquoi le législateur a établi les formalités susceptibles de fixer la certitude des mariages, et a voulu leur donner le plus haut degré de publicité.

Voyons maintenant la sanction du défaut de publicité. Devra-t-on annuler un mariage qui n'aura pas eu tous les éléments de publicité voulus par la loi ? En d'autres termes, l'absence de l'un ou de plusieurs d'entre eux doit-elle faire considérer le mariage comme clandestin, et entraîner les conséquences attachées à ce caractère ?

L'affirmative a été consacrée par la loi, quant aux conséquences pénales, dans l'article 193 : « Les peines prononcées par l'article précédent seront

(1) LOCRÉ. *Législation civile*, tome IV, page 497, n° 28.

encourues par les personnes qui y sont désignées, pour toute contravention aux règles prescrites par l'article 165, lors même que ces contraventions ne seraient pas jugées suffisantes pour faire prononcer la nullité du mariage ».

Nous savons quelles sont ces peines, elles consistent, pour l'officier de l'état-civil, en une amende qui ne pourra pas excéder 300 francs, que le Procureur de la République fera prononcer contre lui; et pour les parties, en une amende proportionnée à leur fortune.

Ainsi donc, quand l'un des éléments de publicité fait défaut, l'officier de l'état-civil et les parties sont passibles de ces peines.

Mais la loi ne vise ici que les suites pénales du défaut de l'un des éléments de publicité; conserve-t-elle la même solution quant aux suites civiles, c'est-à-dire prononce-t-elle pour ce même cas, la nullité du mariage?

L'article 191 dit, tout d'abord, que : « Tout mariage qui n'a point été contracté publiquement, et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent peut être attaqué par les époux eux-mêmes, par les père et mère, par les ascendants, et par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, ainsi que par le ministère public ».

La loi admet donc, comme principe, que le mariage qui n'a pas été contracté publiquement est nul. Comme cette publicité se compose de plusieurs éléments, elle est susceptible de plus ou de moins selon que l'un ou plusieurs de ces éléments viennent à manquer. Mais elle n'a pas voulu décider que toute contravention aux règles de la publicité doit nécessairement entraîner la nullité du mariage, elle eût agi d'une manière bien imprudente si elle avait déclaré clandestin et par suite nul, le mariage pour lequel on aurait omis telle ou telle formalité. Elle a laissé au juge un certain pouvoir d'appréciation, c'est à lui qu'il appartient de voir si en fait la publicité a été suffisante. C'est l'article 193 *in fine* qui lui donne ce pouvoir en décidant « que les peines portées par l'article 192 seront encourues par les personnes qui y sont désignées pour toute contravention aux règles prescrites par l'article 165 (1), lors même que ces contraventions ne seraient pas jugées suffisantes pour faire prononcer la nullité du mariage ».

C'est en ce même sens que s'exprimait Boutteville dans un discours au Corps Législatif (2). « S'il s'agit, disait-il, d'un mariage qui n'a pas été contracté avec toute la publicité voulue par la loi, et devant

(1) Art. 165. « Le mariage doit être célébré publiquement devant l'officier civil du domicile de l'une des parties ».

(2) LOCRÉ. *Lég. civile*, tome IV, page 561, n° 22.

l'officier compétent, le législateur semble laisser à la prudence du juge de peser ce que l'intérêt des mœurs et la paix des familles pourraient exiger de la sévérité de son ministère ».

Tous les auteurs accordent aux juges ce pouvoir d'appréciation, car la situation est ici tout autre que pour les autres causes de nullité. La bigamie ou l'inceste, par exemple, sont des causes péremptoires de nullité ; ces vices, en effet, existent ou n'existent pas et, quand leur présence est constatée, elle doit entraîner la nullité du mariage qu'ils entachent, et le juge ne peut, sous aucun prétexte, ne pas en prononcer la nullité.

Ici, au contraire, les tribunaux auront à apprécier jusqu'à quel point la publicité aura manqué.

Tel est le principe qui se dégage de la plupart des arrêts rendus sur cette matière, et nous allons en prendre quelques-uns se rapportant à chaque élément de publicité.

Le mariage doit, en principe, être célébré dans la maison commune, c'est-à-dire à la mairie. Qu'arrivera-t-il si l'officier de l'état-civil le célèbre en un endroit autre que celui désigné par la loi, dans sa propre maison, par exemple, ou dans la demeure de l'une des parties ? Pourrait-on, pour ce seul fait, obtenir la nullité de ce mariage ?

Sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792 (1), le mariage célébré en dehors de la maison commune n'était pas par ce seul fait frappé de nullité. C'est en ce sens que plusieurs arrêts ont été rendus. L'un d'eux, du 13 fructidor an X, a décidé « que le mariage, célébré sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792, n'était pas nul par cela seul qu'il avait été célébré en dehors de la maison commune, sans publications de bans au domicile du mari et sans inscription sur un registre timbré (2) ».

La Cour de Paris adopta la même solution dans son arrêt du 4 ventôse an XII, en décidant que sous l'empire de cette même loi, un mariage n'était pas nul par cela seul qu'il avait été célébré hors de la maison commune, sans publications de bans au domicile du mari et sans inscription sur un registre timbré.

Le Code civil a-t-il changé ces principes? Il est bien certain que l'officier de l'état-civil peut se transporter au domicile des parties quand l'une d'elles est empêchée par la maladie de se rendre à la maison commune pour la célébration de son mariage, car si la célébration dans la maison commune est un des éléments de la publicité, elle ne

(1) Loi relative au mode de constater l'état-civil des citoyens.

(2) SIREY. 1791 — an XII — 1.688.

constitue pas à elle seule toute la publicité. C'est ce que dit Locré dans son *Esprit du Code civil* : « Le mariage célébré hors de la maison commune, et même hors de la commune n'est pas nul, pourvu qu'il l'ait été publiquement et par l'officier civil compétent. Cette décision est la suite du système adopté sur les mariages *in extremis*, qui ne sont pas défendus par le Code, et qu'il ne faut pas rendre impossibles dans le fait en les tolérant dans le droit » (1).

Le jurisconsulte Merlin (2) était du même avis et enseignait que le mariage n'était pas nul par le seul fait d'avoir été célébré en dehors de la maison commune ; la formalité de la célébration dans la maison commune, disait-il, est un des moyens destinés à assurer la publicité du mariage, mais elle n'est pas indiquée comme la condition *sine qua non* de la validité de la célébration, la loi ne la prescrit pas à peine de nullité, la publicité du mariage ajoutait-il, consiste, non à ce qu'il soit célébré dans la maison commune, mais seulement à ce qu'il le soit par l'officier de l'état-civil compétent, en présence de quatre témoins.

(1) LOCRE. *Esp. du C. C.*, tome I, page 97.

(2) MERLIN. *Répertoire de Jurisprudence*, tome X, pp. 634 et ssq.

Les auteurs modernes donnent aussi la même solution.

Quant à la Jurisprudence, elle décide également que le mariage n'est pas nul pour avoir été célébré ailleurs qu'en la maison commune. C'est ainsi que la Cour de Riom a décidé, dans son arrêt du 10 juillet 1829, que le défaut de célébration dans la maison commune n'entraînait pas nécessairement la nullité du mariage, car aucune disposition du Code n'a prononcé la nullité pour le cas où le mariage serait célébré au domicile de l'une des parties contractantes, quand, par ailleurs, le mariage a reçu une publicité suffisante (1).

Un arrêt de la Cour de Bruxelles, du 18 février 1809, avait auparavant donné la même solution en décidant que bien que les époux n'aient pas été dans l'impossibilité absolue de se transporter dans la maison commune, la circonstance que le mariage avait été célébré dans le domicile de l'un d'eux n'était tout au plus qu'une irrégularité qui n'avait pas un caractère de gravité suffisant pour pouvoir sur ce motif, annuler le mariage (2).

Un arrêt de la Cour de Cassation du 22 juin 1814 a décidé également que « si la célébration du

(1) SIREY. 1828-1830.2.297.

(2) DALLOZ. *Répert.*, tome XXXI, page 313, note 1.

mariage dans la maison commune est prescrite par l'article 75 du Code, ni cet article, ni aucun autre de la loi n'attachent à l'inobservation de ce prétexte la peine de nullité du mariage ; que cette inobservation n'est même pas rappelée dans le chapitre IV du titre V du même Code, qui traite des causes qui peuvent donner lieu aux demandes en nullité du mariage. Il a décidé également que la constatation de la publicité était le fait du juge, de telle sorte que s'il lui apparaissait par le rapprochement des autres faits et circonstances que le vœu de la loi était sur ce point suffisamment rempli, il pourrait s'abstenir d'annuler le mariage pour le seul motif de défaut de célébration dans la maison commune (1).

Cet arrêt nous indique clairement qu'il appartient aux juges de décider si, en fait, le mariage a eu une publicité suffisante. Au cas d'affirmative, ils maintiendront le mariage, ils l'annuleront dans le cas contraire.

Plusieurs autres décisions ont donné la même solution, en décidant que la publicité du mariage s'établit par un concours de faits et circonstances dont l'appréciation est laissée aux Tribunaux (2).

La Cour de Toulouse a décidé tout dernièrement,

(1) SIREY. 1812-1814.1.384.

(2) Paris, 5 janvier 1852. DALLOZ. 1852.2.173.

le 7 janvier 1899, que « le fait par un maire de célébrer le mariage en dehors de la maison commune (dans l'espèce au domicile des parties ou au domicile personnel du maire), contrairement aux prescriptions de l'article 75 du Code civil, n'était pas au nombre des infractions punies par les articles 192 et 193 du Code, et ne tombait sous l'application d'aucun texte répressif (1). »

Ce point était intéressant à noter parce que jusqu'à cette époque, les juges avaient toujours fait application au maire et aux parties des articles 192 et 193 du Code civil les condamnant à une amende.

Mais le procureur général près la Cour de Toulouse s'est pourvu en Cassation, et la Cour, après un rapport de M. le conseiller Bard, consacra les anciens principes et décida « que l'officier de l'état-civil qui, sans nécessité absolue, célèbre un mariage ailleurs que dans la maison commune, supprime l'un des éléments de la publicité et contrevient ainsi à l'une des règles prescrites par l'article 165 (2) ».

Le système auquel s'est fixé la jurisprudence nous semble préférable, car l'absence de sanction aurait certainement propagé une pratique qui, pour le même acte de la vie, aurait fait une distinction

(1) Toulouse, 7 janvier 1899. DALLOZ, 1900.2.28.

(2) Cassation, 31 mai 1900. DALLOZ, 1901.1.205.

entre les riches et les pauvres, aurait augmenté les risques de perte des registres par leur déplacement, et enlevé aux époux les garanties de liberté que leur assure la célébration de leur union à la maison commune.

Passons maintenant à l'un des autres éléments de publicité, la présence de témoins à la célébration.

Le mariage d'après l'article 75 doit être célébré en présence de quatre témoins. Ces témoins, nous l'avons vu plus haut, doivent être majeurs. Qu'arrivera-t-il si la célébration du mariage a eu lieu devant deux ou trois témoins, ou si l'un d'eux était mineur ? Le mariage pourra-t-il être annulé pour ce seul motif ?

Ici encore la doctrine et la jurisprudence sont d'accord et décident que cette seule raison ne peut donner lieu à la nullité du mariage quand, par ailleurs, ce mariage a reçu une publicité suffisante : « La présence des témoins remplissant les conditions légales est sans contredit, nous dit Merlin, un des éléments de la publicité de la célébration, mais s'il y a eu sans leur présence une publicité suffisante dans la célébration, le mariage n'en est pas moins valable » (1).

Il est vrai que l'article 75 nous indique parmi les

(1) MERLIN. *Répertoire de Jurisp.*, tome IV, page 614.

formalités prescrites pour la célébration du mariage la présence de quatre témoins, mais ces formalités sont purement réglementaires et non exigées à peine de nullité. Quand elles seront toutes observées, le mariage aura toute la publicité voulue par la loi, mais l'inobservation de l'une de ces formalités ne rendra pas nécessairement le mariage clandestin.

Si la présence de quatre témoins eut été aux yeux de la loi une condition nécessaire à la validité du mariage le législateur l'aurait dit, et aurait attaché la peine de nullité à l'inobservation de sa disposition. Il ne l'a pas fait, les juges ne doivent pas se montrer plus exigeants, en prononçant la nullité.

La jurisprudence a reconnu ce principe, et c'est ainsi que la cour royale de Grenoble, le 27 février 1817 (1), a validé un mariage auquel on reprochait le défaut de publicité pour ce motif que deux témoins seulement avaient assisté à la célébration. Elle a décidé également qu'il était laissé à la prudence du juge de décider d'après les circonstances, si l'inobservation des formalités prescrites par la loi, relatives à la publicité du mariage devait entraîner la nullité.

(1) SIREY. 1815-1818.2.245.

Un autre arrêt de la Cour de cassation, du 21 juin 1814, avait admis le même principe et décidé que le défaut de présence réelle de l'un des quatre témoins qui ont signé l'acte de mariage n'était pas une contravention emportant essentiellement la nullité du mariage, car la présence des témoins n'était qu'un des éléments de la publicité exigée par la loi, et qu'il appartenait aux juges de décider d'après la nature et le rapprochement des faits qui composent la publicité si l'absence de l'un des témoins a pu rendre le mariage clandestin (1).

Il a toutefois été jugé par la Cour royale de Caen, le 13 juin 1819 (2), que la disposition de l'ancien article 37 du Code civil (3), portant que les témoins produits aux actes de mariage ne pourraient être que du sexe masculin, devait être observée à peine de nullité. Ce jugement sévère avait sa raison d'être, car le mariage attaqué avait été célébré en présence de trois femmes et d'un individu du sexe masculin qui n'avait pas signé l'acte. De plus, l'acte de mariage ne faisait aucune mention du lieu où le mariage avait été célébré.

Un mariage peut-il être annulé par le seul fait qu'il a été célébré la nuit ?

(1) Cassation, 21 juin 1814. SIREY. 1812-1814.1.584.

(2) SIREY. 1819-21.2.88.

(3) Depuis la loi du 7 décembre 1897, les femmes peuvent être témoins dans les actes de l'état-civil.

Les auteurs enseignent que rien ne s'oppose à ce que la célébration se fasse la nuit, bien que le vœu de la loi qui exige la publicité ne soit pas aussi bien rempli.

La Jurisprudence admet aussi le même principe. Un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 22 mai 1851 (1), qui avait annulé comme clandestin un mariage célébré à une heure du matin, fut réformé sur appel du ministère public par la Cour de Paris, qui décida, le 13 août 1851, que « le fait d'avoir célébré un mariage devant l'officier de l'état-civil, à une heure du matin, ne rendait pas nécessairement le mariage clandestin », d'autant plus que dans l'espèce, le mariage avait été régulièrement célébré par l'officier de l'état-civil compétent, dans la mairie de la ville, en présence de témoins, après les publications requises, en un mot, avait réuni toutes les conditions de publicité voulues par la loi.

Nous venons de voir, par cette suite d'arrêts, que les juges saisis d'une demande en nullité de mariage pour défaut de publicité ont un certain pouvoir d'appréciation, et doivent voir, si dans le cas qui leur est présenté, le défaut de l'un ou de plusieurs éléments de publicité exigés par la loi rend ou non le mariage clandestin.

(1) DALLOZ. 1852.2.113.

Comme le fait observer certain auteur (1), c'est surtout à propos des mariages *in extremis*, dont nous avons déjà dit quelques mots, que se pose la question de clandestinité.

Ce sont les unions contractées quand l'une des parties est en danger de mort, *in extremis vitae momentis*.

La déclaration de 1639 les avait privées d'effets civils. « Voulons que la même peine (privation des successions), disait-elle, ait lieu contre les enfants qui sont nés de personnes que les pères ont entretenues, et qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie » (2).

L'Edit du mois de mars 1697 confirma la déclaration de 1639 et l'étendit aux mariages des femmes qui épousent *in extremis* un homme avec qui elles ont eu un mauvais commerce.

Ces mariages sont-ils possibles sous l'empire du Code civil? Tous les auteurs admettent l'affirmative qui résulte aussi bien du silence de la loi que des déclarations formelles faites à cet égard par Portalis à la séance du Corps Législatif du 16 ventôse an XI (10 mars 1803). « L'équité comporte-t-elle, disait-

(1) BEUDANT. *Cours de Droit Civil Français*, tome I, pp. 364 et 365.

(2) POTHIER. *Traité du contrat de mariage*, tome VI, n° 429.

il (1), que l'on condamne au désespoir un père mourant, dont le cœur, déchiré par le remords, voudrait, en quittant la vie, assurer l'état d'une compagne qui ne l'a jamais abandonné ou celui d'une postérité innocente dont il prévoit la misère et le malheur ? Pourquoi des enfants qui ont fixé sa tendresse, et une compagne qui méritent sa reconnaissance, ne pourraient-ils pas, avant de recueillir ses derniers soupirs, faire un appel à sa justice ? Pourquoi le forcerait-on à être inflexible dans un moment où il a lui-même besoin de faire un appel à la miséricorde ? En contemplant la déplorable situation de ce père, on se dit que la loi ne peut ni ne doit aussi cruellement étouffer la nature ».

Ces sortes d'unions ont, en effet, le grand avantage d'offrir à deux personnes le moyen de réparer une vie de désordres, de régulariser une union jusque-là incorrecte, et assurer le bénéfice de la légitimité aux enfants nés antérieurement.

Les divers éléments de publicité peuvent très bien n'être pas réunis dans ces mariages, sans que l'on puisse pour cela en obtenir la nullité. Nous avons vu plus haut que tout mariage doit être précédé de deux publications, et que la célébration n'est possible que trois jours après la dernière.

(1) LOCRE. *Législation civile*, tome IV, p. 507, n° 40.

L'officier de l'état-civil pourra, néanmoins, dans le cas qui nous occupe, prendre sous sa responsabilité de procéder à la célébration du mariage sans que la seconde ait eu lieu, peut-être même sans qu'il en ait été fait aucune.

Il lui serait également permis de se rendre au domicile du malade, puisque, dans l'espèce, les parties ne peuvent, sans courir un grand danger, se rendre à la mairie.

Le mariage *in extremis* ne serait pas nul, pour ce motif qu'il a été célébré par le maire de la commune où se trouve le moribond, bien que ni l'un ni l'autre des futurs époux y soit domicilié (1).

Les juges saisis d'une demande en nullité d'une union de ce genre, doivent donc voir, si tout ce que les circonstances ont permis de faire a été accompli, et valider le mariage si les irrégularités sont dues, non pas à un calcul de clandestinité, mais à des exigences démontrées de situation.

Le pouvoir d'appréciation qui appartient aux juges doit être bien compris, et ceux-ci ne peuvent pas ne pas annuler le mariage quand ils ne reconnaissent l'existence d'aucun des éléments qui concourent à la publicité légale. Ils ne peuvent pas, en effet, trouver l'équivalent de cette publicité en

(1) BEUDANT. *Cours de droit civil français*, tome I, p. 365.

dehors des faits qui, d'après la loi, constituent cette publicité.

Ils ne peuvent pas pareillement statuer en tenant compte uniquement de l'intérêt des mœurs et de la famille, car ils n'ont à trancher qu'une question de fait qui est celle de savoir si le mariage a été ou non clandestin, et non pas une question de morale.

De même, ils ne peuvent pas statuer en ayant simplement en vue la bonne foi des époux, elle ne saurait faire que la célébration ne soit pas clandestine, alors qu'elle n'a réuni aucun des éléments qui en assurent la publicité.

Quand donc tous ces éléments font défaut, une conséquence logique s'impose au juge, il doit prononcer la nullité du mariage (1).

Il en serait de même quand, par suite de l'absence de plusieurs de ces éléments de publicité exigés par la loi, le mariage n'aurait pas reçu une publicité suffisante.

Quels sont les effets de la nullité du mariage prononcée par le juge?

La nullité qui résulte de la clandestinité efface le mariage rétroactivement et non seulement pour l'avenir, celui-ci est réputé n'avoir jamais existé.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE. *Traité élémentaire et pratique du Droit civil*, tome 2, p. 405.

De cette idée découlent plusieurs conséquences très importantes. La femme n'a plus le droit de porter le nom de son mari, elle reprend son nom de famille. Les enfants, issus du mariage, n'ont pas la qualité de légitimes, et ceux qui sont nés antérieurement à l'union ne sont pas légitimés. L'article 331 du Code Civil dit, il est vrai, que les enfants reconnus sont légitimés par le mariage subséquent de leurs auteurs, mais la légitimation s'évanouit avec sa cause.

Les conventions matrimoniales des époux sont rétroactivement anéanties et ne produisent aucun effet ; les donations que se sont faites les conjoints dans leur contrat, ainsi que celles qui leur auraient été faites par des tiers ne sont pas maintenues.

Il faut cependant considérer que le mariage existait avant son annulation, et avait créé un état de fait dont il n'est pas possible de faire abstraction.

C'est ainsi que le mariage déclaré nul fait obstacle à ce que la femme contracte une nouvelle union avant l'expiration du délai de viduité. L'article 228 ne vise que le cas de dissolution du mariage, mais il y a ici les mêmes motifs pour imposer un tel sursis, raison de convenances d'abord, et crainte de confusion de paternité (1).

(1) Article 228. — La femme ne peut contracter un nouveau mariage, qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

Il faudra ensuite régler la communauté d'intérêts qui a existé entre les conjoints depuis la célébration du mariage jusqu'à son annulation, mais cette liquidation se fera en appliquant les règles du droit commun des sociétés, et non pas celles du contrat de mariage.

Les effets rigoureux que nous avons énumérés plus haut, et notamment la rétroactivité de l'annulation, sont en partie suspendus au cas de mariage putatif, c'est-à-dire quand les époux ou simplement l'un d'eux ignoraient le vice dont était affectée leur union.

Mais il arrive très rarement que le mariage soit absolument clandestin, aussi, en pratique les juges font-ils un très large usage de leur pouvoir d'appréciation, et maintiennent très souvent le mariage quand il a été contracté librement par les parties, et en pleine connaissance de cause, et qu'aucune condition de fonds ne fait défaut (1).

On ne trouve qu'un très petit nombre d'arrêts qui aient annulé un mariage pour clandestinité. L'un fut rendu par la Cour de Cassation le 9 mars 1831 (2), mais Sirey l'a fait suivre d'une longue protestation, dans laquelle il disait notamment que cet arrêt était

(1) PLANIOL. *Traité élémentaire de Droit civil*, 2^e éd., tome III, pages 119 et 120.

(2) Cassation, 9 mars 1831. SIREY, 1831.1.142.

un acte de sévérité sans objet, étonnant pour les mœurs publiques autant que douloureux.

Le maintien du mariage est en effet de beaucoup préférable aux rigueurs de l'annulation, d'ailleurs, comme le disait Tronchet au Conseil d'État (1), « l'omission des formalités qui ne sont que de simples moyens de publicité ne blesse pas l'essence du mariage ». L'observation de la loi est suffisamment assurée par les peines portées par les articles 192 et 193 du Code Civil contre l'officier de l'état-civil et les parties.

APPENDICE

MARIAGES SECRETS

Nous avons vu que le mariage clandestin est celui qui n'a pas été contracté avec toute la publicité voulue par la loi après les publications d'usage.

Il faut bien se garder de confondre avec celui-ci le mariage secret, qui est celui qui, contracté avec toute la publicité requise, est tenu caché pendant la vie des époux.

Cela peut arriver de plusieurs façons, ou bien leur mariage a passé inaperçu dans le mouvement d'une

(1) LOCRÉ. *Législation civile*, tome IV, p. 419.

grande ville, où les époux sont allés, après leur mariage, s'établir dans une ville où ils n'étaient pas connus auparavant (1).

Ce mariage est-il valable? Produit-il les mêmes effets que le mariage ordinaire?

Une déclaration du roi Louis XIII, de 1639, privait des effets civils ces mariages que l'on tenait secrets. Elle disait dans son article 5 : « Déclarons les enfants qui naîtront de ces mariages, que les parties ont tenu jusqu'ici, ou tiendront à l'avenir cachés pendant leur vie, qui ressentent plutôt la honte d'un concubinage, que la dignité d'un mariage, incapables de toutes successions, aussi bien que leur postérité (2). »

Les mariages qui avaient été célébrés par le curé de l'une des parties, en présence des témoins réglementaires, étaient valables ; les époux étaient régulièrement mariés, mais ils ne produisaient aucun effet civil, et les enfants qui en naissaient étaient incapables de recueillir toutes successions, non seulement celle de leurs pères et mères, mais même celle de leurs parents collatéraux.

Les petits enfants ne pouvaient pas davantage recueillir ces successions, car en vertu de la règle :

(1) PLANIOL. *Traité élémentaire de Droit civil*, tome III, p. 120.

(2) POTHIER. Tome VI, n° 426.

Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet, les enfants ne pouvaient pas, transmettre à leur postérité, les droits de parenté civile qu'ils n'avaient pas eux-mêmes.

La veuve qui avait participé à cette clandestinité était, elle aussi, et à plus forte raison, privée des effets civils du mariage, c'est ainsi qu'un arrêt du 26 mai 1705, rapporté par Pothier (1), a déclaré déchu de son douaire et autres avantages matrimoniaux une veuve dont le mariage avait été tenu secret pendant tout le temps qu'il avait duré.

Dans notre ancien Droit, ceux qui attaquaient ces mariages devaient en prouver la clandestinité, et Pothier (2) nous indique plusieurs circonstances qui pouvaient l'établir, quand par exemple, la femme n'a pas pris le nom de son mari pendant tout le temps que le mariage a duré, ou que, dans les actes qu'elle a passés depuis son mariage, elle a pris la qualité de fille, ou de veuve d'un précédent mari. Dans ces deux cas, en effet, le public avait de fortes raisons de croire à l'absence de mariage.

Pourquoi avait-on privé d'effets civils ces mariages dans l'ancien Droit?

Le Conseiller d'État Portalis nous en donne les

(1) POTHIER. Tome VI, n° 428.

(2) *Ibid.*, n° 427.

raisons dans son exposé des motifs sur la loi relative au mariage. « Le législateur, en flétrissant les mariages secrets, craignait pour l'éducation des enfants nés d'une union tenue cachée ; il craignait même pour la certitude de leur naissance ; il voulait parer au scandale que peut faire naître la vie commune de deux époux, quand le public ne connaît pas le véritable lien qui les unit et les rapproche, il voulait surtout, d'après l'extrême différence qui existait alors dans les rangs et les conditions des citoyens, prévenir ces alliances inégales qui blesaient l'orgueil des grands noms, ou qui ne pouvaient se concilier avec l'ambition d'une grande fortune.

» C'est par la conduite des époux que l'on jugeait du secret de leur union. Un mariage célébré selon les formes, a toujours une publicité quelconque, mais on ne comptait pour rien cette publicité d'un moment si elle était démentie par la vie entière des conjoints » (1).

Si l'on n'avait pas frappé ces sortes de mariage dans leurs effets, beaucoup de personnes se seraient mariées effectivement, mais auraient caché leur union, pour ne la révéler qu'au moment de la mort de l'un des époux.

(1) LOCÉ. *Législation civile et criminelle de la France*, tome IV, page 504.

Actuellement, les motifs que nous indique Portalis n'existent plus. Les époux ne peuvent plus facilement tenir cachée une union qu'ils ont contractée publiquement, en présence de l'officier de l'état-civil, à la maison commune et en présence des témoins (1).

Les officiers de l'état-civil, par ailleurs, ne peuvent pas donner directement de dispenses de publications, comme le faisaient les ecclésiastiques dans l'ancien Droit, alors qu'ils étaient seuls compétents pour la célébration des mariages. Même pour une dispense de l'une des deux publications qui doivent précéder le mariage, ils doivent en faire la demande au procureur de la République.

Le Code civil n'a aucune disposition relative aux mariages secrets ; malgré cela, les auteurs sont unanimes à reconnaître que l'ordonnance de Louis XIII a été implicitement abrogée par les lois des 20 septembre 1792, 12 brumaire et 17 nivôse an II.

D'ailleurs, nous ne voyons plus aucun motif légal pour priver des effets civils un mariage qui a

(1) Dans l'ancien Droit, quand la célébration du mariage était de la compétence des ecclésiastiques, les parties avaient un moyen facile de tenir leur union cachée, car si le mariage devait être célébré publiquement, les dispenses étaient très faciles à obtenir.

été valablement contracté dès son principe. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Agen, du 8 novembre 1822 (1), a décidé « qu'un mariage valablement contracté devait, bien qu'il soit resté constamment tenu secret par les époux et qu'il soit ignoré des tiers, produire les effets civils entre les époux ».

Mais le mariage ne produit pas seulement des effets entre les époux. Ceux-ci sont journellement en relations d'affaires avec les tiers et contractent avec eux. Il peut arriver que les époux, en tenant leur mariage secret, portent préjudice à ceux avec qui ils ont contracté. En règle générale, une femme mariée ne peut passer de contrat sans l'autorisation de son mari, elle ne peut pas par exemple aliéner, ni faire une donation, ni faire une constitution d'hypothèque sans cette autorisation.

Si la partie avec laquelle la femme a traité exigeait l'accomplissement du contrat, cette dernière pourrait-elle s'y refuser sous prétexte qu'elle n'a pas été autorisée de son mari? Non, car les époux en tenant leur union cachée, ont induit en erreur les tiers qui ont contracté avec eux, et doivent par conséquent réparer le préjudice qu'ils ont pu causer. Ce n'est qu'une application de l'article 1382 du Code Civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à

(1) AGEN. 8 novembre 1822. SIREY. 1832.2.563.

autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

On comprend d'ailleurs très bien, comme le dit M. Baudry-Lacantinerie, que la réparation la plus adéquate de ce préjudice pourrait consister à priver les époux du droit de se prévaloir à l'égard des tiers de leur titre et de certains des effets civils du mariage, notamment sous le rapport de l'incapacité de la femme mariée (1).

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE. *Traité théorique et pratique de Droit civil*, tome II, page 408.

CHAPITRE III

De la publicité du mariage dans quelques pays étrangers.

Puisque nos nationaux peuvent se marier à l'étranger, en se conformant à la règle *Locus regit actum*, il nous a paru intéressant d'examiner, dans ce chapitre troisième, comment la publicité du mariage est organisée dans quelques pays étrangers.

ALLEMAGNE

Article 1316 et suiv. du nouveau Code civil promulgué le 18 août 1896, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900 (1).

La célébration du mariage doit être précédée d'une publication (Aufgebot) qui perd sa valeur s'il n'est

(1) Raoul DE LA GRASSERIE. Code civil allemand et Loi d'introduction.

pas procédé au mariage dans les six mois suivants. La publication peut être omise au cas de mariage *in extremis*. Des dispenses de publications peuvent d'ailleurs être accordées.

Le mariage est conclu par le fait que les fiancés se présentent personnellement et simultanément devant un officier de l'état-civil et déclarent vouloir se prendre pour mari et femme. Les témoins des fiancés présents à la célébration ne peuvent être ni des mineurs, ni des personnes privées de leurs droits civiques.

Le mariage ne peut être célébré que devant un officier d'état-civil compétent. Or, est compétent, celui dans le district duquel l'un des fiancés a son domicile ou sa résidence habituelle. Si aucun des deux fiancés n'a dans le pays ni domicile ni résidence habituelle, et si, d'un autre côté, un seul d'entre eux est allemand, l'officier compétent est désigné par l'autorité supérieure, chargée de la surveillance de l'état-civil dans l'état confédéré par le Chancelier de l'Empire. Le mariage peut aussi être valablement célébré devant l'officier de l'état-civil d'un autre district, en vertu d'une autorisation écrite de l'officier compétent.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

(Loi du 2 novembre 1888, qui modifie le Code civil et qui est en vigueur depuis le 1^{er} avril 1889). Il n'y a mariage qu'autant que les parties ont donné leur consentement exprès devant l'officier de l'état-civil. Le consentement peut être donné, soit en personne, soit par l'entremise d'un fondé de pouvoir spécial. Le mariage doit être précédé de publications. Les règles posées par la loi, quant au mode de célébration, ne présentent aucune particularité intéressante à relever (1).

AUTRICHE-HONGRIE (2)

AUTRICHE. — a) *Mariage religieux* (art. 70 et ssq. du Code civil). Les publications doivent être faites trois dimanches ou jours de fête, au service ordinaire de la paroisse de chacun des deux époux. Lorsque ces derniers ou l'un d'entre eux n'ont pas six semaines de résidence dans la paroisse où le mariage doit être célébré, la publication doit être faite à leurs précédents domiciles. Si le mariage n'est pas célébré

(1) FUZIER-HERMAN. *Répertoire général alphabétique du Droit français*, tome XXVII, nos 1461 et ssq., au mot Mariage.

(2) *Ibid.* Mariage, nos 1475 et ssq.

dans les six mois, à partir des publications, celles-ci doivent être renouvelées. La déclaration solennelle du consentement au mariage doit être faite devant le ministre du culte auquel ressortit l'un des époux.

b) *Mariage civil*. — Il est organisé par les lois du 25 mai 1868 et du 9 avril 1870. Cette dernière loi organise, pour les personnes qui ne professent aucun culte reconnu, le mariage civil obligatoire (1).

Si le ministre du culte refuse de faire les publications et de procéder au mariage conformément au Code civil, à raison d'un empêchement non prévu par ledit Code, les fiancés peuvent s'adresser aux autorités civiles.

Les autorités compétentes sont les autorités de district, ou, dans les villes qui ont des statuts municipaux propres, les autorités municipales dans la circonscription desquelles le ministre du culte qui refuse son concours a sa résidence officielle.

Pour pouvoir requérir l'intervention des autorités civiles, les parties doivent justifier du refus du ministre du culte, soit par une pièce émanée de lui, soit par l'affirmation de deux témoins demeurant dans le district.

HONGRIE. — La législation sur notre matière est

(1) *Annuaire de Législation Étrangère*, 1871, page 281.

en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1895. La publication doit être faite au domicile habituel des futurs époux, et s'ils n'y résident pas depuis trois mois, à leur domicile antérieur.

Elle résulte : 1° de l'affichage pendant 14 jours du mariage projeté, en un lieu public, à la résidence officielle du préposé aux registres et à la maison commune ; 2° d'une proclamation orale faite à la maison commune par un membre de l'administration communale, les deux dimanches compris dans la quinzaine ; on ne peut procéder au mariage qu'après l'expiration des trois jours qui suivent le dernier de la publication, et la publication doit être renouvelée si l'on n'y procède pas dans l'année. Le mariage est célébré publiquement devant l'officier de l'état-civil du lieu où l'un des futurs époux, a son domicile ou sa résidence.

L'officier de l'état-civil compétent est : 1° le préposé aux registres ; 2° le premier officier du municipe ; 3° l'administrateur du district ; 4° le bourgmestre des villes à magistrat constitué ; 5° le consul austro-hongrois.

Le ministre du culte ne peut célébrer le mariage religieux avant le mariage civil (1).

(1) FUZIER-HERMAN. *Répertoire*, tome XXVII, au mot « Mariage », nos 1.577 et ssq. — WEISS. *Droit international privé*, tome III, p. 445. *Annuaire législation étrangère*, 1895, p. 355 et ssq., p. 397 et ssq.

BELGIQUE

La loi du 31 décembre 1891 réduit à une seule les deux publications prescrites par l'article 63 du Code civil, tout en maintenant le délai de dix jours entre celle-ci et la célébration du mariage. L'acte de publication doit rester affiché à la porte de la maison commune jusqu'à la date où le mariage peut être célébré, bien que la loi ne le dise pas expressément.

La publication doit être faite soit au domicile, soit à la résidence de chacun des époux, et ceux-ci peuvent se marier dans la commune où l'un d'eux a son domicile ou sa résidence sans condition de durée.

Néanmoins, l'article 5 de la loi du 31 décembre 1891 exige une publication supplémentaire dans certains cas : « Si le domicile actuel n'a pas été d'une durée continue de six mois, la publication sera faite, en outre, au lieu du domicile précédent, quelle qu'en ait été la durée.

» Si la résidence actuelle n'a pas été d'une durée continue de six mois, la publication sera faite au domicile, quelle qu'en soit la durée.

» A défaut de domicile connu dans les cas prévus par les deux paragraphes qui précèdent, la publi-

cation sera faite dans la commune où le futur époux a résidé pendant six mois.

» A défaut d'une résidence continue de six mois, elle sera faite au lieu de la naissance. »

L'article 7 permet au procureur du roi, près le Tribunal de première instance de l'arrondissement duquel les impétrants se proposent de célébrer leur mariage, de dispenser pour des causes graves de la publication et de tout délai.

D'autre part, la publication prescrite par l'article 168 du Code civil (au lieu du domicile de ceux qui doivent consentir au mariage) est supprimée.

Le mariage est célébré publiquement devant l'officier de l'état-civil de la commune et dans la commune où l'un des époux a son domicile ou sa résidence à la date de la publication.

Si le mariage n'est pas célébré dans l'année, la publication doit être renouvelée (1).

BRÉSIL

Le mariage est devenu un contract civil depuis la loi du 24 janvier 1890.

Les futurs époux remettent à l'officier chargé de

(1) *Annuaire de Législation étrangère*, 1892, pp. 603 et ssq.
— WEISS. *Droit international privé*, tome III, page 445. —
Codes belges, collationnés et annotés par Jules DE LE COURT.

la tenue des registres de l'état-civil, les pièces établissant leur capacité à contracter mariage.

L'officier fait les publications de bans réglées par la loi. Si à l'expiration du délai pendant lequel le mariage doit rester affiché, il n'a été formulé aucune opposition, et si, de son côté, l'officier n'a connaissance d'aucun empêchement, il délivre aux parties un certificat valable pour deux mois.

Le mariage a lieu publiquement devant le magistrat désigné par la loi locale en présence de deux témoins.

Sauf le cas de force majeure, on ne peut se marier par procuration. Toutefois, en cas de danger de mort, les parties peuvent se passer de la présence du magistrat et se marier devant six témoins : mais dans les quarante-huit heures, il doit en être dressé procès-verbal devant le magistrat compétent (1).

CHINE

Il n'y a pas de Code civil ; le mariage est célébré suivant certaines règles traditionnelles : le jour du mariage la fiancée est amenée dans la maison de la famille de son fiancé, auquel elle est présentée pour la première fois.

(1) WEISS. *Traité de droit international privé*, tome III, page 446.— *Annuaire de législation étrangère*, 1891, page 924.

Puis devant les parents et amis, on dit certaines prières. Le lendemain, même cérémonie, mais dans la famille de la fiancée.

Le mariage est alors parachevé sans acte écrit, sans aucune intervention d'un fonctionnaire ou d'un prêtre (1).

DANEMARCK

Le ministre compétent pour célébrer le mariage est en principe celui du domicile de la future épouse. La loi exige bien des publications, mais les dispenses s'obtiennent aisément (2).

ESPAGNE

En dehors du mariage canonique, seul permis aux catholiques, produisant tous les effets civils, et qui se célèbre en présence du juge municipal compétent, afin que celui-ci s'assure de l'inscription immédiate sur le registre, il y a le mariage purement civil qui est réglé par les articles 86 et suivants du Code civil.

Le mariage projeté est affiché pendant 15 jours dans toutes les localités où les intéressés ont eu

(1) FUZIER-HERMAN. *Répertoire*, tome XXVII, au mot « Mariage », nos 1681 et ssq.

(2) *Ibid.*, au mot « Mariage », nos 1725 et ssq.

leur domicile ou résidence dans les deux dernières années (article 89).

A l'expiration de ce délai le juge municipal peut procéder au mariage. Si la célébration tarde plus d'une année (1) il faut renouveler les publications (article 96).

ÉTATS-UNIS

On applique encore, dans la plupart des États de l'Amérique, les règles de l'ancienne *Common law* anglaise. On procède au mariage sur une licence délivrée par l'officier compétent (Albana-Connecticut).

Certains États cependant ont conservé l'ancien usage d'annonces officielles des mariages projetés, soit aux services divins du dimanche (Floride, Géorgie, Texas, Virginie, etc.), soit devant l'assemblée communale (Louisiane, Massachusset, Ohio, etc.). Quant à la célébration, les dispositions contenues dans les statuts locaux s'accordent toutes sur un point, à savoir que l'intervention d'un ministre de la religion est requise en première ligne, sinon exclusivement, et que celle d'un fonc-

(1) FUZIER-HERMAN. *Répertoire de Droit Français*, t. XXVII, au mot « Mariage », n° 1731 et ssq. — ROGUIN. *Traité de Droit civil comparé*, t. I, p. 127. n° 100. — E. LEHR. *Eléments de Droit civil Espagnol*.

tionnaire laïque ne l'est qu'à titre subsidiaire, dans le cas où il n'est pas possible de recourir à un ecclésiastique. La Cour suprême des États-Unis admet même qu'un mariage par pur consentement est valable dans l'ensemble des États-Unis, excepté dans les quelques États dont la législation se prononce expressément en sens contraire (1).

GRANDE-BRETAGNE

Le fond de la législation sur notre matière date de l'acte de 1836 que fit adopter John Russell (2).

ANGLETERRE. — Trois publications doivent être faites de dimanche en dimanche dans la paroisse où le mariage va être célébré. On ne peut les faire que dans une localité où l'une des parties réside depuis sept jours au moins avant la première des trois. Un certificat constatant l'accomplissement de ces publications est délivré aux parties, de plus, le mariage doit être célébré dans les trois mois de la délivrance de ce certificat. Cette célébration a lieu, soit à l'Église anglicane suivant le rituel de cette Église,

(1) FUZIER-HERMAN. *Répertoire*, tome XXVII, au mot « Mariage », nos 1838 et ssq.

(2) ROGUIN. *Droit civil comparé*. « Le Mariage », page 118.
— FUZIER-HERMAN. *Répertoire*, tome XXVII, au mot « Mariage », nos 1915 et ssq.

soit dans une « église enregistrée » (Église enregistrée : lieux de cultes dissidents) du district ou dans le bureau du Registrar (officier d'état-civil), en présence du superintendant Registrar et de deux témoins. Dans tous les cas le mariage est constaté par une inscription sur les registres *ad hoc*, tenus par l'ecclésiastique compétent ou par le Registrar.

ÉCOSSE.— Les bans sont proclamés trois dimanches de suite dans l'église paroissiale. Un certificat est délivré aux intéressés qui peuvent alors faire célébrer leur mariage par un ecclésiastique appartenant à l'église d'Ecosse. Dans les trois jours de la célébration du mariage, le ministre qui y a procédé doit transmettre l'acte de mariage au registrar qui l'inscrit sur un registre *ad hoc* (1).

GRÈCE

Pour se marier il faut l'autorisation de l'évêque. Dans les dix jours de la célébration du mariage par l'ecclésiastique compétent, les époux, le prêtre et deux témoins choisis de préférence parmi ceux qui ont assisté à la noce se présentent devant l'officier de l'état-civil, pour rédiger l'acte (2).

(1) WEISS. *Droit international privé*, tome III, page 440.

(2) FUZIER-HERMAN. Tome XXVII, au mot « Mariage », n° 2111 et ssq. — CLUNET. *Journal de Droit international privé*, année 1896, page 60.

ITALIE

Code civil, article 70 et ssq. (1).

Le mariage civil a été établi dans toute l'Italie par le Code civil de 1865.

Il est précédé de deux publications faites par les soins de l'officier de l'état-civil dans la commune où chaque époux a sa résidence, et si la résidence dure depuis moins d'un an dans la commune de la résidence antérieure. Le mariage ne peut être célébré ni avant le quatrième jour de la première publication, ni après le cent quatre-vingtième. Il est procédé à l'union des futurs époux par l'officier de l'état-civil du domicile ou de la résidence de l'un des époux. Au cas où l'une des parties est hors d'état de se transporter à la maison commune, l'officier de l'état-civil peut se rendre avec son secrétaire dans le lieu où se trouve cette partie, et là, en présence de quatre témoins, procéder à la célébration.

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Le livre 1^{er} du Code civil de Monaco, promulgué le 21 décembre 1880 et entré en vigueur le 1^{er} janvier

(1) Le Code civil italien et le Code Napoléon, par Huc et ORSIER, tome III, p. 22 et ssq.

suivant, règle notre matière, et ses auteurs se sont inspirés presque uniquement du Code civil français, dont ils ont adopté la division et reproduit souvent textuellement ses articles.

Nous n'avons donc rien de particulier à signaler, si ce n'est que le domicile, quant au mariage, s'établit par trois mois d'habitation dans la principauté (art. 63), et que ce délai peut même être abrégé par décision du prince (1).

PAYS-BAS

La législation néerlandaise, sur les formes du mariage, reproduit sans changement appréciable les dispositions du Code civil français.

La célébration du mariage est précédée de deux publications, faites deux dimanches consécutifs par l'officier de l'état-civil devant la porte de l'Hôtel-de-Ville. Les publications ont lieu non seulement dans la commune où chacune des parties a son domicile actuel, mais encore si ce domicile n'est établi que depuis 6 mois, dans la commune où elles résidaient auparavant. Le mariage doit être célébré dans l'année à compter de la première publication. Il ne peut être célébré avant le troisième jour depuis la

(1) *Annuaire de Législation Étrangère*, année 1882, p. 406.

dernière ; la célébration est publique. Elle a lieu dans la maison commune, devant l'officier de l'état-civil du domicile de l'une des parties, en présence de quatre témoins. Si l'une des parties ne peut se transporter à la maison commune, le mariage peut être célébré dans une maison particulière, mais en présence de six témoins (1).

PÉROU

Le mariage est un contrat essentiellement religieux. Il est célébré à l'église, conformément aux règles posées par le Concile de Trente. Il est permis de se marier par mandataire. Dans la huitaine de la célébration du mariage, les époux sont tenus d'en faire part à l'officier de l'état-civil, en présence de deux témoins, afin qu'il en dresse acte sur le registre dont il a la tenue (2).

PORTUGAL

Le mariage civil a été réglementé, au Portugal, par la loi du 28 novembre 1878, mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1879.

(1) FUZIER-HERMAN. *Répertoire*, tome XXVII. Mariage, nos 2265 et ssq. — WEISS. *Droit international privé*, tome III, page 450.

(2) FUZIER-HERMAN. Tome XXVII, au mot « Mariage », nos 2349 et ssq.

Les officiers de l'état-civil affichent dans un lieu public, à l'entrée de leur bureau, pendant 15 jours, un placard annonçant l'intention des intéressés. A l'expiration de ce délai, l'officier d'état-civil procède au mariage, en présence de deux témoins, des futurs époux ou de leurs mandataires.

Le nombre des témoins est fixé à six quand le mariage a lieu au domicile de l'une des parties qui, par suite de maladie, ne peut se transporter au bureau de l'officier de l'état-civil (1).

Indépendamment du mariage civil, il y a aussi au Portugal, le mariage religieux, obligatoire pour les catholiques.

ROUMANIE

Tout mariage doit être précédé de deux publications faites à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche devant la porte de l'église paroissiale et celle de la maison commune. Le mariage ne peut être célébré que trois jours francs après la deuxième publication. S'il ne l'a pas été dans l'année qui suit, il est nécessaire de procéder à de nouvelles publica-

(1) FUZIER-HERMAN. Tome XXVII, au mot « mariage », nos 2.375 et ssq. — WEISS. *Droit international privé*. tome III, page 450. — *Code civil portugais*, traduit par Fernand LEPELLETIER.

tions. Le mariage est célébré dans la commune où l'un des futurs époux a son domicile ; ce domicile, quant au mariage, s'établit par six mois de résidence continue dans la commune : il doit être célébré publiquement devant l'officier de l'état-civil de ladite commune en présence de quatre témoins(1). L'article 22 de la constitution du royaume fait de la bénédiction nuptiale une condition de la validité du mariage civil (2).

RUSSIE

La célébration du mariage est précédée de trois publications faites trois dimanches de suite par le pope à l'église, dans la paroisse respective des futurs époux. Le mariage est ensuite célébré à l'église en la présence personnelle des futurs époux, devant deux ou trois témoins, selon les rites de la religion russe. Aussitôt après la cérémonie, le mariage est inscrit sur un registre spécial. Le mariage, en Russie, est un acte essentiellement religieux, il n'y a aucune intervention de l'autorité civile (3). Pour les sectes dissidentes, la loi du 19 avril 1874 a organisé un mariage civil.

(1) FUZIER-HERMAN. Tome XXVII, au mot « Mariage », nos 2412 et ssq.

(2) WEISS. *Droit international privé*, tome III, page 451.

(3) ROGUIN. *Droit civil comparé*, tome I. Mariage, p. 137.

SERBIE

Le mariage s'accomplit selon le rite de l'Eglise grecque par la bénédiction du prêtre en présence de deux ou trois témoins. Puis il en est dressé acte sur le registre des mariages tenu depuis 1830 dans chaque paroisse par le clergé.

Il n'existe en Serbie aucun mariage civil quelconque, et personne ne peut s'unir sans recourir à l'intervention du ministre d'une communauté reconnue (1).

SUÈDE ET NORWÈGE

SUÈDE. -- Le mariage est précédé de trois publications faites de dimanche en dimanche dans la paroisse où habite la fiancée. La célébration du mariage peut avoir lieu deux jours après les publications. On observe le rituel de l'Eglise luthérienne. si l'une des parties n'appartient pas à l'église luthérienne, le mariage peut être célébré dans les villes devant le maire, et à la campagne devant le chef du district. Dans ce cas le maire ou le chef de district avertit dans les six semaines le pasteur du

(1) ROGUIN. *Droit civil comparé*, tome I, Mariage, p. 137.

domicile de l'époux appartenant à l'Eglise luthérienne, et le préposé au registre qui existe dans chaque paroisse pour l'autre époux.

NORWÈGE. — Le mariage se contracte en la forme religieuse pour ceux qui appartiennent à l'Eglise luthérienne. Il est célébré par le pasteur, dans l'église du domicile de la femme. Pour ceux qui ne professent pas la religion luthérienne, le mariage est contracté devant un notaire public (1) (loi du 16 juillet 1845).

SUISSE

La matière est réglée par la loi du 24 décembre 1874, sur l'état-civil et le mariage.

La célébration du mariage est précédée de publications par voie d'affiches ou par voie d'insertion dans le *Journal Officiel*. Cette publication dure quinze jours.

A l'expiration de ce délai, l'officier de l'état-civil du domicile du futur époux délivre un certificat de

(1) Pour la Suède. *Annuaire de la Législation Etrangère*, 1874, p. 417. — FUZIER-HERMAN. Tome XXVII, au mot « Mariage », nos 2549 et ssq.

Pour la Norwège. FUZIER-HERMAN. Tome XXVII, au mot « Mariage », nos 2549 et ssq. — ROGUIN. *Droit Civil comparé*, Le Mariage, page 122.

publication qui reste valable pendant six mois pour la célébration du mariage.

Le mariage a lieu publiquement dans la salle d'un bâtiment d'administration publique, en présence de deux témoins (1).

(1) WEISS. *Droit International privé*, tome III, page 455.
Annuaire de la Législation Etrangère, 1875, page 715.

CHAPITRE IV

Publicité du mariage des Français qui se marient à l'Étranger.

Toutes les législations regardent aujourd'hui le mariage comme un droit naturel qui doit être accessible à tous et dont on ne doit pas priver l'étranger (1).

Le Français pourra donc se marier en dehors de son pays et l'étranger pourra de même contracter mariage en France. Mais à quelles formalités le Français qui veut se marier à l'étranger devra-t-il satisfaire pour que son union soit regardée comme

(1) Ce droit n'a pas toujours été reconnu aux Français sans réserves. Les déclarations du 16 juin et du 6 août 1685, interdisaient, en effet, le mariage des Français à l'étranger, sauf autorisation spéciale donnée par le Roi. La loi du 20 septembre 1792 les ayant abrogées, on avait proposé dans le projet du Code civil d'exiger que l'un des époux, au moins, eût à l'étranger une résidence de six mois, mais cette proposition fût écartée sur quelques observations du premier Consul.

valable sur le territoire français et par les juges français ? et plus spécialement, pour rester dans le cadre de notre sujet, de quelle publicité son mariage devra-t-il être entouré ?

La forme d'un acte, a dit M. de Savigny (1), est suffisante dès qu'elle s'accorde avec la loi du lieu où intervient l'acte juridique.

En d'autres termes les formalités du mariage sont en principe réglées par la loi du lieu de la célébration. Les raisons générales qui ont fait prévaloir la règle *locus regit actum* dans le Droit moderne, sont ici particulièrement puissantes. Le droit au mariage est, en effet, le premier de tous les droits naturels, et en subordonner la jouissance à l'observation des formes prescrites par la loi personnelle des futurs époux, serait, trop souvent, le rendre impossible au grand détriment des mœurs et de l'ordre public (2).

Que les parties observent la *lex loci*, la loi sera satisfaite et le mariage valable en France ; l'article 170 ne se préoccupant nullement du point de savoir si la *lex loci* exige, pour la validité des mariages, des cérémonies civiles ou religieuses, les cérémonies

(1) SAVIGNY. *System des heutigen romischen Rechts*, tome VIII, § 381, page 344. Traduction GUENOUX, sous le titre *Traité de Droit romain*.

(2) WEISS. *Droit international privé*, tome III, p. 457.

religieuses, de nul effet en France, donneront naissance à un mariage valable, même aux yeux de la loi française si ces cérémonies sont imposées par la loi du lieu où l'union est conclue.

Les mariages *solo consensu*, contractés par des Français en Ecosse et dans quelques autres pays du même groupe, seraient également valables en France.

En vain invoquerait-on les termes de l'article 170 qui, en ne parlant que des mariages « célébrés dans les formes usitées dans le pays », paraît avoir exclu de ses prévisions l'union contractée *solo consensu* et réservé le bénéfice de la règle *locus regit actum* aux seuls mariages dont la conclusion s'affirme par une célébration solennelle.

Peut-être, en effet, les rédacteurs du Code Civil n'ont-ils eu que ces mariages en vue, et ont-ils oublié qu'il existe des législations où le mariage est indépendant de toute formalité. Mais leur intention n'est pas douteuse; ils ont voulu rendre le mariage accessible aux Français en quelque endroit qu'ils se trouvent; ils ont voulu les faire profiter en tous lieux de la règle *Locus regit actum*; leur intention serait méconnue, si l'on prétendait, sous le prétexte que la loi locale réduit à rien ou à presque rien les formalités du mariage, déclarer nos natio-

naux incapables de se marier sur le territoire qu'elle régit (1).

Mais cette règle n'est pas absolue, son domaine est parfois restreint, et il l'est notamment lorsqu'une prescription du droit positif en a formellement modifié l'application, lorsqu'une loi oblige ses sujets à l'étranger à remplir, outre les formalités locales, certaines formalités nationales.

Or, c'est précisément une telle disposition que présentent les articles 170 et 171 du Code civil : le Français qui se marie à l'étranger doit faire en France les publications prescrites par l'article 63 ; il doit en outre, dans les trois mois de son retour en France, faire transcrire sur le registre public des mariages du lieu de son domicile, l'acte de célébration de son mariage contracté en pays étranger.

L'étude de ces deux prescriptions fera, en tant qu'elles se rapportent à notre sujet, l'objet des deux sections de notre chapitre (2).

(1) WEISS. *Droit international privé*, tome III, pp. 458 et 459.

(2) Nous disons « en tant qu'elles se rapportent à notre sujet », car c'est une question controversée que celle de savoir si la transcription prescrite par l'article 171 est bien un mode de publicité destiné à porter à la connaissance des citoyens Français les mariages des nationaux célébrés à l'étranger.

SECTION PREMIÈRE

DES PUBLICATIONS EN FRANCE DU MARIAGE DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

Aux termes de l'article 170 du Code civil « Le mariage contracté en pays étranger entre Français, sera valable s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63 au titre. *Des actes de l'état-civil*, et que le Français n'ait point contrevenu aux dispositions contenues du chapitre précédent ». (1)

Cet article, avons-nous dit, renferme une exception à la règle « *Locus regit actum* », car les publications font certainement partie des formes relatives

(1) La loi du 29 novembre 1901 a ajouté à l'article 170 deux paragraphes ainsi conçus :

« Il en sera de même du mariage contracté en pays étranger entre un Français et une étrangère, s'il a été célébré par les agents diplomatiques ou par les consuls de France conformément aux lois françaises.

» Toutefois les agents diplomatiques ou les consuls ne pourront procéder à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère que dans les pays qui seront désignés par décrets du Président de la République. »

à la célébration du mariage; le mariage célébré conformément à la loi étrangère, eût dû en être dispensé.

Cette exception est cependant très bien justifiée par ce motif que les publications tendent particulièrement à faire connaître la capacité personnelle des parties, à rendre impossible tout mariage contraire à la loi, en portant le projet d'union à la connaissance de ceux qui ont le droit d'y former opposition. Le législateur assure ainsi, de la manière la plus efficace, l'exécution des prescriptions de la loi relatives aux conditions de capacité requises pour la validité du mariage.

Il s'ensuit que, malgré le silence de l'article 170, c'est en France que doivent être faites ces publications; le but que s'est proposé le législateur ne serait pas atteint si ces publications devaient être faites à l'étranger.

L'article 166 ne peut d'ailleurs pas obliger le Français à l'étranger à faire des publications là où il se trouve, car la loi du lieu où le mariage doit être contracté, gardienne des intérêts de ses sujets, a seule qualité pour ordonner des publications sur son territoire (1).

Nous ne sommes pas cependant dépourvus de tout

(1) WEISS. *Droit International privé*, tome III, page 461.

fondement légal à ce sujet; l'article 170, en renvoyant à l'article 63 qui organise le mode de publications en France, dit, en effet assez clairement, que ces publications doivent être faites en France.

Une autre question se pose, dès lors, qu'il y a lieu de résoudre immédiatement.

Dans quelles communes cette formalité devra-t-elle être remplie ?

« Est-ce dans celle du domicile du futur époux (art. 166) ou bien encore, se demande Demolombe (1), dans celle de sa résidence, si elle est distincte (art 167) et dans celle du domicile de ceux sous la puissance desquels il se trouve relativement au mariage ? N'hésitez pas à répondre, dit-il, que les publications doivent être faites partout où elles devraient l'être si le mariage était célébré en France; l'article 63 ne dit pas dans quels lieux les publications seront faites, c'est l'objet des articles 166-168; le renvoi fait par l'article 170 à l'article 63 nous force de recourir à l'article 166, et dès lors inévitablement aussi aux articles 167 et 168. Il est d'ailleurs évident qu'on ne saurait, sans inconséquence, donner moins de publicité au mariage célébré en pays étranger qu'au mariage célébré en France. »

(1) DEMOLOMBE. *Code civil*, tome III, page 320, n° 220.

Ces publications se feront donc dans l'endroit de la France où le Français a eu en dernier lieu son principal établissement. Si au moment où il a quitté la France il avait son principal établissement en un lieu et six mois de résidence en un autre, c'est en ces deux endroits que les publications devront être faites.

Et dans le cas où le Français serait relativement au mariage sous la puissance d'autrui, des publications devraient être faites à la municipalité de ceux sous la puissance desquels il se trouve.

Si le Français avait son domicile à l'étranger et y résidait depuis plus de six mois, devrait-il encore faire des publications en France ?

L'article 170, par la généralité de ses termes, semble bien emporter une solution affirmative. De plus, admettre la négative aurait pour effet de soustraire le mariage à toute publicité en France au cas où le Français n'a plus de parents dont le consentement lui soit nécessaire, et échappe, par conséquent, à l'obligation imposée par l'article 168.

Si, cependant, le Français n'avait jamais eu de domicile en France et ne fût pas sous la puissance d'autrui, il est certain qu'il ne serait pas nécessaire de publier son mariage en France.

Il résulte même de la discussion au Conseil

d'État (1), que le Français qui se trouve depuis de longues années établi en pays étranger sans avoir conservé d'habitation en France, est dispensé d'y faire publier son mariage, et cette opinion prévaut en jurisprudence. En effet, sur appel d'un jugement du Tribunal consulaire de Beyrouth, la Cour d'Aix, par son arrêt confirmatif du 16 janvier 1895 (2), a décidé que l'on ne saurait reprocher à un Français, établi à l'étranger, de n'avoir pas fait faire les publications en France, alors qu'il n'y avait jamais résidé et que sa famille n'y avait conservé aucun domicile.

Notons en terminant cette discussion, et avant d'aborder la sanction de l'obligation pour les Français à l'étranger de procéder aux publications en France, que cette obligation ne les dispense pas de publier leur mariage sur le territoire étranger, dans les formes étrangères et conformément aux prescriptions locales; il serait, en effet, contraire à la règle : *locus regit actum*, et au principe de l'indépendance réciproque des nations, que les publications faites en France puissent remplacer les publications exigées par la loi du pays, que celle-ci fussent considérées comme faisant double emploi avec les premières.

(1) LOCRÉ. *Législation civile*, tome IV, pages 350-351.

(2) CLUNET. *Journal de Droit international privé*, 1895, page 616.

SANCTION DU DÉFAUT DE PUBLICATIONS

Quelle est la sanction du défaut des publications exigées par l'article 170 ?

L'impression première qui se dégage de la lecture de l'article 170 est, qu'il exprime une condition *sine qua non*, car déclarer le mariage à l'étranger valable « pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63 », n'est-ce pas dire clairement que ce mariage ne sera pas valable, c'est-à-dire sera nul si la formalité prescrite pour sa validité n'a pas été observée ? Les articles 467 et 686 peuvent être invoqués par analogie.

A priori, cette décision paraît rigoureuse, car l'article 192 ne prononce, pour l'omission des mêmes formalités, qu'une simple amende contre les parties et l'officier de l'état-civil.

Mais à cela, disent les partisans de la nullité, ne peut-on pas répondre que la situation visée par l'article 192 est bien différente de celle visée par l'article 170 ? Il est vrai que lorsque le mariage est célébré en France, l'officier de l'état-civil n'est passible que d'une amende, mais cette sanction suffira très probablement à assurer l'exécution de la loi. Au contraire cette garantie n'existe plus si le mariage est célébré à l'étranger ; la peine prononcée

par la loi française ne peut atteindre un officier public étranger. L'article 170 a prévu cette lacune et a voulu assurer par une autre sanction l'obligation de cette formalité.

S'il en était autrement, il suffirait aux français de passer à l'étranger, pour affranchir leur mariage de toutes les conditions imposées par les lois françaises, et pour, en s'abstenant des publications et des actes respectueux exigés, se soustraire soit aux oppositions, soit à l'autorité de la puissance paternelle.

Enfin, ajoutent-ils, si l'on se refuse à voir dans l'article 170 une déclaration de nullité, nous la trouvons dans l'article 191.

Lorsque le mariage est célébré en France, la publicité exigée par la loi comprend plusieurs éléments : les publications, la célébration en un lieu où les parties sont connues, par un officier public dans un bâtiment public, célébration à laquelle le public est admis : tout concourt à publier l'acte ; cette publicité est donc susceptible de plus ou de moins, de là, le pouvoir accordé aux juges, de discerner, si malgré l'absence de l'un de ces éléments, le mariage est ou non clandestin. De là aussi la distinction entre le défaut de publications qui n'est sanctionné que par des amendes (article 192) et le

défaut de publicité qui est sanctionné par la nullité (191).

Mais, lorsque le mariage est célébré à l'étranger tout est changé. L'unique moyen de publicité pour la France consiste dans les publications prescrites par l'article 170, et si ces publications n'ont pas lieu, le mariage est clandestin en France, et comme tel peut être annulé conformément à l'article 191 du Code civil, l'omission de ces formalités résultât-elle de l'ignorance ou de l'oubli (1).

La bonne foi est cependant une circonstance qui, de tout temps, a eu une grande influence sur la validité des contrats, serait-elle complètement bannie en notre matière ?

On ne l'a point voulu et alors on a formulé une doctrine qui va directement à l'encontre de la première opinion et d'après laquelle l'absence de publications ne doit, en aucun cas, entraîner la nullité du mariage.

En vertu de quel texte, disent ses partisans (2), les tribunaux peuvent-ils prononcer la nullité du

(1) En ce sens, DELVINCOURT, tome I, p. 68. — MARCADÉ. Sur l'article 170, n° 2, p. 448, tome I. Paris, 10 décembre 1827. — DALLOZ. 1829.2.214. Cass., 9 mars 1831. — DALLOZ, 1831.1.211. Besançon, 4 janvier 1888. — DALLOZ. 1889.2.69.

(2) MERLIN. *Répert.*, tome XVI, v° Bans de Mariage, n° 2. — MERLIN. *Quest. de Droit*, tome IX, v° Public. de Mariage, § I et II. — VAZEILLE, tome I, n° 158.

mariage des Français contracté à l'étranger en l'absence des publications en France ?

Serait-ce en vertu de l'article 170 ? Mais cet article ne prononce pas la nullité ; il déclare que le mariage sera valable « pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63, au titre des actes de l'état-civil ». Mais au cas d'inaccomplissement de cette condition, quel sera le sort du mariage ? L'article ne le dit pas et ce n'est que par un argument *a contrario*, c'est-à-dire par un argument qui n'est pas, à beaucoup près, toujours concluant, que l'opinion précédente veut en induire la nullité (1).

Cet argument n'est pas, en effet, concluant, car attribuer aux mots « pourvu que » l'effet d'une disposition irritante, c'est donner une portée trop étendue à l'article 170.

Pour être logique il faudrait, en effet, appliquer également la même sanction, toutes les fois que l'un des articles auxquels renvoie l'article 170 n'a pas été respecté, même l'un de ceux qui ne constituent que de simples conditions de forme, l'article 170 ne déclarant le mariage valable « que si » le Français n'a point contrevenu aux dispositions du chapitre précédent, sans faire aucune distinction entre ces

(1) DEMOLOMBE. Tome III, n° 224.

dispositions. Il en serait ainsi notamment au cas de défaut d'actes respectueux.

Or, peut-on raisonnablement admettre la nullité d'un mariage contracté par un Français de trente ou quarante ans habitant un pays éloigné, qui a même fait précéder son union de publications en France, et cela seulement parce qu'il aura omis de requérir le conseil d'un ascendant ? Ce serait là une rigueur incompréhensible, qui résulterait cependant de l'interprétation stricte de l'article 170.

Mais presque personne (1) ne songe à prétendre que l'absence d'actes respectueux, puisse être, pour le mariage contracté à l'étranger, une cause de nullité.

L'absence de publications ne pourra donc pas avoir une sanction plus rigoureuse, puisque c'est la même disposition qui règle, et les actes respectueux et les publications.

Les partisans de la nullité, pour appuyer l'argument *a contrario*, invoquent un argument par analogie tiré des articles 467 et 686 ; nous pouvons combattre, disent les partisans du second système (2) cette analogie par une autre. Les mots « ne pourra être célébré » des articles 64, 65 sont

(1) WEISS. *Droit International privé*, tome III, p. 468.

(2) Voir page 162, note 2,

aussi forts que le « pourvu que » de l'article 170, et cependant personne n'a jamais soutenu que le mariage célébré en violation de ces articles fût entaché de nullité.

Le fondement de la nullité serait-il l'article 191 comme on l'a prétendu ? Mais l'article 191 est inapplicable à un mariage contracté à l'étranger. Sa rédaction démontre en effet, qu'il vise seulement les mariages célébrés en France, et non ceux célébrés à l'étranger. « Tout mariage, y est-il dit, qui n'a point été contracté publiquement et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent peut être attaqué, etc. » Or, si cet article vise le mariage célébré à l'étranger, il faudra décider que le mariage contracté en Ecosse, par le simple consentement conformément à la loi locale, et accompagné en France des actes respectueux et des publications prescrites par l'article 170, est nul néanmoins, parce qu'il n'a pas été célébré devant l'officier public ; à moins qu'il ne soit possible, aux partisans de la première opinion, de ne prendre dans l'article 170 que ce qui est conforme à leur prétention et d'écarter ce qui leur serait contraire.

Et alors une opinion intermédiaire s'est formée, suivant laquelle la question de savoir si l'absence de publications doit ou non entraîner la nullité du

mariage célébré à l'étranger est abandonnée à la sagesse des tribunaux : ceux-ci décideront souverainement, eu égard aux circonstances qui ont précédé, accompagné ou suivi la célébration du mariage.

Un Français se marie-t-il à l'étranger sans avoir fait procéder aux publications en France ? Ce mariage n'est pas nécessairement valable, puisque la condition de la validité n'a pas été remplie, mais il n'est pas nécessairement nul, puisque la loi n'en prononce pas la nullité. Il est annulable et les circonstances de fait qui détermineront la religion des juges seront la bonne ou la mauvaise foi des parties.

L'omission des publications résulte-t-elle d'un simple oubli ou de l'ignorance ? Le mariage pourra être validé ; on échappe ainsi au reproche que l'on fait à la première opinion de ne tenir aucun compte de la bonne foi.

Est-il au contraire prouvé que les époux n'ont pas fait procéder aux publications afin de cacher leur mariage à ceux qui auraient pu s'y opposer, qu'ils sont allés se marier à l'étranger pour se soustraire aux empêchements édictés par la loi française ? Leur mariage pourra être annulé ; on évite ainsi le reproche adressé au deuxième système de permettre aux Français de se jouer des prescriptions de la loi,

et de rendre illusoire le droit d'opposition de leurs parents, en allant¹ se marier à l'étranger.

Tel est le système que la Cour d'Orléans (1) a adopté dans les termes suivants : « Le défaut de publications n'est pas une cause absolue de nullité ; on ne peut l'opposer, si l'omission est le résultat d'une erreur, d'une négligence ou de toute autre circonstance fortuite. Mais il en est autrement lorsqu'il est démontré que c'est avec préméditation et dans un esprit de fraude à la loi que les publications n'ont pas été faites ; cette intention de fraude à la loi peut s'induire notamment de cette circonstance que les contractants ont voulu manifestement, par cette omission, rendre leur union clandestine, la dérober aux regards de la société française et même à la connaissance de leur entourage et de leurs proches parents.

La fraude est dès lors la condition nécessaire pour qu'on puisse introduire devant les tribunaux une demande en annulation d'un mariage célébré à l'étranger ; et il a été décidé (2) que si le mariage incriminé n'a pas été précédé de publications en France, conformément à l'article 170, le demandeur doit établir que cette omission aurait eu lieu dans

(1) Orléans, 14 avril 1886. SIREY, 1886, 2, 191.

(2) Seine, 5 décembre 1883. CLUNET, 1884, p. 293.

le but de faire fraude à la loi française et d'éluder les obligations qu'elle impose aux futurs époux, spécialement au regard de leurs auteurs.

Ainsi donc cette demande ne sera pas forcément recevable, il n'y aura pas nécessairement fraude susceptible d'entraîner la nullité du mariage toutes les fois que le défaut de publications ne résultera ni d'un oubli, ni d'une erreur ; ce mariage ne pourra être annulé que s'il est établi qu'il a été contracté à l'étranger dans l'intention frauduleuse de le soustraire à toute publicité.

D'un côté, le tribunal de Saint-Malo s'est refusé à annuler un mariage, les circonstances de la cause ayant démontré que si les publications n'ont pas été faites en France, « ce n'a pas été ni pour violer la loi, ni pour éviter la publicité, mais par ce double motif que le curé de Saint-Pierre-Port (île de Guernesey) pouvait procéder au mariage sans publications en France, et que cette formalité, jugée par lui inutile, parut, en outre, trop coûteuse à Lebon, qui n'était pas riche (1). »

Le tribunal de Bayonne (2) a aussi refusé de prononcer la nullité d'un mariage contracté à Saint-Hélier (île de Jersey) sans avoir été précédé des

(1) Saint-Malo, 26 avril 1879. CLUNET, 1882, page 206.

(2) Bayonne, 7 janvier 1902. CLUNET, 1902, page 1050.

publications prescrites par l'article 170, « car rien n'établit que ce soit au blâme encouru en s'alliant avec sa future femme ou à l'opposition exprimée par son père, que le mari a entendu se soustraire, en se rendant à Saint-Hélier où la loi du pays n'exige ni publications, ni..., alors qu'aussitôt rentré en France, il s'est hâté de faire transcrire l'acte de mariage sur les registres de l'état-civil français, qu'il a vécu maritalement avec sa femme et qu'il a présenté ses enfants comme des enfants légitimes. »

Le défaut des publications a entraîné, au contraire, la nullité du mariage, comme cela se présentait dans l'espèce soumise à la Cour de Toulouse (1) parce qu'il résultait des circonstances de la cause « que c'était pour faire fraude à la loi française et afin de tenir secret un mariage, qu'étant donnés la différence de condition, comme le genre de vie antérieur de la fiancée, le futur époux avait intérêt à cacher, qu'il s'était rendu à Bosart (2) et y avait procédé à la cérémonie religieuse de son mariage. »

Le Tribunal de la Seine (3) a également prononcé la nullité d'un mariage pour défaut de publications,

(1) Toulouse, 20 juillet 1890. CLUNET 1892, page 1.163.

(2) Bosart, étant une ville espagnole, le mariage avait été célébré devant le curé.

(3) Seine, 10 janvier 1885. CLUNET 1885, p. 89.

parce que les conditions dans lesquelles il avait été préparé, la précipitation et le mystère qui l'avaient entouré, le lieu éloigné dans lequel il avait été contracté, ainsi que l'ignorance dans laquelle avait été laissée longtemps même après sa célébration, la famille du demandeur, tout en un mot concourait à établir que les deux conjoints étaient d'accord pour créer la clandestinité et chercher ainsi à éluder les obligations et les prescriptions qui leur étaient imposées par la loi.

La question de la sanction de l'article 170 est donc en somme, d'après cette opinion, une question de fait que le juge, au fond, apprécie souverainement et qui échappe au contrôle de la Cour suprême.

L'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1887 (1) contient une application de ce système. « Il appartient au juge du fait, lit-on dans cet arrêt, de décider par une appréciation souveraine des faits et circonstances de la cause, si les parties qui sont allées contracter mariage en pays étranger, sans avoir observé les formalités prescrites par l'article 170, et sans se conformer à l'article 171, ont entendu faire fraude à la loi et éluder la publicité exigée par celle-ci ».

A l'appui de cette thèse, on fait valoir une double

(1) D. P., 1888.1.412. SIREY, 1890.1.446.

considération, que M. Weiss (1) résume en ces termes : « On prétend que la règle, *Locus regit actum*, qui valide le mariage contracté par un Français à l'étranger dans les formes locales, est étrangère aux actes faits de mauvaise foi, et ne saurait être invoquée lorsqu'il s'agit de maintenir ou d'annuler l'union que des Français sont allés conclure loin de leur pays, à la seule fin de se soustraire aux formalités exigées par leur législation nationale. On observera de plus, ajoute cet auteur, que de la combinaison de l'article 193 du Code civil avec les articles 165, 191 et 192, il résulte que les tribunaux sont souverains appréciateurs de la clandestinité du mariage, et maîtres de prononcer sa nullité ou son maintien, suivant les circonstances. Or, les prescriptions de l'article 170 ayant avant tout pour objet de rendre publique l'union que des français se proposent de contracter à l'étranger n'en doit-on pas conclure que leur inobservation pourra, au gré du juge, entraîner la nullité du mariage qui n'a jamais été annoncé en France par des publications ?

Ces arguments sont-ils suffisants pour justifier cette opinion intermédiaire ?

(1) WEISS, *op. cit.*, p. 465.

Nous ne le pensons pas, car il semble bien que les tribunaux judiciaires outrepassent dans la circonstance les pouvoirs qu'ils tiennent de la Constitution ou de la loi française. Nos tribunaux n'ont pas, en effet, pour mission de rendre, dans chaque hypothèse, la décision qui leur paraît la plus équitable ; ils n'ont pas mission de faire la loi, de la conformer à l'intérêt général, ni de la modifier. Leur mandat consiste seulement à l'appliquer et à l'interpréter. Or, ne franchissent-ils pas les limites de ce domaine, en s'arrogeant le droit de prononcer facultativement la nullité. De deux choses l'une, ou bien l'article 170 édicte la nullité des mariages contractés en pays étrangers sans la formalité des publications en France, ou bien il n'édicte pas cette nullité. Les tribunaux ont le droit et le pouvoir d'interpréter l'article 170 dans l'un ou l'autre de ces deux sens. Mais en s'attribuant le droit de prononcer facultativement la nullité suivant les cas, ils s'attribuent le droit d'apporter un changement à la loi, de faire une loi nouvelle, et ce pouvoir ne leur appartient pas sous l'empire de la Constitution de 1875, qui est muette à ce sujet, et la loi ne le leur accorde pas davantage.

On peut encore critiquer cette opinion en se plaçant à un autre point de vue, en considérant les

fins de non-recevoir qui, d'après elle, seraient opposables à cette nullité ?

D'après la jurisprudence, en effet, la nullité facultative résultant de l'omission des publications, serait couverte par le consentement ou la ratification postérieure, même tacite, donnée au mariage par les ascendants dans les termes de l'article 183 du Code civil (1), par la cohabitation des conjoints, par la possession d'état d'époux légitimes (article 196) (2), par la survenance d'un enfant commun et surtout par le long temps écoulé sans contestation de la part des intéressés (3).

Spécialement en ce qui concerne la fin de non-recevoir tirée de l'article 196, nous dirons qu'en admettant que ce texte s'applique aux mariages contractés en pays étranger et qu'il puisse être invoqué par d'autres que par les époux, il resté à examiner s'il est vrai que la possession d'état couvre les vices dont la célébration du mariage peut être atteinte, c'est-à-dire si les mots : « de cet acte », qui terminent l'article 196, font allusion non à l'acte écrit, *instrumentum*, qui constate la célébration, mais à

(1) Cass., 15 juin 1887. D., 1888.1.412.

(2) Cass., 14 juin 1845. D., 1845.1. 307 ; 11 mai 1875, D., 1875.1.407. — Amiens, 22 juillet 1886. CLUNET, 1887, p. 188.

(3) Cass., 8 novembre 1853. D., 1854.1.420 ; Paris, 27 avril 1874. D., 1875.2.9.

la célébration elle-même, *id quod actum est*. Or, il faut, comme le dit Demolombe (1) vouloir véritablement fermer les yeux à la lumière pour ne pas voir que l'acte dont parle l'article 196, *in fine*, est l'acte écrit, *l'instrumentum* qui constate la célébration du mariage. Comment ! voilà l'article 196 qui nous dit, dans sa première partie : « Lorsqu'il y a possession d'état et que l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état-civil est représenté » ce qui fait indubitablement allusion à l'acte écrit, *l'instrumentum*, et quand ce même article ajoute : « les époux sont respectivement non recevables à demander la nullité de cet acte » le mot « acte » désignerait autre chose que l'acte dont le législateur vient de parler à l'instant même, autre chose que l'acte écrit constatant la célébration.

Ce caractère purement relatif qu'attribue ainsi la jurisprudence à la nullité du mariage non précédé des publications prescrites par l'article 170 traduit ses incertitudes. Si ce mariage peut être annulé comme entaché de clandestinité ou de fraude, toute personne intéressée a le droit de se prévaloir de cette nullité (art. 191, C. C.). Or, les tribunaux, on ne voit pourquoi, dit M. Weiss (2), n'hésitent pas à

(1) DEMOLOMBE, tome III, pages 501 et ssq.

(2) Pour les références cf. WEISS, *op. cit.*, p. 469, note.

réserver l'action en nullité aux ascendants dont le consentement ou le conseil était requis, ainsi qu'à l'époux qui devait obtenir ce consentement ou ce conseil : ils la refusent aux collatéraux ainsi qu'aux personnes étrangères à la famille (1). De quel droit, d'ailleurs, appliquent-ils à l'action en nullité qu'ils ouvrent aux ascendants pour défaut de publications, la fin de non-recevoir écrite dans l'article 183 du Code civil ? Cette fin de non-recevoir est uniquement relative à la nullité qui découle de l'absence de consentement, elle ne concerne en rien le vice de clandestinité.

On voit par là tout ce que le système de la jurisprudence a de superficiel et d'arbitraire.

Néanmoins cette jurisprudence, qui se montre très large et ne prononce guère la nullité que lorsqu'il y a eu évidemment intention de contrevenir à la loi française, est très favorable, en somme, aux intérêts particuliers. Il arrive, en effet, que les tribunaux, mus par le désir de maintenir un mariage qui a donné naissance à une famille, et par le souci de conserver aux enfants issus de cette union le titre de légitimes, le valident, bien que la fraude initiale soit évidente, bien que cette fraude soit constatée par eux dans leurs motifs, ils le valident,

(1) WEISS, *op. cit.*, page 469.

disons-nous, en appliquant au vice de clandestinité la présomption tirée de l'article 183.

On ne saurait la blâmer de vouloir maintenir un foyer, ni l'inviter à désorganiser une famille, en brisant les liens qui rattachent les divers membres les uns aux autres, mais comme nous l'avons dit précédemment, c'est faire œuvre de législateur plutôt que de juge.

Aussi ce qui paraît ressortir de notre texte et des discussions que sa rédaction a soulevées, dirons-nous avec M. Weiss (1), c'est que le législateur a voulu conserver autant que possible au Français qui contracte mariage à l'étranger la situation qui lui serait faite si son mariage était célébré en France. Or, dans ce dernier cas, l'article 192 punit le défaut de publications d'une amende infligée à l'officier de l'état-civil et aux parties. Pourquoi ne pas admettre la même règle pour le mariage célébré à l'étranger, au moins dans la mesure où elle est matériellement applicable, c'est-à-dire en ce qui concerne les parties.

Certains auteurs (2), il est vrai, s'appuyant sur l'article du Code d'Instruction criminelle, qui subordonne la répression sur le territoire français d'un délit commis en pays étranger par un national, à la

(1) WEISS, *op. cit.*, p. 468.

(2) PIC. *Mariage et Divorce*, page 81.

condition que ce délit soit également puni par la loi de ce pays, soutiennent bien que l'amende édictée par l'article 192 n'est encourue que si la loi du lieu prescrit des publications dans le pays d'origine et sanctionne leur défaut par une pénalité.

Mais cet article n'est pas applicable en l'espèce, on ne peut dire, en effet, que le délit a été commis à l'étranger ; c'est en France que les publications devaient être effectuées, et qu'elles ne l'ont pas été, c'est donc en France que l'infraction a eu lieu et l'amende peut être valablement prononcée par les tribunaux français.

Si les Français à l'étranger se marient suivant les formes locales, devant les autorités locales, il y a tout lieu de croire qu'ils ne seront pas inquiétés au sujet du défaut de publications de leur mariage en France.

Mais il n'en est plus de même, s'ils veulent se marier devant les agents diplomatiques ou consulaires de leur pays ; ceux-ci exigeront très vraisemblablement le certificat constatant qu'ils ont fait procéder aux publications exigées par l'article 170, et ils ne consentiront à célébrer leur mariage que sur la présentation de ce certificat.

Cette obligation de justifier, avant la célébration du mariage, des publications faites au domicile des

futurs époux, et, dans certains cas, à leur précédent domicile et à celui de leurs familles, n'est pas sans inconvénients. Elle occasionne de fâcheuses entraves aux unions légitimes, notamment aux colonies, à cause des longs délais qui en résultent lorsque les familles des intéressés habitent en dehors de la colonie, et lorsqu'il y a lieu d'appliquer, pour les publications, l'un des articles 167 et 168 du Code civil.

Cette situation intolérable, lit-on dans un rapport du ministre de la marine et des colonies (1) est de nature à porter le plus grand préjudice au développement moral de la colonisation européenne, en diminuant le nombre des unions régulières dans le pays.

Aussi, dès avant 1883, des décrets avaient-ils déjà été publiés dans le but de faciliter le mariage des Français résidant en dehors de l'Europe.

C'est ainsi que l'article 3 du décret du 24 mars 1852, ayant pour objet de faciliter le mariage des Français qui résident aux îles de la Société et dans les autres établissements français de l'Océanie, dispose que « les publications faites avec l'autorisation du Conseil du Gouvernement, et affichées devant la porte du bureau de l'état-civil, seront

(1) Rapport du 27 janvier 1883. D., 1883.4.90.

dans tous les cas suffisantes pour la régularité du mariage. »

Un décret des 28 juin, 13 septembre 1877 (1), relatif au mariage des Français résidant à la Nouvelle-Calédonie et dans les établissements français de l'Océanie, dispose aussi dans son article 4 que « le Conseil privé (de la colonie) pourra également, lorsqu'il résultera des pièces produites qu'il n'existe entre les futurs époux aucun empêchement provenant de la parenté ou de l'alliance, et qu'ils ne sont engagés ni l'un ni l'autre dans les liens d'un mariage antérieur, leur accorder dispense des publications auxquelles il serait nécessaire de procéder en Europe, en conformité des articles 167 et 168 du Code civil ».

Cette disposition, après les justes observations que nous avons rapportées précédemment, fut étendue au mariage des Français résidant en Cochinchine, par un décret des 27 janvier, 2 février 1883 (2), et ce décret fut à son tour étendu à l'Annam et au Cambodge par un décret du 29 janvier 1890 (3).

Devant cette tendance à faciliter le mariage de ses nationaux à l'étranger, il ne faut pas s'étonner que la France ait inscrit la question des publications

(1) D., 1877.4.67.

(2) D., 1883.4.90.

(3) *Journal officiel*, du 30 janvier 1890.

du mariage au programme de la Conférence de La Haye et ait obtenu un résultat appréciable.

L'article 5, 3^{me} alinéa, du décret du 17 juin 1904, portant promulgation de la Convention signée à La Haye, le 12 juin 1902, pour régler les conflits de loi en matière de mariage (1), décide, en effet, que « les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, devront être respectées, mais le défaut de ces publications ne devra pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui dont la loi aura été violée... »

Ce texte a besoin d'être complété par ce commentaire du rapport sur le projet de 1900 (2): « On n'impose pas à l'autorité du lieu de la célébration d'exiger, indépendamment des publications prescrites par sa propre loi, celles que prescrivent la loi des futurs époux. Si les intéressés n'ont pas respecté, quant aux publications, la loi à laquelle ils sont soumis pour les conditions de leur mariage, cette loi détermine naturellement la sanction qui pourra être la nullité. Mais la nullité ne pourra être prononcée de ce chef dans les pays autres que celui dont la loi aura été violée. »

(1) CLUNET. 1904, p. 471, et *Journal officiel* du 26 juin 1904.

(2) Conférence de La Haye, relative au Droit international privé, 3^{me} session, 29 mai-18 juin 1900 (A. Lainé). CLUNET, 1901, p. 5.

SECTION DEUXIÈME

TRANSCRIPTION EN FRANCE DE L'ACTE DU MARIAGE
CÉLÉBRÉ A L'ÉTRANGER (article 171) (1)

L'étude de cette formalité qui consiste pour le Français marié à l'étranger, dans la reproduction sur le registre public des mariages du lieu de son domicile, de l'acte de célébration de son mariage contracté à l'étranger, ne rentre dans notre sujet que si, comme le prétendent certains auteurs (2), elle a pour but de porter ce mariage à la connaissance des citoyens français.

Nous ne pouvons discuter les arguments sur lesquels ces auteurs fondent leur théorie, ces derniers n'en donnant aucun, se contentant simplement d'affirmer cette prétention, et d'en déduire les conséquences.

(1) Article 171 (loi du 29 novembre 1901). Dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire de la République, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger dans les conditions prévues par le paragraphe 1^{er} de l'article précédent, sera transcrit sur les registres publics des mariages du lieu de son domicile.

(2) DELVINCOURT. Tome I, p. 88.

Nous nous bornerons donc à démontrer que la transcription du mariage du Français à l'étranger n'a pas été ordonnée dans un but de publicité, dans l'intérêt des tiers, mais uniquement dans l'intérêt des époux eux-mêmes, par suite, son examen sortant du cadre que nous nous sommes tracé au début de cette étude, n'exige pas de longues explications.

Cette assertion peut se prouver au moyen des travaux préparatoires du Code. Le projet était, en effet, ainsi conçu : « Trois mois après le retour du Français sur le territoire de la République, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger doit être enregistré, à peine d'un double droit d'enregistrement. Cet acte doit être encore, dans le même délai, reporté et transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile, sous peine, à défaut de ce report, d'une amende qui ne pourra être moindre de cent francs, ni excéder mille francs » (1).

La formalité de la transcription n'était donc pas instituée dans l'intérêt des tiers, car s'il en eût été ainsi, la peine prononcée contre l'époux négligent, eût consistée, non pas en une amende, mais en une réparation quelconque accordée aux tiers pour cette négligence.

(1) LOCRÉ. *Législation civile de la France*, tome IV, p. 341 et ssq.

Si l'on ne pensait pas aux tiers en prescrivant cette formalité, on ne pouvait songer qu'aux parties elles-mêmes, pour qui la bonne tenue des actes de l'état-civil, et notamment des actes de mariage, est si importante.

Nous avons, d'ailleurs, dans l'article 171 lui-même, la preuve que la transcription n'a pas pour but de porter le mariage du Français, célébré à l'étranger, à la connaissance des citoyens français.

Cette formalité, n'est, en effet, exigée que « dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire de la République ». Tant que celui-ci demeure à l'étranger, il n'est pas tenu de faire transcrire son mariage, et cependant son union, quoique non transcrite, produira même en France, tous ses effets légaux au regard des tiers, qui sont par là même présumés en avoir eu connaissance par une autre voie (1).

Si la transcription était réellement un mode de publicité destiné à faire connaître aux citoyens français les mariages de leurs concitoyens célébrés à l'étranger, cette transcription eût été exigée bien plutôt dans les trois mois de la célébration, que dans les trois mois après leur retour en France, car c'est surtout lorsque les époux demeurent à

(1) WEISS. — *Droit international privé*, tome III, page 475.

l'étranger qu'il est intéressant pour les tiers de savoir si ceux-ci sont réellement mariés.

Nous pouvons donc soutenir, avec raison, croyons-nous, que la disposition de l'article 171, n'a en vue que l'intérêt des époux eux-mêmes et de leur famille ; qu'elle se propose uniquement de faciliter en France la preuve de leur mariage, en y mettant à la disposition des intéressés les documents qui servent à l'établir, sans qu'il leur soit nécessaire de recourir à l'intervention des autorités étrangères qui l'ont célébré (1).

L'article 171 renferme par suite un conseil que la loi donne aux parties dans leur intérêt et non une mesure de publicité en faveur des tiers.

L'article 171 a-t-il une sanction ? En d'autres termes, quels sont les effets du défaut de transcription ?

Delvincourt enseigne que, dans ce cas, le mariage n'étant pas légalement connu en France, ne doit produire aucun effet civil à l'égard des Français ou des biens situés en France.

Il en conclut : que, faute de transcription, la femme sera capable de s'obliger en France avec des tiers, sans l'autorisation maritale ou judiciaire ; que son hypothèque légale ne prendra rang que du jour

(1) WEISS. *Droit international privé*, tome III, p. 476.

de la transcription de son acte de mariage, et, qu'elle en sera même privée, si cette transcription n'est pas opérée avant la faillite ou le décès de son mari. D'après cet auteur, enfin, le mariage célébré à l'étranger, non transcrit en France, ne pourrait pas motiver l'annulation de la nouvelle union que l'un des conjoints aurait contractée en France (1). Il admet donc que le mariage, bien que valable *inter conjuges*, n'est jamais opposable aux tiers qui sont censés l'ignorer et ne sont pas tenus, en conséquence, d'en subir les effets.

Delvincourt fonde son opinion sur un argument *a contrario* tiré de l'article 194 : « Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état-civil ».

D'autres auteurs (2) ont trouvé ces conséquences trop rigoureuses et ont distingué dans le mariage du Français à l'étranger deux sortes d'effets, « ceux qu'il ne produit qu'à raison de la publicité dont la loi le suppose entouré et ceux qui sont le résultat du mariage lui-même ».

L'union non transcrite dans le délai légal ne produirait les premiers effets qu'à partir de la trans-

(1) DELVINCOURT. Tome I, page 68, note 6.

(2) DURANTON. Tome II, n° 240.

cription ; la femme n'aurait son hypothèque légale qu'à dater de ce jour, et ne pourrait pas invoquer le défaut d'autorisation de son mari contre les engagements contractés par elle antérieurement à cette formalité.

Mais elle produirait les effets qui sont indépendants de toute mesure de publicité ; c'est ainsi que les enfants pourraient réclamer les droits de succession qu'entraîne pour eux la filiation légitime, alors même que le mariage de leurs auteurs n'aurait pas été transcrit (1).

Pour attribuer une telle sanction à l'article 171, les partisans des deux systèmes précédents partent de ce principe, que les auteurs du Code en exigeant la transcription ont eu en vue l'intérêt des tiers. Nous avons démontré précédemment que l'article 171 avait été fait uniquement en faveur des époux eux-mêmes.

L'article 171 ne renferme à notre avis, qu'une mesure d'ordre, édictée dans l'intérêt exclusif des époux. S'ils ne font pas transcrire l'acte de célébration de leur mariage sur le registre de leur domicile, ils pourront se trouver embarrassés pour en établir l'existence ; tandis que s'ils ont obéi aux prescriptions de l'article 171, la preuve en sera très facile à

(1) DURANTON. Tome II, n° 240.

faire en se faisant délivrer un extrait de l'acte transcrit (1).

Le défaut de transcription pourrait donner lieu cependant à une action en dommages-intérêts de la part des tiers qui se prétendraient lésés par l'omission de cette formalité, par application de l'article 1382 du Code Civil (2).

La jurisprudence admet que le « défaut de transcription n'entraîne pas la nullité du mariage, lorsqu'il résulte de toutes les circonstances de la cause que les parties n'ont point entendu faire fraude à la loi française et éluder ses prohibitions (3) ».

Un arrêt plus récent de la Cour d'Orléans du 9 février 1900 (4) a donné la même solution, et décidé que « le défaut de transcription sur le registre de l'état-civil français, d'un mariage contracté en pays étranger, n'entraînait pas la nullité du mariage, l'observation de l'article 171 n'étant pas prescrite à peine de nullité. »

(1) BEUDANT. *Cours de Droit Civil*, tome I, p. 362.

(2) DEMOLOMBE. Tome III, n° 229, p. 339. — LAURENT. *Principes de Droit Civil*, tome III, p. 54.

(3) Bourges, 13 Juillet 1891. DALLOZ, 1892.2.599.

(4) Orléans, 9 Février 1900. DALLOZ, 1902.2.416.

APPENDICE

PUBLICITÉ DU MARIAGE DES ÉTRANGERS QUI SE MARIENT EN FRANCE

De même que le Français peut se marier à l'étranger, l'étranger peut se marier en France. Nous n'avons, sur ce sujet, aucun texte spécial, ce sont donc les principes généraux qui devront nous guider. Plusieurs questions peuvent se poser relativement à ces mariages, notamment celles relatives aux conditions d'aptitude, aux consentements que les futurs époux doivent obtenir de leurs ascendants, aux empêchements résultant de la parenté ou de l'alliance, etc...

Pour rester dans le cadre que nous nous sommes tracé, nous ne nous occuperons, dans ce court appendice, que des formalités de publicité qui devront accompagner ces mariages en France, et nous distinguerons deux cas : suivant que ce sont deux étrangers qui se marient en France ou un Français qui épouse une étrangère ou *vice-versa*.

A. — *Deux étrangers se marient en France.*

Quand leur loi nationale ne le défend pas (1), les étrangers peuvent se marier devant l'officier de l'état-civil français, mais dans ce cas les formalités de publicité seront les mêmes que celles établies pour le mariage des Français, conformément à la règle *Locus regit actum*. C'est ainsi que les étrangers devront faire les publications prescrites par la loi française, partout où elles devraient se faire si le mariage avait lieu entre Français. Elles se feront par conséquent au lieu du domicile matrimonial qu'ils peuvent avoir acquis en France par six mois de résidence, puis à leur domicile réel, soit en France, soit même à l'étranger, et enfin au domicile des personnes sous la puissance desquelles ils se trouvent relativement au mariage (2).

La célébration même du mariage des étrangers qui se marient en France devant l'officier de l'état-

(1) Presque toutes les législations étrangères ont admis que la règle *Locus regit actum* s'appliquait aux formes extérieures du mariage. Presque seuls les pays de religion orthodoxe refusent à leurs nationaux le bénéfice de cette règle (Grèce), il en était de même en Hongrie avant la loi de 1894.

(2) Cependant, la Cour de Bruxelles a décidé le 11 juin 1885 (PASICRISIE, 1885.2.491) que ces publications à l'étranger n'étaient pas nécessaires quand la loi nationale de ce pays ne les exigeait pas; et que, dans le cas où les autorités étrangères se refusaient à les faire, il appartenait aux tribunaux d'apprécier les motifs de ce refus, et d'ordonner qu'il soit passé outre à la célébration du mariage.

civil français se fera conformément à la loi française, et nous renvoyons, pour tous renseignements au chapitre premier qui se rapporte à ce sujet.

Les étrangers peuvent aussi se marier en France devant leurs agents diplomatiques ou consulaires, mais cette faculté ne leur appartient qu'autant que les deux futurs époux étrangers sont de même nationalité ; sinon l'officier de l'état-civil français serait seul compétent, et il devrait faire accompagner ces mariages des formalités de publicité exigées par la loi française.

B. — *Un Français se marie avec une étrangère ou vice-versa.*

Dans ce cas la règle *locus regit actum* s'applique nécessairement, et toutes les formalités de publicité exigées par la loi française doivent être observées (1).

(1) WEISS. *Droit international privé*, tome III, p. 488.

CONCLUSION

Que conclure de cette courte étude sur la publicité du mariage? N'y aurait-il rien à modifier à notre législation sur cette matière? Certaines réformes que l'on attendait depuis longtemps sont en bonne voie, et nous l'espérons, auront bientôt la consécration législative.

M. Lemire, député du Nord, a déposé en effet en 1903 sur les bureaux de la Chambre, un projet de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage. Ce projet renvoyé à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, et accepté par elle après un examen approfondi, est venu en discussion tout récemment à la Chambre des Députés, dans sa séance du 12 avril 1906.

Il comble à notre avis, certaines des lacunes qui existaient auparavant.

L'article 1^{er} du projet est ainsi conçu : « Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état-civil fait une publication un jour de dimanche à la porte de la maison commune. Cette publication énonce les prénoms, noms, professions, domiciles et résidences des futurs époux, leur qualité de majeur ou de mineur, et les prénoms, noms, professions, domiciles et résidences de leurs pères et mères. Elle énonce, en outre, les jours, heure et lieu où elle a été faite. Elle est transcrite sur un seul registre, côté et paraphé comme il est dit en l'article 41 du Code civil, et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du Tribunal de l'arrondissement ».

Cet article, qui formerait l'article 63 nouveau, n'apporterait pas, en fait, une bien grande modification à notre législation. En supprimant l'une des deux publications, il mettrait le texte de la loi en harmonie avec l'usage. L'article 63 actuel exige bien deux publications, mais nous avons vu que dans la pratique, elles ne se font pas, et que les officiers de l'état-civil affichent un extrait de l'acte de publication à la porte de la maison commune, extrait qui, d'après l'article 64, doit être renouvelé lors de la seconde publication. En fait, il ne l'est pas, les officiers de l'état-civil se contentent de laisser subsister

le premier. Ce nouvel article consacrerait simplement l'usage qui est suivi dans un grand nombre de communes.

Le délai, à l'expiration duquel le mariage pourrait être célébré, est d'ailleurs le même dans l'article 1^{er} du projet que celui de l'article 63.

L'article 4 du projet de M. Lemire, également adopté par la Chambre, remplacerait l'article 74 (1) par celui-ci : « Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des deux époux aura son domicile ou sa résidence à la date de la publication prévue par la loi. » Cet article est surtout intéressant pour les personnes qui mènent une existence nomade, telles que les bateliers, forains et colporteurs, qui n'ont habituellement qu'un domicile réel, celui où ils sont nés.

Cela existe d'ailleurs en Belgique. L'article 74 du Code civil permet en effet aux futurs époux de se marier dans la commune où l'un d'eux a, soit son domicile, soit sa résidence, à la date de la publication sans condition de durée, pas plus pour la résidence que pour le domicile.

On objecterait à tort le danger de clandestinité

(1) Article 74. — Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des époux aura son domicile. Ce domicile quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune.

puisque la publication devrait se faire au lieu de la résidence comme au lieu du domicile réel.

Comme conséquence, l'article 9 du projet de M. Lemire, remplace l'article 165 du Code civil par celui-ci : « Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier de l'état-civil de la commune où l'un des époux aura son domicile ou sa résidence, à la date de la publication prévue par l'article premier de la présente loi, et en cas de dispense de publication, à la date de la célébration » (1).

L'article 12 du projet a aussi une importance toute spéciale. Également adopté par la Chambre des Députés il porte que « le Procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai. »

La disposition de l'article 169 était vraiment insuffisante quand il s'agissait de mariage *in extremis*, quand deux personnes exprimaient au moment de leur mort, le désir de régulariser une union existante, soit pour assurer quelques ressources au conjoint survivant, soit pour légitimer un ou plusieurs enfants nés ou à naître de cette union.

Une disposition semblable existe en Allemagne

(1) Article 165. — Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier du domicile de l'une des parties.

depuis la loi du 18 août 1896 qui dit que « l'officier de l'état-civil peut procéder à la célébration du mariage sans publication préalable, lorsqu'on lui aura justifié, par certificat médical, que l'un des fiancés est malade à la mort et que sa maladie ne permet pas que l'on retarde la célébration du mariage ».

Il en est de même en Belgique et au Luxembourg, mais le droit d'accorder dispense de publication et de délai appartient au Procureur.

Telles sont les principales réformes que l'on attend depuis longtemps, et nous souhaitons, en terminant ce travail, que le Sénat, se conformant au vote émis par la Chambre des Députés, rende définitives ces dispositions destinées à faciliter les mariages ; car, comme le disait l'abbé Lemire, dans son exposé des motifs : « Il importe que la famille ne soit pas une sorte de somptueuse demeure d'accès difficile, ouverte seulement à ceux qui ne reculent ni devant les formalités, ni devant les dépenses (1) ».

(1) Proposition de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage. — Annexe au procès-verbal de la séance du 15 janvier 1903. — Exposé des motifs, p. 2.

VU :

Le Président de la Thèse,

ANDRÉ WEISS.

VU :

Le Doyen,

LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
But et utilité de la publicité du mariage	7
Aperçu historique	10

CHAPITRE PREMIER

Des éléments qui constituent la publicité du mariage

SECTION PREMIÈRE

Publicité antérieure au mariage. — Les publications....	17
I. Origine des publications	17
II. Qui peut les faire et comment on les demande ?..	19
III. Que doivent contenir les publications?.....	26
IV. Comment se font les publications.....	30
V. Combien doit-on faire de publications?.....	33
VI. Dans quelles communes doivent-elles se faire?..	38
VII. Des oppositions.....	45
VIII. Quand peut être célébré le mariage.....	56

SECTION DEUXIÈME

Publicité concomitante du mariage	61
I. Dans quelles communes peut être célébré le mariage	61
II. Lieu où doit être célébré le mariage	71
III. Jour et heure de la célébration	74
IV. Personnes qui prennent part à la célébration	75
A) Officier de l'état-civil	76
B) Parties elles-mêmes; mariage par procureur	79
C) Témoins	84

SECTION TROISIÈME

Publicité postérieure à la célébration	86
--	----

CHAPITRE DEUXIÈME

Sanction du défaut de publicité du mariage	95
---	-----------

SECTION PREMIÈRE

Sanction du défaut de publications	97
--	----

SECTION DEUXIÈME

Sanction de la célébration clandestine	103
--	-----

APPENDICE

Mariages secrets	123
------------------------	-----

CHAPITRE TROISIÈME

Publicité du mariage dans quelques pays étrangers ...	131
--	------------

CHAPITRE QUATRIÈME

Publicité du mariage des Français qui se marient à l'étranger.....	151
--	-----

SECTION PREMIÈRE

Des publications en France du mariage des français à l'étranger.....	155
--	-----

SECTION DEUXIÈME

Transcription en France de l'acte de célébration du mariage célébré à l'étranger.....	181
---	-----

APPENDICE

Publicité du mariage des étrangers qui se marient en France	188
CONCLUSION	191

